



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GENERALE

TD/RBP/CONF.4/3
26 juin 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

TROISIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES
CHARGEE DE REVOIR TOUS LES ASPECTS
DE L'ENSEMBLE DE PRINCIPES ET DE
REGLES EQUITABLES CONVENUS AU NIVEAU
MULTILATERAL POUR LE CONTROLE DES
PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES
Genève, 13 novembre 1995
Point 8 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DE TOUS LES ASPECTS DE L'ENSEMBLE DE PRINCIPES ET DE
REGLES EQUITABLES CONVENUS AU NIVEAU MULTILATERAL POUR LE
CONTROLE DES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES

- a) Examen des 15 années d'application de l'Ensemble;
- b) Etude de propositions visant à améliorer et développer l'Ensemble, ainsi que la coopération internationale dans le domaine du contrôle des pratiques commerciales restrictives

TRAVAUX PREPARATOIRES EN VUE DE L'ETABLISSEMENT D'UN
MANUEL DES LEGISLATIONS APPLIQUEES EN MATIERE DE
PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES

Manuel des législations appliquées en matière de
pratiques commerciales restrictives

Note du secrétariat de la CNUCED

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| INTRODUCTION | 3 |
| COMMENTAIRES SUR LES LEGISLATIONS APPLIQUEES EN MATIERE DE PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES | 5 |
| I. Commentaire du Gouvernement lituanien sur le décret No 785 : loi sur la concurrence | 5 |
| II. Commentaire du Gouvernement mexicain sur la "loi fédérale relative à la concurrence économique", du 24 décembre 1992 . | 12 |
| III. Commentaire du Gouvernement de la République slovaque relatif à la loi No 188 sur la protection de la concurrence économique | 31 |
| IV. Commentaire du Gouvernement de la République de Zambie relatif à la loi No 18 de 1994 sur la concurrence et le commerce équitable | 43 |

Annexes

| | |
|--|-----|
| I. Lithuania: Decree No. 785 "The Law on Competition" | 47 |
| II. Mexico: "Ley Federal de Competencia Económica", 24 December 1992 | 64 |
| III. Slovak Republic: Act No. 188 "Protection of Economic Competition . . | 96 |
| IV. Republic of Zambia: "The Competition and Fair Trading Act" No. 18, 1994 | 108 |

INTRODUCTION

1. L'Ensemble de principes et de règles équitables convenu au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives prévoit, au paragraphe 6 c) de la section F, l'établissement d'un manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives.

2. En outre, le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives, à sa douzième session, a demandé au secrétariat de la CNUCED de continuer à compiler et à mettre à jour le Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives et a invité les Etats membres qui n'auraient pas encore communiqué leur législation ou qui auraient adopté une législation nouvelle ou une loi modifiant la législation précédente à remettre le texte de leurs lois relatives à la concurrence au secrétariat dans une (ou) plusieurs des langues officielles de la CNUCED, avec un commentaire approprié de cette législation, en se conformant au mode de présentation qui figure dans l'introduction du document TD/B/RBP/94 (voir Conclusions concertées, annexe I, dans le rapport TD/B/40(2)/2-TD/B/RBP/98).

3. En conséquence, le secrétariat a établi la présente note qui contient le texte, avec commentaire, des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives en Lituanie, au Mexique, en République slovaque et en Zambie */.

4. A ce jour, le secrétariat de la CNUCED a publié des notes renfermant, avec un commentaire, le texte des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives dans 26 pays : Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Italie, Jamaïque, Kenya, Lituanie, Mexique, Norvège, Pakistan, Pologne, Portugal, République de Corée, République slovaque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Suède, Venezuela et Zambie.

5. Le Directeur chargé de la CNUCED, dans sa note du 2 mai 1994, a prié les Etats qui ne l'avaient pas encore fait, ou qui avaient adopté en la matière une législation nouvelle ou modifiant la précédente depuis leur dernière communication au secrétariat de la CNUCED, d'adresser à celui-ci le texte des lois et décisions judiciaires, avec le commentaire pertinent, selon le mode de présentation indiqué (voir ci-après) (s'il s'agit d'Etats qui ont adopté pour la première fois une législation en la matière le commentaire peut cependant s'écarter de ce modèle). Pour faciliter la publication des textes législatifs dans plusieurs langues officielles de l'ONU, les Etats ont été invités, à la demande du Groupe intergouvernemental, à en fournir, si possible, des traductions dans au moins une autre de ces langues.

6. Le secrétariat de la CNUCED remercie les Etats qui lui ont envoyé les renseignements voulus pour compiler le Manuel et invite à nouveau ceux qui ne l'ont pas encore fait à se conformer à la demande du Directeur chargé de la CNUCED.

*/ Les communications sont reproduites dans la langue et sous la forme dans lesquelles elles ont été adressées au secrétariat.

Mode de présentation des renseignements à fournir pour le Manuel

- A. Exposé des raisons qui ont motivé l'introduction de la législation.
- B. Description des objectifs de la législation et de la mesure dans laquelle ils ont évolué depuis l'adoption de la législation originale.
- C. Description des pratiques, actes ou comportements soumis au contrôle, en indiquant pour chacun :
 - a) Le type de contrôle - par exemple interdiction pure et simple, interdiction de principe ou examen cas par cas;
 - b) La mesure dans laquelle les pratiques, actes ou comportements visés aux paragraphes 3 et 4 de la section D de l'Ensemble de principes et de règles sont soumis à ce contrôle, ainsi que les autres pratiques, actes ou comportements susceptibles d'y être assujettis et ceux qui font l'objet de mesures expressément liées à la protection du consommateur, comme la lutte contre la publicité mensongère.
- D. Description du champ d'application de la législation, en indiquant :
 - a) Si elle est applicable à toutes les transactions portant sur des biens et des services et, dans la négative, quelles opérations sont exclues;
 - b) Si elle s'applique à la totalité des pratiques, actes ou comportements ayant des effets sur le pays, quelle qu'en soit l'origine géographique;
 - c) Si elle dépend de l'existence d'un accord, ou de l'entrée en vigueur dudit accord.
- E. Description du mécanisme (administratif et/ou judiciaire) d'application, en indiquant les éventuels accords de notification et d'enregistrement et les principaux pouvoirs de l'organe ou des organes compétents.
- F. Description de toute législation parallèle ou supplémentaire, y compris des traités ou conventions avec d'autres pays, prévoyant une coopération ou des procédures pour régler les différends dans le domaine des pratiques commerciales restrictives.
- G. Description des principales décisions prises par les organes administratifs et/ou judiciaires, et des questions qui en font expressément l'objet.
- H. Bibliographie succincte donnant la référence des textes législatifs et des principales décisions, ainsi que les documents explicatifs publiés par les pouvoirs publics, ou les textes législatifs ou certains passages de ces textes.

COMMENTAIRES SUR LES LEGISLATIONS APPLIQUEES EN MATIERE
DE PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES

I. Commentaire du Gouvernement lituanien sur le décret No 785 :
loi sur la concurrence

La loi sur la concurrence de la République de Lituanie est entrée en vigueur le 1er novembre 1992. L'Office des prix et de la concurrence, dépendant du Ministère de l'économie, a été créé et pourvu en personnel et est entré effectivement en activité le 10 février 1993, afin de veiller au respect de la loi.

A. Exposé des raisons qui ont motivé l'introduction de la législation

La réforme économique complexe en cours en République de Lituanie a pour but de transformer l'économie planifiée en économie de marché. La mise en oeuvre des réformes s'est accompagnée d'une vaste libéralisation des prix qui a donné à la fois aux entités économiques la liberté de leurs décisions économiques et aux consommateurs la possibilité de choix. Parallèlement, la privatisation du secteur économique d'Etat a été opérée et s'est poursuivie jusqu'ici. Les réformes ont été appliquées dans le cadre préexistant d'une structure économique fortement concentrée et hautement monopolistique.

En fait, des problèmes posés par la puissance commerciale considérable et l'abus de position dominante de grandes entités économiques sont apparus lors de la libéralisation des prix. On a pu observer aussi les accords conclus entre entités économiques et leurs pratiques concertées de fixation collusoire des prix et de répartition des marchés. C'est donc afin de pouvoir aller plus loin dans les réformes et le progrès économique qu'il a fallu à la fois adopter la loi sur la concurrence et veiller à son respect pour empêcher des agissements qui risqueraient de restreindre la concurrence. L'expérience générale des pays industriels dans le développement d'économies de marché a joué un rôle très important en jetant les bases du droit de la concurrence. Non moins importants ont été les travaux d'organisations internationales comme l'AELE et la Banque mondiale, ainsi que les exemples des pays membres de la Communauté économique européenne, compte tenu particulièrement de la nécessité d'intégrer la Lituanie dans les systèmes économiques mondial et régional.

La coordination harmonieuse de la loi sur la concurrence et de sa mise en oeuvre avec la pratique mondiale et régionale est essentielle pour atteindre les buts de l'intégration.

B. Description des objectifs de la législation et de la mesure dans laquelle ils ont évolué

L'objectif principal de la loi sur la concurrence est de prévenir les pratiques commerciales restrictives (comportement anticoncurrentiel) afin de créer les conditions d'une concurrence effective sur les marchés de produits. Cette loi est donc à la base même de l'efficacité économique et du bien-être du consommateur.

La loi sur la concurrence n'a subi aucune modification depuis son entrée en vigueur, le 1er novembre 1992.

C. Description des pratiques soumises au contrôle

La loi lituanienne sur la concurrence interdit aux entités économiques qui occupent une position dominante sur le marché de procéder d'une manière qui restreint déjà ou risque de restreindre la concurrence et peut donc porter atteinte aux intérêts économiques.

En outre, la loi interdit les pratiques ci-après :

- les accords (actions concertées) entre entités économiques qui restreignent ou empêchent la concurrence;
- la limitation de la concurrence par des organes de l'Etat et du gouvernement; la concurrence déloyale;
- la concentration de structures commerciales, qui fait l'objet d'un contrôle et d'une interdiction si, à la suite de la concentration, on constate qu'il existe une position dominante sur le marché et que la concurrence est restreinte ou risque de l'être ultérieurement.

Interdiction de l'abus d'une position dominante sur le marché

La loi dispose que l'entité économique ne peut être réputée occuper une position dominante si sa part de marché pour certains biens ne dépasse pas 40 %. Elle renferme une liste d'exemples de pratiques interdites à l'entité économique, notamment celles qui consistent à :

- 1) opposer des obstacles aux agents économiques concurrents qui cherchent à prendre pied sur le marché;
- 2) évincer du marché des concurrents ou entités économiques rivales;
- 3) faire une discrimination entre les partenaires et instituer une fixation collusoire des prix pour les tiers.

En résumé : il s'agit d'actions aussi bien verticales qu'horizontales qui restreignent la concurrence et sont interdites par la loi.

L'article 5 de la loi sur la concurrence intitulé "Exceptions aux interdictions" prévoit, en même temps, que les activités d'entités économiques dominantes qui sont en principe interdites par la loi peuvent être réputées conformes à la loi s'il est avéré qu'elles ont pour effet :

- de faire baisser durablement les prix à la consommation;
- d'améliorer la qualité des biens.

C'est dire, en réalité, que chaque cas concret d'abus d'une position dominante doit faire l'objet d'une enquête et d'une évaluation distinctes.

En 1993, le Conseil de la concurrence a adopté une résolution qui précisait encore les critères d'une position dominante sur le marché.

Nous envisageons en outre l'adoption d'une disposition législative définissant les cas d'abus de position dominante.

Interdiction d'accords (actions concertées) entre entités économiques qui restreignent ou empêchent la concurrence

La loi sur la concurrence renferme une liste d'exemples d'accords et actions concertées qui sont interdits s'ils restreignent ou empêchent la concurrence. Il s'agit d'accords fixant les prix, le volume de la production, la répartition des marchés selon le principe territorial, le volume des ventes et des achats de biens, les types de biens, les groupes d'acheteurs ou de vendeurs. En outre, le fait d'évincer des concurrents des marchés et d'opposer des obstacles à leur entrée sur le marché (et de le faire par voie d'un accord), ainsi que de refuser de conclure des contrats avec certains vendeurs ou acheteurs, est aussi réputé violer la loi, qui l'interdit.

L'article 5 de la loi sur la concurrence prévoit également des exceptions aux accords interdits (actions concertées) qui restreignent ou empêchent la concurrence, de sorte que chaque cas concret d'accord (action concertée) devrait être examiné (faire l'objet d'une enquête) et évalué séparément du point de vue juridique.

Interdiction aux organes de l'Etat ou du gouvernement de restreindre la concurrence

Il est interdit aux autorités de prendre des décisions qui :

- 1) restreignent l'indépendance des entités économiques ou la conclusion de contrats économiques;
- 2) empêchent la création et la réorganisation ou la restructuration d'entités économiques existantes;
- 3) privilégient ou défavorisent certaines entités économiques ou restreignent de toute autre façon la concurrence.

Cette interdiction s'explique par la situation particulière que crée la transition vers une économie de marché et elle est applicable pour autant qu'elle est compatible avec l'autorité conférée aux organes d'Etat par d'autres lois.

Interdiction d'actes de concurrence déloyale

Il est interdit aux entités économiques de diffuser des renseignements mensongers, incorrects et fallacieux (publicité comprise) qui peuvent entraîner des pertes pour une autre entité économique ou nuire à sa réputation.

Il est également interdit de tromper le consommateur au moyen d'informations erronées concernant la qualité des biens, les caractéristiques de leur utilisation, le lieu et le type de fabrication, le volume et le prix de vente. L'emploi délibéré du nom, de la marque commerciale ou de l'emblème, du type d'emballage ou de l'apparence d'autres entités économiques relève

aussi des pratiques d'une concurrence déloyale interdite. Il est également interdit aux entités économiques de se livrer à des activités d'espionnage industriel.

Il n'y a pas d'exceptions à l'interdiction de concurrence déloyale. En 1993, le Conseil de la concurrence a ratifié le "Décret-loi relatif à la surveillance des actes de concurrence déloyale", qui les régit en détail, rend légale leur évaluation et prévoit des sanctions économiques.

Contrôle de la concentration de structures commerciales

La loi dispose que les entités économiques doivent informer l'Office des prix et de la concurrence de la concentration probable de structures avant de s'engager dans une concentration si l'ensemble des paramètres qui témoignent des activités économiques des entités éventuellement appelées à fusionner dépasse certaines limites fixées par la loi. L'Office des prix et de la concurrence empêchera la concentration si elle aboutissait à créer une nouvelle entité économique extrêmement concentrée qui serait en mesure de dominer le marché, c'est-à-dire en posséderait au moins 40 %.

La loi prévoit une exception en ce sens que la concentration de structures commerciales qui n'a pas été approuvée par l'Office peut être autorisée à titre exceptionnel moyennant autorisation écrite du Gouvernement de la République de Lituanie.

On compte qu'en 1993 le texte législatif relatif au "Contrôle de la concentration des structures commerciales" sera approuvé et fixera en détail les règles de ce contrôle.

D. Description du champ d'application de la loi

La loi régit les relations découlant à la fois des activités anticoncurrentielles et de la concurrence déloyale sur tout le territoire de la République de Lituanie.

La loi sur la concurrence, qui régit le fonctionnement et les relations économiques des différents secteurs de l'économie, dispose qu'elle est applicable pour autant qu'elle n'est pas incompatible avec d'autres lois de la République de Lituanie. C'est dire qu'elle régit tous les types d'activité économique et commerciale, sous réserve des exceptions convenables prévues par d'autres lois et par des traités internationaux.

E. Mécanisme d'application et principaux pouvoirs des organes compétents

Le contrôle du respect de la loi sur la concurrence est exercé, à l'intérieur de la République de Lituanie, par l'Office des prix et de la concurrence, dont le directeur est nommé par le gouvernement. Un Conseil spécial de la concurrence, composé de sept membres nommés pour trois ans, statue sur les questions relatives à la concurrence et régies par la loi. Quatre membres du Conseil sont désignés par le Gouvernement de la République de Lituanie sur recommandation des consommateurs, ainsi que des associations scientifiques, commerciales et industrielles.

L'Office enquête sur les activités qui restreignent la concurrence (concurrence déloyale) et rend compte au Conseil de la concurrence qui décide si elles constituent ou non des violations de la loi sur la concurrence.

Dans l'affirmative, le Conseil a le droit de décider d'appliquer des sanctions économiques aux entités économiques. Le montant des sanctions peut être fixé à 10 % au plus du revenu annuel brut total de ces entités. Des amendes allant jusqu'à 3 % du revenu annuel brut total peuvent être imposées aux entités économiques qui donnent de faux renseignements. En outre, le Conseil a le droit d'imposer des amendes d'un montant maximum égal à trois mois du salaire moyen aussi bien des fonctionnaires des organes d'Etat que des employés des entités économiques qui ne respectent pas les obligations prescrites par le Conseil de la concurrence ou tardent à s'en acquitter, ou encore donnent des renseignements destinés à induire en erreur. Le montant des amendes imposées par le Conseil de la concurrence est viré au budget de l'Etat.

Les sanctions appliquées aux entités économiques pour violation de la loi sur la concurrence sont régies en détail par les règlements d'application.

Les décisions du Conseil de la concurrence peuvent faire l'objet d'un recours devant les tribunaux.

Les pertes encourues par des entités économiques ou par des consommateurs du fait de la violation de la loi par d'autres entités économiques doivent être compensées par ces dernières selon la procédure fixée par la loi.

F. Textes législatifs et accords avec d'autres pays

Le décret portant application de la loi sur la concurrence est pris par le Conseil de la concurrence qui y est habilité par décision du Parlement lituanien. En juin 1993, le Gouvernement de la République de Lituanie a approuvé les règlements à la fois de l'Office des prix et de la concurrence et du Conseil de la concurrence. Le Conseil a approuvé la résolution intitulée "Du contrôle des pratiques de concurrence déloyale".

Nous envisageons de fixer les règles de la concurrence et les modalités de collaboration dans les traités de libre-échange qui seront conclus avec certains pays, ainsi qu'avec les pays membres de l'AELE.

Jusqu'ici, les règles de la concurrence et les modalités de collaboration ne sont entrées en vigueur dans aucun de ces traités.

G. Description des principales décisions et des questions qui en font expressément l'objet

L'Office des prix et de la concurrence n'étant en fonction que depuis quatre mois, le rapport annuel sur ses activités n'a pas encore été établi. Pendant cette période, ses activités ont consisté à veiller à la mise en oeuvre de la loi sur la concurrence et de la loi sur les prix, ainsi qu'à favoriser la concurrence.

Sa tâche principale a été de préparer les textes explicatifs de la loi sur la concurrence et les textes concernant les méthodes de travail, ainsi que de contrôler le respect des dispositions de la loi. Le contrôle a été exercé au moyen d'analyse des marchés dans les principaux secteurs de l'économie et d'enquêtes ouvertes à la suite de plaintes d'entités économiques. A l'issue des enquêtes, les conclusions en ont été présentées au Conseil de la concurrence qui a pris les décisions appropriées. Depuis le 11 février 1993, l'Office des prix et de la concurrence a proposé plusieurs amendements aux diverses lois de la République de Lituanie. Il a obligé certaines entités économiques à lui remettre des rapports financiers et des rapports sur les prix pratiqués. La plupart des violations de la loi sur la concurrence ont été le fait d'entités économiques occupant une position dominante, dont certaines ont fait l'objet de sanctions et d'amendes conformément à la loi.

L'analyse des marchés dans les principaux secteurs de l'économie est effectuée de façon suivie.

A l'avenir, l'Office se chargera aussi de régler les différends relatifs à la concurrence.

H. Bibliographie succincte donnant la référence des textes législatifs et des principales décisions

A titre d'information, nous présentons ci-joint la loi sur la concurrence de la République de Lituanie traduite en anglais, ainsi que les règlements à la fois de l'Office des prix et de la concurrence et du Conseil de la concurrence, approuvés par le Gouvernement lituanien et traduits en anglais à titre non officiel. Nous regrettons de ne pouvoir produire de traductions officielles des commentaires sur les deux textes législatifs.

Coopération technique dans le domaine de la politique de la concurrence

Cette coopération technique a pour objectifs principaux l'assimilation de l'expérience acquise par les autorités chargées de la politique de la concurrence dans les pays industriels à économie de marché, ainsi que la formation du personnel de l'Office lituanien des prix et de la concurrence.

A ces fins, il y a eu surtout établissement de relations avec les organisations internationales et les autorités compétentes des autres pays en matière de concurrence.

Depuis novembre 1992, nous sommes en relation avec des organisations internationales telles que la Commission des Communautés européennes, la Fondation PHARE et l'OCDE. Nous avons également signé un accord de coopération avec le Danemark en matière de concurrence.

Mais le mode de coopération le plus développé a été l'organisation d'ateliers et de cours de formation. Le personnel de l'Office lituanien des prix et de la consommation a particulièrement profité des ateliers de deux semaines qui ont eu lieu à Vilnius, sous la direction de spécialistes de la Division antitrust du Ministère de la justice des Etats-Unis et de la Commission fédérale du commerce des Etats-Unis. A ces ateliers ont assisté non seulement le personnel en question, mais aussi les représentants d'autres ministères et départements.

En outre, pendant la période considérée, plusieurs fonctionnaires de l'Office ont eu la possibilité de se familiariser avec la politique de la concurrence en assistant aux ateliers organisés à Vienne (comprenant des programmes sur la répartition des marchés, l'abus de position dominante, les accords horizontaux).

Grâce à ces ateliers et cours de formation, le personnel de l'Office a acquis toutes les connaissances nécessaires disponibles à l'étranger pour faire face aux problèmes de concurrence et partager les données d'expérience en vue de régler des cas particuliers.

Il importe de noter que cette coopération a été financée en quasi-totalité par les sources d'aide.

Le Conseiller de l'Autorité danoise chargée des questions de concurrence qui se trouve en Lituanie pour une mission de longue durée aide le personnel de l'Office lituanien à résoudre les problèmes courants.

En outre, l'Office lituanien a commencé à coopérer avec l'Autorité antitrust de la République de Pologne. Récemment, un projet d'accords de coopération avec les pays susmentionnés dans le domaine des politiques de la concurrence et antitrust a été rédigé et on espère qu'il sera signé très prochainement.

Il convient toutefois de noter que la coopération avec des pays étrangers en matière de politique de la concurrence n'a pas été suffisamment active pendant la période écoulée. Il n'y a pas assez de formation pratique à l'étranger et il faudrait resserrer la coopération avec les autorités chargées de défendre la concurrence dans les autres pays.

II. Commentaire du Gouvernement mexicain sur la "loi fédérale relative à la concurrence économique", du 24 décembre 1992

INTRODUCTION

Le Congrès de l'Union a approuvé, en décembre 1992, l'initiative présentée par l'Exécutif fédéral en vue de promulguer une nouvelle loi fédérale relative à la concurrence économique et d'abroger la loi organique de 1934 réglementant l'application de l'article 28 de la Constitution en matière de monopoles, la loi de 1950 sur les attributions de l'Exécutif fédéral en matière économique, la loi de 1941 sur les industries de transformation et la loi de 1937 relative aux associations de producteurs pour la distribution et la vente de leurs produits.

La nouvelle loi fédérale relative à la concurrence économique a été publiée au Journal officiel de la Fédération du 24 décembre 1992 et est entrée en vigueur le 22 juin 1993. Elle a créé la Commission fédérale de la concurrence, organisme autonome chargé d'appliquer la loi. La promulgation de la nouvelle loi et l'entrée en fonctions de la Commission ouvrent une étape nouvelle dans la politique de la concurrence au Mexique.

Cette brochure a pour but de renseigner sur les principaux éléments de la nouvelle loi et explique brièvement comment la Commission procède pour évaluer les pratiques de monopole et les concentrations. Les exemples donnés le sont uniquement à titre indicatif et doivent donc être considérés comme purement hypothétiques et sans aucune incidence légale quant aux comportements actuels ou futurs d'une personne, d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises. La brochure renferme aussi quelques directives pour la présentation de plaintes et notifications préalables de projets de concentration, outre un organigramme de la Commission.

Les renseignements contenus dans cette brochure ne représentent pas une interprétation administrative de la nouvelle loi fédérale relative à la concurrence économique. Ils visent uniquement à aider les intéressés à comprendre les règles nouvelles destinées à favoriser la concurrence sur les marchés.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| I. Nouvelle politique de la concurrence | 14 |
| II. Pratiques de monopole | 15 |
| III. Evaluation des pratiques de monopole relatif | 20 |
| IV. Concentrations | 23 |
| V. Commission fédérale de la concurrence | 27 |
| VI. Procédures, sanctions et recours | 28 |

I. NOUVELLE POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

Quel est le but de la loi fédérale relative à la concurrence économique ?

La loi a pour but de favoriser l'efficacité économique et de protéger la compétition et la libre concurrence. A cette fin, elle régit le comportement des agents économiques : c'est pourquoi elle institue une politique foncièrement préventive en matière de concentrations et, le cas échéant, prévoit des sanctions contre les pratiques de monopole.

Pourquoi lutter contre les pratiques de monopole ?

Sur un marché monopolisé, la quantité fournie d'un bien ou d'un service est inférieure à ce qu'elle est sur un marché qui bénéficie d'un régime de libre concurrence et le prix peut être plus élevé ou rester au même niveau, mais pour des produits de moindre qualité. En outre, le niveau de la production étant plus bas qu'il ne l'est en régime de concurrence, il en résulte des effets négatifs sur le niveau de l'emploi. De ce point de vue, le monopole est inefficace et porte atteinte au bien-être social.

La loi va-t-elle dans le sens de la politique économique ?

Oui. La loi se situe dans le cadre des actions tendant à moderniser l'économie nationale et à la placer sur la voie d'une croissance saine et soutenue. Elle renforce les politiques d'ouverture au commerce international, de déréglementation et de privatisation, et elle crée le cadre juridique qui contribuera à assurer le bon fonctionnement des marchés en prohibant et en pénalisant les pratiques commerciales qui limitent indûment l'accès aux marchés ou évincent des concurrents, ne profitent qu'à quelques-uns ou débouchent sur la cartellisation. La loi minimise l'emploi d'instruments de contrôle direct sur les entreprises et permet le fonctionnement des marchés, mais admet qu'ils n'aboutissent pas toujours à des solutions idéales et reconnaît que la monopolisation est un problème récurrent auquel il convient de s'attaquer.

A qui s'applique la loi ?

La loi s'applique à toutes les personnes, physiques ou morales, mexicaines ou étrangères, quelles que soient les activités économiques qu'elles réalisent dans le pays. Elle s'applique également aux organismes de l'administration publique fédérale, étatique et municipale, de même qu'aux organisations professionnelles. Les seules exceptions sont celles qui sont énumérées dans la Constitution : les fonctions que l'Etat exerce à titre exclusif dans les zones stratégiques définies à l'article 28 de la Constitution; les associations de travailleurs constituées conformément à la législation pertinente pour protéger leurs propres intérêts; les privilèges accordés pour une durée déterminée aux auteurs et artistes pour la production de leurs oeuvres et ceux qui sont octroyés aux inventeurs aux fins de l'exploitation exclusive de leurs inventions; enfin, les associations ou sociétés coopératives qui vendent directement leurs produits à l'étranger, si elles remplissent les conditions requises.

La loi vise-t-elle seulement les monopoles de vente ?

Non. La loi s'applique aussi bien aux pratiques dommageables imposées par un fournisseur à ses distributeurs ou clients qu'à celles d'un agent quelconque par rapport à ses fournisseurs.

Quelle est l'autorité compétente en matière de concurrence ?

La loi a créé la Commission fédérale de la concurrence, organe administratif émanant du Secrétariat du commerce et du développement industriel (SECOFI), bien que possédant une autonomie technique et opérationnelle, qui est chargée de la prévention, des enquêtes et de la lutte contre les monopoles, pratiques de monopole et concentrations.

II. PRATIQUES DE MONOPOLE

Quels sont les types de pratiques de monopole ?

La loi distingue les monopoles absolus et les monopoles relatifs. Les premiers sont réputés anticoncurrentiels sans aucun doute ni réserve, tandis que l'effet net des seconds sur la concurrence n'est pas toujours évident, si bien qu'il faut d'abord les évaluer avant de les juger préjudiciables.

Quelles sont les pratiques de monopole absolu ?

Ce sont des accords entre concurrents pour fixer les prix, les offres lors de marchés publics ou les contingents de production, ou pour se répartir les marchés. Ces accords ne comportent pas d'intégration productive, de manière qu'ils n'entraînent aucun gain d'efficacité et que leur but est clair : monopoliser le marché. C'est pourquoi ils sont toujours prohibés et seront pénalisés avec la plus grande sévérité. En outre, les actes réalisés ne produiront pas d'effets juridiques, ce qui signifie que l'exécution de ces accords ne sera pas exigible. Ces pratiques sont communément dénommées "pratiques horizontales", parce qu'elles se situent entre entreprises concurrentes et sont les plus préjudiciables à la concurrence.

L'article 9 de la loi définit comme pratiques de monopole absolu les suivantes : contrats, conventions, arrangements ou coalitions entre agents économiques concurrents, qui ont pour objet, ou pour effet, l'un quelconque des suivants :

- I. Fixer, élever, concerter ou manipuler le prix de vente ou d'achat de biens ou de services offerts ou demandés sur les marchés, ou échanger des renseignements à la même fin ou de même effet;*
- II. Imposer l'obligation de ne produire, transformer, distribuer ou commercialiser qu'une quantité restreinte ou limitée de biens ou la prestation d'un nombre, volume ou fréquence restreints ou limités de services;*

- III. *Diviser, répartir, attribuer ou imposer des parts ou segments d'un marché actuel ou potentiel de biens et de services moyennant une clientèle, des fournisseurs, des durées ou des espaces déterminés ou déterminables; ou*
- IV. *Etablir, concerter ou coordonner des offres ou une abstention dans les appels d'offres, adjudications, enchères ou ventes aux enchères publiques.*

Dans tous ces cas, indépendamment des dimensions du marché ou des entreprises qui se livrent à des actes de monopole, il y a violation de la loi donnant lieu à des sanctions administratives, outre la responsabilité pénale éventuelle.

Que faut-il entendre par "pratiques de monopole relatif" ?

Celles qui généralement ont des effets aussi bien positifs que négatifs, selon leur application, ce qui rendrait inopportune une prohibition générale. Elles peuvent avoir pour objet l'intégration ou la coordination de la production ou de la distribution afin d'accroître la compétitivité des entreprises et réduire ainsi les prix pour le consommateur final. En revanche, dans certaines conditions, ces pratiques peuvent porter atteinte à la concurrence, en particulier quand les effets négatifs l'emportent sur les effets positifs potentiels. C'est pourquoi la loi fixe des critères d'évaluation et des conditions qu'il faudra vérifier avant de pouvoir considérer une pratique relative comme monopolistique et donc comme une violation de la loi.

Quelles sont les pratiques de monopole relatif ?

L'article 10 de la loi indique les pratiques qui seront réputées de monopole relatif, sous réserve qu'elles correspondent aux dispositions légales. Ces pratiques sont expliquées ci-après, sous la dénomination qu'on leur donne généralement, avec, au début de chaque sous-section, le texte légal qui décrit la pratique en la matière. Il convient de souligner que ces pratiques ne seront considérées comme des violations de la loi qu'après que les critères d'évaluation énumérés plus loin auront été examinés. Elles sont également souvent qualifiées de "verticales", car elles existent entre des entreprises ou des agents liés par une relation verticale, comme celle qui unit un producteur et un distributeur.

Répartition verticale des marchés

- I. *Entre agents économiques qui ne soient pas concurrents, la fixation, l'imposition ou l'établissement de la distribution exclusive de biens ou de services, pour des raisons de nature, de situation géographique ou pour des laps de temps déterminés, y compris la répartition, la distribution ou l'attribution de clients ou de fournisseurs; de même que l'imposition de l'obligation de ne pas fabriquer ou distribuer des biens ou prêter des services pour une durée déterminée ou déterminable.*

La répartition "verticale" de marchés signifie, par définition, la restriction du nombre de concurrents dans une situation donnée. Elle peut être temporaire, géographique ou fonction des caractéristiques de biens ou de personnes. A la différence de la répartition "horizontale" des marchés, elle ne découle pas d'un accord ou d'une convention entre concurrents, mais elle est généralement convenue entre un fournisseur grossiste et ses détaillants, ou entre un grossiste principal et divers fournisseurs.

Un exemple de répartition géographique des marchés est celui du fournisseur d'un bien qui accorde à ses distributeurs une région déterminée pour effectuer leurs ventes. Le fait est courant et légitime, notamment dans le cas des franchises ou la distribution de biens durables. La répartition des marchés pour des laps de temps déterminés peut concerner un distributeur quelconque qui achète des produits à des fournisseurs différents selon la saison de l'année. Pour ce qui est de la répartition des marchés, il arrive qu'un fournisseur divise ses distributeurs en deux types : ceux qui vendront en gros et ceux qui vendront au détail, pratiques qui ne sont pas passibles de sanction. Néanmoins, un accord de cartellisation peut être "déguisé" en répartition verticale de marchés ou un grossiste monopoliste peut partager le marché pour limiter la concurrence entre ses distributeurs détaillants, ce qui pourrait être considéré comme une pratique de monopole. Il faudra donc étudier chaque cas en particulier.

Restrictions imposées au prix de revente ou de vente du produit final

II. L'imposition du prix ou d'autres conditions qu'un distributeur ou fournisseur doit observer en fournissant ou distribuant des biens ou en prêtant des services

Les fournisseurs mettent souvent des conditions au prix de revente de leurs produits, à la construction ou à la décoration du local commercial et aux services que leurs distributeurs devront fournir au consommateur final. Généralement, ces pratiques reposent sur des raisons légitimes et favorables à l'efficacité, par exemple les restrictions imposées à des fins de technique commerciale, et même celles qui visent à informer ou à garantir une image, une qualité ou un niveau de service déterminés.

Toutefois, un fournisseur qui possède un pouvoir de monopole peut imposer un prix minimum de revente pour supprimer la concurrence entre fournisseurs et faire une discrimination entre des segments du marché ou pour supprimer la concurrence entre les distributeurs de biens ou de services, ce qui est irrégulier puisque le distributeur devrait pouvoir être concurrentiel de par le prix, à moins qu'il ne s'agisse de marchandises en consignation. D'un autre côté, un accord entre concurrents pour fixer les prix, ce que la loi considère comme une pratique de monopole absolu, pourrait être déguisé en accord de prix minimaux de revente en vue d'écartier ou d'éviter l'accusation de pratique de monopole absolu. C'est pourquoi la loi engage à évaluer les accords du point de vue non seulement de la forme, mais aussi du fond. La fixation de prix et autres conditions de revente favorise, le plus souvent, l'efficacité, mais peut aussi être une manière déguisée d'imposer un accord de monopole, voire de tourner la loi.

Ventes liées

III. La vente ou transaction subordonnée à l'achat, à l'acquisition, à la vente ou à la fourniture d'un autre bien ou d'un service additionnel, normalement distinct ou distinguable, ou moyennant réciprocité

Dans la vente de toute variété de produits sont inclus d'autres biens qui font partie du "lot", mais qui sont distincts et pourraient être achetés séparément. Dans la plupart des cas, il ne s'agit pas de monopole, puisque les consommateurs ont la possibilité d'acheter les biens séparément, si tel est leur intérêt, à un prix supérieur ou inférieur au total. Néanmoins, lorsqu'un consommateur achète un bien ou service A, qui se vend uniquement s'il est accompagné d'un bien ou service distinct B, et que l'acheteur n'a pas d'autre choix, étant donné le pouvoir substantiel du fournisseur sur ce marché, l'acte pourrait être considéré comme une pratique de monopole relatif.

Contrats d'exclusivité

IV. La vente ou transaction subordonnée à la condition de ne pas utiliser ou acquérir, vendre ou fournir les biens ou services produits, transformés, distribués ou commercialisés par une tierce partie

Les contrats qui accordent l'exclusivité à un fournisseur ou à un distributeur sont courants dans le commerce et l'industrie. Ils répondent généralement à un souci d'efficacité et ont pour but d'uniformiser ou d'assurer une certaine stabilité en matière de vente, acquisition, qualité ou prix de biens ou de services. Cette même pratique peut être réputée monopolistique si, à partir d'un contrat d'exclusivité, une entreprise possédant un pouvoir substantiel bloque pratiquement l'accès de circuits de distribution ou de production à d'autres concurrents ou les en évince.

Refus de traiter

V. L'action unilatérale qui consiste à refuser de vendre ou de fournir à des personnes déterminées des biens ou services disponibles et normalement offerts à des tierces parties

Le refus de traiter avec une certaine personne peut avoir des justifications telles que l'éthique ou la nécessité de préserver un certain contrôle de la qualité. Néanmoins, le refus de traiter peut être pratiqué par le détenteur d'un monopole en vue d'empêcher la progression d'autres fournisseurs ou d'interdire à ses clients la recherche d'autres sources d'approvisionnement. Dans ce dernier cas, la pratique peut être illégale.

Boycottage

VI. La concertation entre divers agents économiques ou l'invitation qui leur est adressée à exercer une pression sur un client ou fournisseur quelconque, en vue de le dissuader d'adopter un comportement déterminé, d'appliquer des mesures de rétorsion contre lui ou de l'obliger à agir dans un sens déterminé

Le boycottage est une arme utilisée pour faire pression sur certains individus et peut donc avoir des effets aussi bien positifs que négatifs sur la concurrence. De nombreux boycottages ont des fins non économiques, comme la protection du consommateur, la sauvegarde de l'environnement et d'autres qui pourraient difficilement porter atteinte à la concurrence. Par exemple, un groupe de magasins peut boycotter un fournisseur de matériel électrique qui ne respecte pas les normes de sécurité, sans qu'il en résulte d'effets monopolistiques. Néanmoins, ces mêmes magasins pourraient conclure un arrangement collusoire pour laisser à l'écart du marché les fournisseurs qui n'acceptent pas leurs accords en matière de prix, auquel cas le boycottage prendrait un caractère très probablement de monopole.

Autres pratiques

VII. En général, tout acte qui entrave indûment ou empêche la compétition et la libre concurrence dans la production, la transformation, la distribution et la commercialisation de biens ou de services

Il est impossible de décrire en détail tous les comportements qui risquent de porter préjudice à la concurrence, non seulement parce qu'ils sont très nombreux, mais aussi parce que l'évolution constante des comportements commerciaux signifierait que la loi serait toujours en retard sur cette évolution. D'où la nécessité de cette disposition générale. Cette généralisation doit cependant s'entendre dans le contexte de la loi : elle ne donne pas carte blanche à la Commission fédérale de la concurrence, puisque, lors de son application, les évaluations exigées par la loi sont rigoureuses et devront prouver qu'il s'agit effectivement de comportements anticoncurrentiels. Les travaux législatifs qui ont abouti à l'élaboration de la loi ont conclu que les six pratiques de monopole relatif, énumérées plus haut, englobent les activités les plus courantes et les plus importantes. Néanmoins, devant la possibilité qu'intervienne une pratique novatrice ou particulière, la législation doit l'envisager, tout en s'efforçant de minimiser le risque d'incertitude qui planerait sur l'activité économique du fait de l'intervention des autorités, et c'est pourquoi le législateur a fixé en l'occurrence des sanctions moins sévères. Il convient de mentionner que, dans les pays qui appliquent une politique active contre les monopoles, comme c'est le cas de nos principaux partenaires commerciaux, il existe également des dispositions de caractère beaucoup plus général quant aux comportements qui risquent de violer la loi, de sorte que cette loi ne désavantage nullement les agents économiques dont les activités se déroulent sur le territoire national.

La loi constitue-t-elle un obstacle aux franchises ?

Non. Les régimes de franchise imposent généralement aux franchisés des restrictions qui pourraient paraître enfreindre la loi. Cependant, dans la plupart des cas, il n'en est rien. En outre, le titulaire de l'Exécutif a préconisé des changements importants dans la législation relative à la propriété intellectuelle et aux droits d'auteur pour faciliter le développement des accords de franchise en tant qu'instrument de modernisation du commerce. La loi fédérale relative à la concurrence économique ne représente pas un changement de l'orientation, mais au contraire la renforce, en prévenant des comportements abusifs, dans l'intérêt d'un plus grand nombre d'agents économiques.

III. EVALUATION DES PRATIQUES DE MONOPOLE RELATIF

Comment déterminer s'il existe ou non une pratique de monopole relatif ?

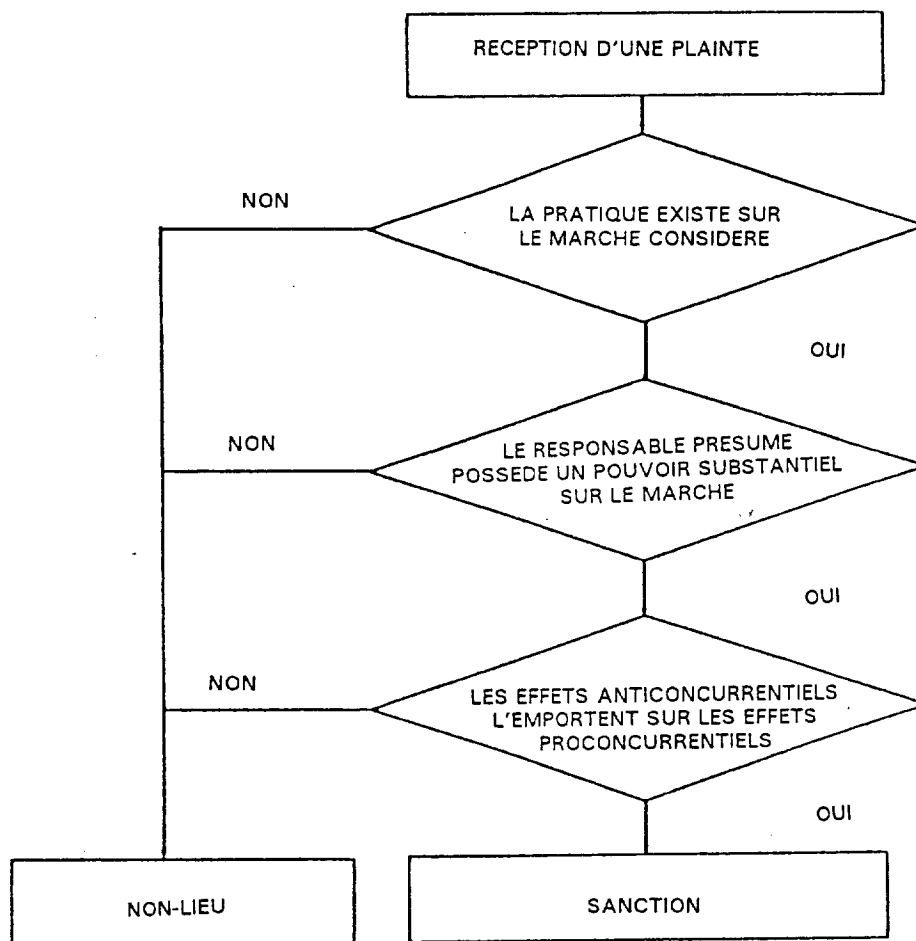
La loi dispose que, pour qu'il y ait infraction, les pratiques de monopole relatif devront avoir pour objet, ou pour effet, d'évincer indûment d'autres agents du marché, de leur en entraver l'accès de façon substantielle ou d'instituer des avantages exclusifs en faveur d'une ou plusieurs personnes. La création d'obstacles à l'accès et l'offre d'avantages exclusifs ont le même résultat, puisque les agents économiques qui jouissent d'un marché protégé, grâce à l'existence de ces obstacles ou avantages, peuvent agir en monopolistes. Néanmoins, le caractère "indu" d'une pratique dépend des critères énoncés dans la loi même et non du pouvoir discrétionnaire des autorités.

Quelle démarche la Commission suivra-t-elle dans ses analyses ?

L'évaluation des pratiques en question consiste à utiliser une série de "filtres" où chaque élément d'analyse contribue à distinguer entre une pratique probablement monopolistique et une pratique qui favorise l'efficacité. Dans ce dernier cas, la pratique peut être légitime. Ces filtres permettront de pénaliser uniquement les pratiques dont il est démontré qu'elles sont plus anticoncurrentielles que proconcurrentielles. Le tableau 1 résume cette démarche.

Tableau 1

DEROULEMENT DE L'EXAMEN DES PRATIQUES DE MONOPOLE RELATIF



La Commission, quand elle est saisie d'une demande dénonçant une pratique, commence par étudier le marché considéré afin de délimiter l'incidence probable de la pratique. Si elle constate alors que la pratique concerne un secteur minime du marché, elle rejettera la demande. Par exemple, si une marchandise se négocie librement sur le marché international et que le prix au niveau national ne diffère pas systématiquement du prix mondial, il est peu probable qu'il y ait pratique de monopole. En revanche, si le prix diffère dans des proportions substantielles, il y a probablement manipulation du marché et la Commission s'attachera en conséquence à évaluer le pouvoir du responsable présumé sur le marché, ce qui constitue un deuxième filtre. Si, à la suite de cette analyse, elle constate que le responsable présumé ne possède en réalité pas un pouvoir substantiel sur le marché considéré, elle rejettera la demande et la pratique pourra continuer. Dans le cas contraire, la procédure se poursuivra et la Commission aura recours au troisième filtre, qui consistera à analyser les effets de la pratique sur la compétition et la libre concurrence. Selon les résultats de l'analyse, les pratiques dont les effets anticoncurrentiels sont inexistantes ou insignifiants par rapport aux effets positifs pourront continuer. Si la Commission constate une infraction, elle pourra ordonner la suspension de la pratique et prononcer des sanctions pécuniaires, outre que les personnes lésées pourront présenter une demande de dommages-intérêts devant la juridiction civile.

Comment définir le "marché considéré" ?

Le marché considéré est celui où la pratique est constatée et concerne le bien ou le service en question. Il a généralement trois dimensions : les caractéristiques du produit, le territoire géographique du marché et la durée. La première dimension est l'identification d'un produit par rapport à d'autres. Il s'agit de découvrir jusqu'à quel point les consommateurs considèrent que deux biens ou services sont identiques ou semblables de telle sorte que, si le prix de l'un augmente ou si son offre diminue, les consommateurs seraient disposés à envisager de le remplacer par l'autre bien ou service. La dimension géographique du marché a trait à l'ampleur de la production et de la distribution des biens et services, ce qui est en liaison étroite avec la possibilité d'approvisionner un certain marché depuis d'autres régions. Elle n'est pas limitée par les frontières d'un pays ou d'un Etat, étant donné que, pour certains produits, le coût élevé des transports ou l'existence d'obstacles artificiels au commerce font que le marché considéré doit se limiter à une région très exiguë, mais que, pour d'autres au contraire, l'approvisionnement peut provenir de régions éloignées, y compris d'autres pays. En général, la concurrence de l'extérieur sera un critère important pour délimiter le marché considéré. Enfin, l'approvisionnement en provenance d'autres régions doit arriver en temps opportun, de telle sorte que les effets d'une pratique de monopole relatif sur les prix ou sur l'offre ne soient que temporaires. C'est là qu'intervient la notion de durée.

Existe-t-il des règles statistiques permettant de mesurer le marché ?

Non. Il y aura une procédure uniforme et une continuité dans les décisions de la Commission, mais aucune règle statistique pour classer les entreprises. La mesure du marché considéré dans chaque cas a une importance particulière, puisqu'une même pratique peut constituer ou non une violation de la loi selon les circonstances dans lesquelles elle se situe. En d'autres

termes, si la pratique a pour effet de réduire le nombre de concurrents pour l'offre d'un certain bien, mais s'il est possible de le remplacer en temps opportun par des produits qui, en général, sont réputés analogues ou semblables aux biens et services en question, de manière qu'il n'en résulte pas d'effet négatif sur les prix ou sur l'approvisionnement, la pratique ne sera alors pas illégale. C'est pourquoi, dans l'analyse du marché considéré, la Commission tiendra compte de certains facteurs, tels que l'existence d'obstacles artificiels (par exemple, droits de douane, normes techniques et règlements phytosanitaires) ou naturels (frais de transport élevés ou fongibilité des biens) qui empêchent un commerce libre de biens et de services ou qui portent leur coût de production ou de distribution à un niveau supérieur à celui qui leur permettrait d'être compétitifs sur le marché. Il convient en outre de souligner l'importance de l'approvisionnement en provenance d'autres régions ou pays. Pour beaucoup de biens, l'ouverture commerciale a eu pour résultat d'élargir le marché, ce dont il faudra tenir compte dans l'évaluation.

Que signifie le fait qu'une entreprise possède un pouvoir substantiel sur le marché considéré ?

Pour déterminer qu'une pratique relative est monopolistique, il convient de prouver que le responsable présumé possède un "pouvoir substantiel" sur le marché. L'extrême variété des marchés et les caractéristiques multiples qui les différencient signifient qu'il n'est pas possible d'utiliser constamment un même critère pour examiner s'il existe un pouvoir substantiel. La participation de l'entreprise dans les ventes totales du marché est certes un critère important, mais ce ne sera pas le seul, puisque la situation diffère selon que le responsable présumé possède, disons, 60 % du marché et qu'il a dix autres petits concurrents, ou qu'il a seulement un unique concurrent. Pour mesurer le pouvoir substantiel, la Commission appliquera en outre d'autres critères tels que la capacité du responsable présumé de fixer unilatéralement les prix ou de réduire considérablement l'offre des biens ou services en question sans que les concurrents puissent combattre ce pouvoir; l'existence d'obstacles naturels ou artificiels à l'accès; les possibilités que les concurrents possèdent de faire appel à d'autres sources d'intrants; enfin, le comportement récent du responsable présumé, car ce peut être un bon indicateur de sa faculté d'agir à titre unilatéral.

IV. CONCENTRATIONS

Quelle sera la politique en matière de concentrations ?

Si la loi vise les concentrations d'entreprises, c'est qu'elles encouragent ou facilitent les pratiques de monopole. Les dimensions d'une entreprise ne signifient pas en soi qu'elle exerce un monopole.

Y a-t-il une relation entre les "concentrations" et les "pratiques de monopole" ?

La loi fait obligation à la Commission d'évaluer les concentrations en appliquant les notions de "marché considéré" et de "pouvoir substantiel sur le marché considéré", identiques à celles qui servent à évaluer les monopoles relatifs. La Commission ne pourra s'opposer à une transaction que si elle représente une menace considérable pour la concurrence sur un marché.

Faut-il notifier les concentrations ?

La loi établit une politique préventive en matière de fusions et de rachats. Les opérations de grande envergure devront être notifiées aux autorités avant d'être réalisées, comme tel est le cas au Canada, aux Etats-Unis, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans à peu près tous les pays de la Communauté européenne. Il s'agit d'éviter, avant leur matérialisation, les concentrations qui peuvent manifestement avoir des effets anticoncurrentiels. La notification préalable donne plus de sécurité juridique aux entreprises, car, une fois que les autorités ont évalué et approuvé une concentration, la Commission n'aura plus de possibilité de s'opposer à la concentration ou de chercher à l'annuler. Mais cela ne signifie pas qu'une entreprise participant à une concentration qui a été notifiée et n'a pas rencontré d'objection officielle soit autorisée à se livrer à des pratiques de monopole.

Quand la notification a-t-elle lieu ?

Les concentrations qui comportent des transactions dont la valeur dépasse les montants fixés par la loi, ou qui permettent d'acquérir plus de 35 % des actions ou actifs d'un agent économique, devront être notifiées à la Commission. Le tableau 2 indique la procédure selon laquelle la concentration devra être soumise à l'examen de la Commission.

Qu'arrive-t-il si l'opération n'est pas notifiée ?

Les transactions qui ne figurent pas parmi les hypothèses du tableau 2 sont également assujetties à la loi, mais il ne sera pas nécessaire de les notifier au préalable aux autorités. Elles pourront néanmoins faire l'objet d'une opposition de la Commission fédérale de la concurrence si elles portent atteinte à la compétition ou à la libre concurrence. Cette possibilité cessera d'exister un an après la réalisation de la concentration, de sorte que la Commission fédérale de la concurrence ne pourra pas se prononcer contre des opérations qui auraient été effectuées plus de 12 mois auparavant.

Quelle procédure suivra la Commission pour examiner les concentrations ?

Le tableau 3 indique comment la Commission procédera à l'examen des concentrations. Les agents économiques qui se proposent de réaliser une concentration n'exigeant pas de notification peuvent l'effectuer. Sinon, ils devront notifier l'opération à la Commission, qui analysera les renseignements disponibles et, si elle a besoin de renseignements complémentaires, pourra les demander. La Commission prendra ensuite une décision, qui pourra être positive, négative ou assortie de conditions. Dans ce dernier cas, les particuliers devront, pour réaliser l'opération, procéder auparavant aux modifications indiquées par la Commission. Les conditions pourront concerner aussi les actes concomitants ou postérieurs à l'opération. Quand la décision est affirmative, la concentration peut être réalisée immédiatement.

Tableau 2

CONCENTRATIONS QUI DOIVENT ETRE PREALABLEMENT NOTIFIEES

| SITUATION | NOTIFICATION |
|--|---|
| <p>L'opération représente un nouvel investissement d'une entreprise</p> <p>L'opération est un rachat, une fusion, une prise de contrôle ou toute autre opération analogue entre entreprises constituées</p> <p>A. L'opération représente un montant supérieur à l'équivalent de 12 millions de fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral (environ 171 millions de nouveaux pesos)</p> <p>B. Grâce à l'opération ou à une succession d'opérations, une entreprise arrive à contrôler 35 % des actifs ou actions d'un agent économique dont les actifs ou les ventes rapportent plus de l'équivalent de 12 millions de fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral (environ 171 millions de nouveaux pesos)</p> <p>C. L'opération fait intervenir au moins deux entreprises dont les ventes annuelles ou les actifs conjoints représentent au total plus de l'équivalent de 48 millions de fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral (environ 685 millions de nouveaux pesos) et elle entraîne une augmentation des actifs ou du capital social supérieure à l'équivalent de 4 800 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral (environ 68,5 millions de nouveaux pesos)</p> | <p>Non</p> <p>Si la réponse est positive, dans l'un quelconque des cas A, B ou C, l'opération devra être notifiée</p> |

Quels sont les délais fixés par la loi pour prendre la décision ?

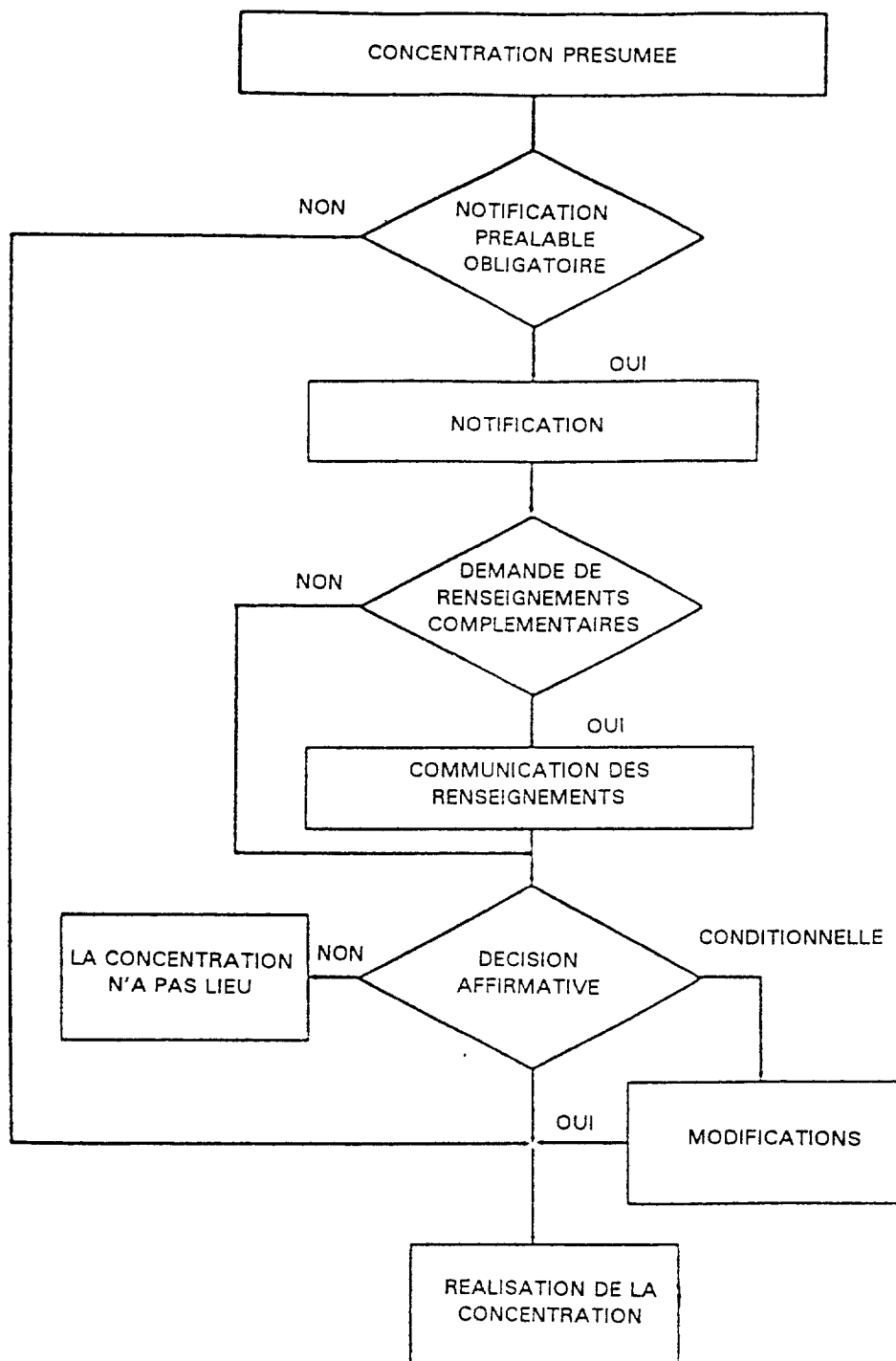
Dans les cas où la notification préalable est obligatoire, les autorités auront 45 jours civils pour se prononcer. Dans les cas complexes, la Commission fédérale de la concurrence pourra prolonger ce délai de 60 jours au plus afin d'analyser la situation. En outre, les particuliers auront 15 jours pour répondre aux demandes de renseignements de la Commission. Par conséquent, les cas les plus simples seront réglés en 45 jours au plus, tandis que les plus complexes pourront demander jusqu'à environ 260 jours pour que la décision finale intervienne.

Quelle sera la signification de la décision ?

La notification obligatoire n'indique nullement que la concentration présumée va être classée comme anticoncurrentielle ni qu'elle fera nécessairement l'objet d'une opposition. Elle signifie seulement que les autorités devront procéder à une évaluation en vue d'analyser comment la concentration porte atteinte ou risque de porter atteinte à la concurrence sur le marché où elle a lieu. Le but de la loi est d'empêcher, avant même sa réalisation, une concentration qui pourrait avoir des effets anticoncurrentiels. Cette politique est celle que suivent également nos principaux partenaires commerciaux.

Tableau 3

DEROULEMENT DE L'EXAMEN DES CONCENTRATIONS



Réponse affirmative apparente

La procédure que la Commission doit suivre assure un déroulement rapide de l'évaluation des concentrations, car elle fixe des délais à l'évaluation sous la figure juridique de "réponse affirmative apparente" ou "silence administratif". En d'autres termes, si la Commission, à l'expiration des délais fixés par la loi, n'a pas pris de décision, l'opération considérée ne pourra plus faire l'objet d'une opposition. D'ailleurs, les délais fixés par la loi sont semblables à ceux qui existent dans d'autres pays pour l'évaluation des concentrations, de sorte que les concentrations d'entreprises mexicaines ne seront pas défavorisées par la lenteur des procédures administratives.

V. COMMISSION FEDERALE DE LA CONCURRENCE

Quels sont les membres de la Commission fédérale de la concurrence ?

La Commission est composée de cinq commissaires, y compris son Président, nommés par le titulaire de l'Exécutif fédéral. Les commissaires doivent, entre autres conditions, s'être signalés professionnellement dans des questions qui se rapportent en substance aux objectifs de la loi. Ils sont nommés pour 10 ans et ne peuvent être destitués que pour faute grave, ce qui contribue à assurer la continuité de la politique de la concurrence.

Quelles sont les attributions du SECOFI ?

Le Secrétariat au commerce et au développement industriel (SECOFI) ne possède aucune attribution dans l'application de la loi fédérale relative à la concurrence économique, sauf en ce qui concerne les dispositions relatives aux prix maximaux. La Commission constitue un secteur du SECOFI, mais conserve une autonomie opérationnelle et technique totale vis-à-vis du secrétariat ou de tout autre service selon les dispositions de la loi. C'est dire que les décisions et résolutions de la Commission dépendent uniquement des évaluations et enquêtes auxquelles elle procède conformément à la loi.

Existe-t-il des risques concernant les renseignements confidentiels ?

Les renseignements et documents que la Commission aurait obtenus directement au cours de ses enquêtes, tout comme ceux qui lui sont fournis, sont rigoureusement confidentiels. Ils comprennent les renseignements recueillis lorsqu'un agent économique notifie une opération de concentration. Les fonctionnaires publics encourent des responsabilités s'ils divulguent des renseignements, sauf sur ordre de l'autorité judiciaire compétente.

Quelles sont les autres fonctions de la Commission ?

La Commission peut donner son avis au sujet de l'incidence, sur la concurrence économique, des lois, règlements, circulaires et autres dispositions ou projets, ainsi que de tout acte émanant des autorités administratives. Cet avis n'aura pas d'effets contraignants, mais servira à déterminer les domaines dans lesquels les lois, règlements ou actes administratifs créent ou suscitent des problèmes de concurrence. La politique de déréglementation économique sera ainsi institutionnalisée et il sera possible de prévenir les effets secondaires négatifs des règlements sur la concurrence.

Comment fonctionne la Commission ?

L'organe suprême de la Commission est la formation plénière, composée des cinq commissaires et chargée de statuer sur les cas que chaque commissaire présente, conformément à la répartition faite par le Président de la Commission et une fois les rapports correspondants présentés, sous la coordination du Secrétaire exécutif, par les directions générales des études économiques, des concentrations, des enquêtes et des affaires juridiques et contentieuses.

VI. PROCEDURES, SANCTIONS ET RECOURS

Qui peut dénoncer des pratiques anticoncurrentielles ?

Toute personne, dans le cas des pratiques de monopole absolu, ou la personne lésée dans le cas des autres pratiques, concentrations ou actes, prohibés ou limités par la loi, pourra dénoncer par écrit à la Commission le responsable présumé, en indiquant la nature de la pratique ou concentration visée. Les plaintes doivent être présentées à la Commission, aucune action judiciaire ou administrative en application de la loi n'étant possible, en dehors de celles qu'elle-même établit.

Cette loi n'est-elle pas de nature à susciter trop de différends, comme le cas s'est produit dans d'autres pays ?

Seules les personnes directement lésées par une pratique de monopole relatif pourront introduire une action contre les contrevenants éventuels, ce qui épargnera des demandes dénuées de fondement qui feraient obstacle au développement des entreprises ou des demandes dont l'objet est traité dans d'autres ordonnances. Autrement dit, la loi fédérale relative à la concurrence économique renferme des dispositions visant à éviter que des conflits de l'ordre civil ou commercial ne soient réglés sur la base de la législation relative à la concurrence.

Quels sont les délais prévus par la loi pour la procédure ?

Une fois la plainte reçue conformément à la loi, le responsable présumé sera cité à comparaître et aura 30 jours pour faire les observations qu'il juge pertinentes. Après examen des éléments de preuve, la Commission fixera un délai de 30 jours au plus pour les plaidoiries et, quand le dossier sera constitué, elle disposera d'un délai de 60 jours au plus pour statuer. Les délais fixés pour les enquêtes sur les concentrations sont particuliers et peuvent être vérifiés dans l'article pertinent.

Quel est le montant des sanctions ?

Les sanctions pécuniaires applicables sont les suivantes :

Pour avoir fait une fausse déclaration ou avoir donné à la Commission des renseignements faux : une amende jusqu'à concurrence de l'équivalent de 7 500 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral;

Pour se livrer à des pratiques de monopole absolu : une amende jusqu'à concurrence de 375 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral;

Pour se livrer à des pratiques de monopole relatif : une amende jusqu'à concurrence de l'équivalent de 225 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral; et jusqu'à concurrence de l'équivalent de 100 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral s'il s'agit des pratiques portant atteinte à la concurrence et visées au paragraphe VII de l'article 10 de la loi;

Pour avoir pris part à une concentration prohibée : une amende jusqu'à concurrence de l'équivalent de 225 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral;

Pour n'avoir pas notifié une fusion ou un rachat alors que la notification était obligatoire : une amende jusqu'à concurrence de l'équivalent de 200 000 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral;

En cas de récidive, il pourra être imposé une amende additionnelle jusqu'à concurrence du double de celle à laquelle la première infraction avait donné lieu;

Au cas où les pratiques de monopole relatif ou absolu, ou les concentrations prohibées réalisées, seraient particulièrement graves, la Commission pourra imposer, au lieu des amendes susmentionnées, une amende jusqu'à concurrence de 10 % des ventes annuelles effectuées par le contrevenant pendant l'exercice fiscal précédent ou jusqu'à concurrence de 10 % de la valeur des actifs du contrevenant, selon le montant qui est le plus élevé.

Les sanctions sont-elles excessives ?

Les sanctions pécuniaires sont plus élevées qu'elles ne le sont dans d'autres ordonnances, mais elles se justifient par les gains considérables que les pratiques de monopole peuvent rapporter et par les dommages qu'elles peuvent causer à la société. En outre, les sanctions ont pour but de dissuader des pratiques de monopole et des concentrations prohibées. Au demeurant, elles sont semblables ou inférieures à celles que prévoient les législations pertinentes de nos principaux partenaires commerciaux, eu égard aux dimensions relatives de leur économie.

Quelles autres sanctions peuvent être prononcées ?

La Commission peut appliquer en outre les sanctions ci-après :

- i) Suspension, modification ou suppression de la pratique ou concentration en question;*
- ii) Déconcentration partielle ou totale de ce qui a fait l'objet d'une concentration induite et*

ii) *Déconcentration partielle ou totale de ce qui a fait l'objet d'une concentration indue et*

iii) *En outre, les pratiques de monopole absolu ne produiront pas d'effets juridiques.*

Existe-t-il une responsabilité des équipes dirigeantes ou des représentants des entreprises ?

Aux équipes dirigeantes des entreprises qui participent directement aux pratiques de monopole ou à des concentrations prohibées, au nom ou pour le compte et sur l'ordre de personnes morales, peut être infligée une amende équivalente à 7 500 fois le salaire minimum général fixé pour le District fédéral (environ 114 000 nouveaux pesos).

Quels sont les recours contre les décisions de la Commission ?

Contre les décisions prises par la Commission, conformément à la loi, un recours en reconsidération pourra être interjeté devant la Commission elle-même. Le recours a pour but la révocation, la modification ou la confirmation de la décision contestée et les arrêts qui seront rendus indiqueront l'acte ayant fait l'objet du recours, les bases légales sur lesquelles il est fondé et les éléments de décision. Le règlement d'application de la loi fixera les modalités et autres conditions requises pour la procédure et la justification du recours.

III. Commentaire du Gouvernement de la République slovaque relatif à la loi No 188 sur la protection de la concurrence économique

A. Raisons de l'adoption de la législation

La première loi sur les restrictions à la concurrence dans l'ancienne Tchécoslovaquie a été adoptée en 1933. Pendant la seconde guerre mondiale et après la mise en place par le régime communiste d'un système d'économie planifiée, cette loi (aussi dénommée loi antimonopole) a disparu de la législation tchécoslovaque. Au début des années 90, après la "révolution de velours" et avec l'émergence d'une économie de marché en Tchécoslovaquie, il est apparu nécessaire de modifier profondément la législation économique. Il a été reconnu que la concurrence, en même temps que la privatisation et la libération des prix, était l'aspect le plus important de la transition vers l'économie de marché. Une plus grande satisfaction de la demande des consommateurs, la stimulation de l'activité des entreprises et une répartition décentralisée des ressources par les mécanismes du marché ne se concrétiseraient pleinement que si les entreprises agissaient sous la pression de la concurrence. Il fallait donc se doter des moyens juridiques d'assurer la protection et le développement de la concurrence. Après une interruption de près de 60 ans, l'ancienne Tchécoslovaquie retrouva en 1991 une loi antimonopole. La loi de 1991, fondée sur la théorie économique de la concurrence effective, déclarait illégaux tous les accords (horizontaux et verticaux) restreignant la concurrence, sans tenir compte de leurs incidences réelles sur le marché. Tout accord de fusion ou de prise de contrôle, si les parties à cet accord détenaient ensemble plus de 30 % du marché, était également illégal. Le Bureau antimonopole ne pouvait accorder des exemptions qu'au cas par cas. Ces dispositions visaient à accroître la certitude juridique. On s'est toutefois rapidement aperçu que la loi créait trop d'obstacles à l'activité commerciale courante. Au lieu d'encourager la liberté de choix et une prise de risque raisonnable de la part des entreprises, elle imposait aux chefs d'entreprise de solliciter des exemptions pour des accords restreignant la concurrence, même si ces accords étaient pour la plupart de bons accords, allant dans le sens d'un renforcement de l'efficacité. La notification obligatoire de tous les accords, y compris les plus modestes accords de recherche-développement ou de distribution exclusive, ainsi que la notification de la croissance interne d'une entreprise atteignant 30 % de part de marché (ce chiffre étant censé dénoter une position dominante) étaient les aspects les plus évidents de l'approche adoptée. Ses carences ont empêché la loi de soutenir efficacement les progrès de la transition vers l'économie de marché.

Après quelques années d'application de cette loi, la Slovaquie, l'un des Etats ayant succédé à l'ancienne Tchécoslovaquie, a adopté une nouvelle loi antimonopole. Celle-ci est entrée en vigueur le 1er août 1994 et a consacré l'abandon de la précédente conception dogmatique de la concurrence. Elle a été élaborée à partir d'une large comparaison de lois antitrust et de théories économiques modernes. La loi n'a réduit le contrôle de l'Etat sur le marché qu'en fonction de ce qui était nécessaire pour encourager une concurrence effective, mais elle n'impose pas de conditions excessives aux acteurs du marché. Elle s'efforce d'offrir un modèle original, adapté à un petit pays en transition.

B. Les objectifs de la législation et leur évolution depuis l'adoption de la législation initiale

L'objectif de la nouvelle loi antimonopole slovaque est de protéger la concurrence en éliminant les mesures concertées ou unilatérales qui restreignent indûment la concurrence. Il s'agit toutefois de protéger non pas la concurrence en elle-même, mais la concurrence qui contribue à l'efficacité économique. On a donc recherché un équilibre entre les effets négatifs des restrictions à la concurrence et leurs effets positifs sur l'économie (en particulier pour les consommateurs). L'approche se fonde sur les théories économiques actuelles, en particulier celles de John Clark sur la concurrence effective et les marchés "concurrentiels". L'aspect fondamental de la nouvelle loi est le modèle cohérent d'équilibre économique. Le bien-être des consommateurs (dans le sens de bien-être de la société) est l'objectif ultime de la loi. La concurrence doit promouvoir le progrès économique au bénéfice des consommateurs. Si les agents économiques sont soumis à la concurrence, ils peuvent mieux répondre aux besoins des consommateurs, car la concurrence contribue à une répartition efficace des ressources. Il est toutefois nécessaire d'accepter quelques restrictions à la concurrence, si ces restrictions accroissent le bénéfice des consommateurs. L'évaluation de toutes les catégories de restrictions (accords, abus, fusions) repose donc sur une comparaison des gains d'efficacité économique et des dommages pour la concurrence résultant de ces pratiques. C'est là la principale différence entre la nouvelle loi et la loi de 1991. Mais il est à noter qu'un deuxième objectif est de contrôler la puissance économique des entreprises dominantes, pour en empêcher les abus.

C. Description des pratiques, actes ou comportements soumis à contrôle, en indiquant à chaque fois :

a) Le type de contrôle, par exemple, interdiction totale, interdiction de principe, ou examen au cas par cas

La nouvelle loi interdit en principe les mesures concertées qui restreignent la concurrence ainsi que l'abus unilatéral de position dominante sur le marché. Elle contient également des dispositions détaillées concernant le contrôle des concentrations (fusions et rachats). Elle distingue ainsi deux catégories d'activités qui constituent ou peuvent constituer une infraction aux règles de la libre concurrence. La première catégorie d'activités (restrictions concertées ou unilatérales) est réputée constituer des restrictions illégales à la concurrence, tandis que la seconde (concentrations) appelle un type différent de contrôle - le Bureau antimonopole ne peut les interdire que dans des cas précis.

Comme il a été indiqué plus haut, la concurrence n'est pas considérée comme une fin en soi. Il n'y a pas d'interdiction absolue frappant tel ou tel accord restreignant la concurrence. La loi repose sur le principe que si un accord satisfait aux critères stipulés dans la loi, aucune interdiction ne peut être appliquée. On peut dire que ce concept combine principe d'interdiction et principe d'abus (autrement dit, obligation per se et contrôle ex post soumis à la règle de raison). Il y aura présomption juridique de restriction de la concurrence effective à moins que les parties ne prouvent que les critères de la loi sont respectés (l'accroissement du bien-être des

consommateurs l'emportant sur le préjudice pour la concurrence). On pourrait dire qu'il s'agit d'une approche plus "stricte" de la règle de raison (du fait de la présomption d'interdiction).

b) La mesure dans laquelle les pratiques, actes ou comportements stipulés aux paragraphes 3 et 4 de la Section D de l'Ensemble de principes et de règles sont visés par ce contrôle, ainsi que toutes pratiques, tous actes ou tous comportements additionnels pouvant être visés, y compris ceux qui relèvent de contrôles se rapportant expressément à la protection des consommateurs, par exemple les contrôles relatifs à la publicité mensongère

1. Les contrôles prévus par la loi antimonopole couvrent toutes les pratiques et tous les actes ou comportements mentionnés aux paragraphes 3 et 4 de la Section D de l'Ensemble de principes et de règles. Le champ d'application de la loi concerne les restrictions illégales à la concurrence et les concentrations illégales. La loi déclare illégaux deux types de comportement - les actions concertées (accords) qui restreignent la liberté d'action des agents économiques sont illégales et frappées de nullité à moins qu'elles ne soient justifiées par l'analyse économique évoquée plus haut. Les mesures unilatérales d'entreprises dominantes qui constituent un abus de puissance commerciale sont elles aussi illégales. En revanche, les concentrations (mutations structurelles du marché) ne sont pas interdites en elles-mêmes, mais elles sont soumises à un contrôle préalable.

Il existe trois catégories de conduite concertée correspondant à des "accords restreignant la concurrence". La loi interdit les accords, les pratiques concertées entre entreprises et les décisions de leurs associations qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser la concurrence. Les restrictions aussi bien horizontales que verticales sont visées par cette interdiction, qui s'applique également aux accords relatifs à un transfert de droits sur des éléments protégés (brevets) aussi bien que non protégés (savoir-faire) de droits de propriété intellectuelle. Ces accords sont interdits si les restrictions à la concurrence ne sont pas nécessaires à la protection de ces droits. La loi contient une liste non exhaustive d'exemples de "mauvais" accords tels qu'accords de fixation des prix, de répartition des marchés, de limitation de la production, etc. Il est présumé que ces ententes seront presque toujours interdites. Toutefois, l'interdiction de tous les accords restreignant la concurrence n'est pas absolue. Ces accords ne seront interdits que s'ils sont essentiellement préjudiciables aux consommateurs. Une évaluation est faite en quatre étapes pour déterminer :

a) Si les accords améliorent la production ou la distribution, ou contribuent au progrès technique et économique;

b) Si les utilisateurs peuvent obtenir une part équitable des avantages;

c) Si les restrictions sont indispensables à la réalisation des avantages;

d) Et enfin, si ces accords n'élimineront pas la concurrence (à tout le moins la concurrence potentielle) sur le marché considéré.

Si ces conditions sont remplies, l'interdiction ne sera pas automatiquement appliquée. Ainsi, la loi n'exige pas notification des accords restreignant la concurrence et le Bureau antimonopole n'aura pas à accorder des exemptions individuelles. Toutefois, les entreprises peuvent, si elles le souhaitent, demander qu'il soit statué sur la conformité de leur accord. La décision qui est prise ne signifie pas qu'il y a exemption pour l'accord considéré; elle certifie uniquement que l'accord a été jugé légal pro futuro (à partir de la date de sa conclusion). La charge de la preuve dans une évaluation des incidences anticoncurrentielles d'un accord incombe aux entreprises. Si elles ne parviennent pas à prouver que leur accord satisfait aux conditions prescrites, celui-ci sera réputé avoir pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence et sera donc interdit. Le Bureau antimonopole a également le droit d'exiger d'entreprises, dans des cas individuels, qu'elles prouvent que leurs accords remplissent ces conditions, lorsque l'on soupçonne l'existence d'importantes restrictions à la concurrence.

La nouvelle loi prévoit une interdiction générale de l'abus de position dominante sur le marché, dont elle donne une nouvelle définition, fondée sur des critères économiques plus larges et non pas seulement sur la part de marché, comme dans l'ancienne loi. Une position dominante est une position dans laquelle une entreprise n'est pas soumise à une concurrence substantielle, ou qui lui confère une puissance économique telle qu'elle peut avoir un comportement indépendant. Il existe également une présomption de position dominante - part de marché de 40 % - mais elle peut être réfutée; une entreprise considérée comme ayant une position dominante peut prouver qu'elle ne détient pas de position de force sur le marché.

L'abus de position dominante est un comportement unilatéral préjudiciable à la concurrence. Il correspond à des pratiques "d'exclusion", telles que la vente à des prix abusivement bas, la discrimination ou le refus de traiter, qui sont préjudiciables à la concurrence sur des marchés en amont ou en aval. Comme il a déjà été indiqué, les dispositions de la loi permettent au Bureau antimonopole de contrôler la puissance économique d'entreprises dominantes. Il est interdit d'exploiter une position dominante au détriment des intérêts des consommateurs (par exemple, application de conditions commerciales abusives, ventes liées). Toutefois, la marge d'appréciation permettant d'engager des poursuites est étroite et dépendra de la situation sur le marché considéré (par exemple, existence d'obstacles importants à l'entrée, absence de concurrence potentielle). La loi contient également une liste non exhaustive d'exemples de conduite abusive - application directe ou indirecte de conditions abusives dans les contrats, restrictions à la production, à la vente ou au développement technologique de biens au détriment des consommateurs, application de conditions différentes pour des transactions identiques ou comparables à différentes entreprises sur le marché, ce qui est préjudiciable à la concurrence, etc.

D'importants changements ont été apportés au contrôle des fusions. La précédente interdiction des accords de fusion a été abandonnée. La nouvelle expression "concentration" englobe les fusions et les prises de contrôle, y compris la création de coentreprises. La loi fixe deux seuils pour le contrôle - soit 300 millions de couronnes slovaques (environ 10 millions de dollars des Etats-Unis) de chiffre d'affaires combiné des participants au niveau mondial, soit une part de marché de 20 % sur le marché considéré et sur

le marché géographique de l'ensemble de la Slovaquie (dans le cas de certaines industries dont il est difficile de calculer le chiffre d'affaires). Le Bureau antimonopole ne se préoccupe ainsi plus des petites fusions locales. La nouvelle loi simplifie la question des coentreprises. Les coentreprises qui dépassent ces seuils continueront de faire l'objet d'un contrôle en matière de fusion, s'il s'agit d'entreprises qui à la fois réunissent des moyens matériels et personnels d'activité et sont présentes sur le marché en tant qu'entité économique distincte, même si cela peut conduire à une coordination des comportements concurrentiels entre sociétés mères. Cette solution permet de bien faire la distinction entre les coentreprises de type entente et celles de type fusion, distinction demandée aussi bien par les entrepreneurs que par le Bureau antimonopole.

Les concentrations supérieures aux seuils indiqués font l'objet d'un contrôle préalable. Les parties sont tenues de notifier la concentration dans un délai de 15 jours après la conclusion de l'accord ou la prise de contrôle. La réalisation définitive de la concentration est suspendue pendant un délai d'un mois après la notification. Ce n'est que dans des cas particuliers (par exemple, opération en bourse) qu'elle doit être notifiée après avoir été réalisée. La procédure administrative commence à la soumission de la notification et doit être achevée dans un délai d'un mois dans le premier cas, ou de trois mois dans le second.

Le critère des décisions concernant les concentrations est là encore une évaluation des avantages et des inconvénients - avantages économiques résultant de la concentration, inconvénients pour la concurrence découlant de la création ou du renforcement d'une position dominante sur le marché. Le Bureau antimonopole est tenu d'approuver la concentration si les parties prouvent que les avantages économiques de l'opération l'emporteront sur les inconvénients pour la concurrence (critère dit "d'efficacité").

2. Concurrence déloyale, lois sur la protection des consommateurs

La prévention et la répression de la concurrence déloyale ne relèvent pas des compétences du Bureau antimonopole. La concurrence déloyale fait l'objet d'un corpus de lois distinct, dont l'application est confiée aux tribunaux. Le Code du commerce contient des dispositions qui interdisent la concurrence déloyale. La loi protège une concurrence économique équitable dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs. On entend par concurrence déloyale toute action contraire à la loi ou à la bonne pratique qui nuit ou menace de nuire aux intérêts d'autres concurrents ou des consommateurs (clause générale). Le Code du commerce contient une liste non exhaustive de mesures et d'actions considérées comme des manifestations de concurrence déloyale - par exemple, fausse publicité, description trompeuse de biens et de services, corruption, atteinte à la réputation, violation de secrets commerciaux. Les personnes dont les droits ont été violés ou mis en péril par des actes de concurrence déloyale peuvent saisir la justice et demander que le responsable de ces actes cesse ce comportement et prenne des mesures correctives, compense le préjudice subi ou cède les gains injustifiés ainsi acquis.

Bien que la protection des intérêts économiques individuels des consommateurs soit étroitement liée à la concurrence, la protection des consommateurs constitue aussi un corpus de lois distinct, régi par une loi spéciale. Cette loi impose au vendeur un devoir d'information, interdit la vente de produits dangereux, la discrimination et la tromperie des consommateurs et contient quelques restrictions en matière de publicité (par exemple, interdiction de la publicité pour le tabac et les produits dérivés). L'administration de la loi sur la protection des consommateurs relève du Ministère de l'économie.

D. Description du champ d'application de la législation, indiquant :

a) Si celle-ci est applicable à toutes les transactions portant sur des biens et des services et, le cas échéant, les transactions exclues

La nouvelle loi concerne toutes les activités économiques, c'est-à-dire les activités de production, de distribution et de consommation de biens ou de services, à moins que celles-ci ne soient réalisées qu'à des fins personnelles par des personnes physiques. Les activités ne doivent pas nécessairement être lucratives. Les transactions portant sur des droits de propriété intellectuelle sont également visées.

Les restrictions à la concurrence sont interdites dans tous les secteurs de l'économie. Certaines restrictions sont cependant exemptées, mais seulement dans la mesure prescrite par des lois spéciales. Les industries dans leur ensemble sont donc assujetties à la loi antimonopole. Il existe certaines restrictions à la concurrence prévues par des lois spéciales, qui sont nécessaires à l'exécution des activités spécifiques d'établissements dotés de droits spéciaux (par exemple, loi sur les services postaux, qui a créé un monopole pour l'acheminement du courrier), ou des restrictions qui résultent d'une réglementation par l'Etat de l'industrie (par exemple, loi sur la Banque nationale de Slovaquie, qui autorise celle-ci à établir des taux d'intérêt minimaux ou maximaux pour les dépôts ou les prêts des banques commerciales, ou loi sur la réglementation des prix, qui stipule des conditions spéciales pour la tarification de certains biens et services). En raison de l'application territoriale limitée de la loi, les ententes à l'exportation sont également exclues, à moins que des traités internationaux liant la République slovaque n'en disposent autrement.

La loi s'applique également aux activités administratives de l'Etat et des organes administratifs locaux qui, dans l'exercice de leurs fonctions administratives, sont tenus de ne pas empêcher, restreindre ou fausser la concurrence. La concurrence pourrait être entravée par un décret ministériel, une décision administrative ou le soutien indirectement accordé à une entreprise particulière (aide de l'Etat). Mais la procédure antimonopole dans ces cas est différente. Le Bureau antimonopole n'est pas tenu de prendre des mesures contre ces restrictions. A partir d'éléments de preuve et d'une évaluation des effets anticoncurrentiels, il peut, de sa propre initiative, demander aux autorités administratives de l'Etat ou aux municipalités de prendre des mesures correctives (voir l'article 18). La loi assigne également aux organes administratifs d'Etat et locaux des responsabilités particulières en matière de privatisation (voir les articles 19 et 20); ils doivent veiller à une déconcentration appropriée des entreprises d'Etat ou municipales qui

sont privatisées. Ce sont principalement les ministères compétents qui établissent une structure de marché concurrentielle. Le Bureau antimonopole se contente de présenter des observations sur leurs projets de privatisation.

- b) Si la législation s'applique à toutes les pratiques et à tous les actes ou comportements ayant des incidences dans le pays, quel que soit le lieu où ils sont réalisés

En ce qui concerne l'application territoriale de la loi, toutes les pratiques et tous les actes ou comportements ayant des incidences sur les marchés slovaques sont visés, quel que soit le lieu où ils sont réalisés. De ce fait, la loi s'applique également au comportement à l'étranger d'entreprises nationales ou étrangères pouvant restreindre la concurrence sur le territoire slovaque.

Pour ce qui est des personnes visées, la loi s'applique à diverses catégories d'entités : entrepreneurs, autres personnes physiques ou morales participant au marché, y compris les entreprises d'Etat et des organes gouvernementaux et locaux (dans le cadre de leurs activités économiques, par exemple lorsqu'ils sont acheteurs). Les ressortissants étrangers ont les mêmes droits et devoirs que les nationaux. Les individus (personnes physiques) sont exclus du champ d'application de la loi lorsqu'ils agissent en tant que consommateurs ultimes. L'expression "entrepreneur" s'applique à chacune de ces entités. Toutefois, elle a un sens différent de celui que l'on trouve dans le Code du commerce (où elle s'applique à des personnes réalisant des activités commerciales uniquement sur agrément). Aux fins de la loi antimonopole, une définition particulière, plus large de l'expression "entrepreneur" a donc été adoptée. Un entrepreneur est un sujet indépendant (capable de décisions indépendantes), sujet de droit, réalisant des activités de nature commerciale ou économique et participant au marché soit comme fournisseur, soit comme demandeur. Il s'agit avant tout de sociétés et de négociants/hommes d'affaires. La nouvelle loi s'applique aussi aux inventeurs, aux artistes et aux auteurs s'ils ont une activité économique - en particulier, il existe des accords sur le transfert de leurs droits sur des objets ou sujets protégés à d'autres personnes. La loi s'applique aux associations d'entrepreneurs, en raison des éventuelles décisions anticoncurrentielles que celles-ci peuvent prendre. Les institutions publiques, y compris l'Etat (organes administratifs d'Etat), sont considérées comme des entrepreneurs au sens de la loi, lorsqu'elles réalisent des activités économiques (par exemple, en tant qu'acheteurs). Il est à noter que les institutions publiques (organismes d'Etat et organismes locaux) sont également tenues de respecter la loi dans l'exécution de leurs tâches souveraines, administratives.

- c) Si l'application de la législation dépend de l'existence, ou de l'application, d'un accord

La loi s'appuie sur la notion "d'accord restreignant la concurrence". Divers types d'action - accords, pratiques concertées, décisions d'associations - sont englobés dans cette notion. Par accord, on n'entend pas seulement un contrat juridiquement contraignant. Une pratique concertée correspond à la coordination consciente du comportement d'entrepreneurs qui n'atteint pas le niveau d'un accord et qui, eu égard aux circonstances, ne peut être considérée comme une imitation normale du comportement d'un rival.

Une décision d'une association d'entrepreneurs est tout acte de l'association qui lie tous les membres, ainsi que toute recommandation non contraignante de l'association qui conduit à des restrictions du comportement concurrentiel des membres. Un accord restreignant la concurrence est interdit et frappé de nullité, qu'il soit ou non entré en vigueur. Conformément à l'article 3 de la loi, sont interdites les actions concertées qui restreignent ou risquent de restreindre la concurrence effective.

E. Description du mécanisme (administratif ou judiciaire) chargé d'appliquer la loi, indiquant les dispositions en matière de notification et d'enregistrement, et les principaux pouvoirs du ou des organes

La politique de concurrence relève fondamentalement de deux catégories d'organes en Slovaquie : le Bureau antimonopole et les cours et tribunaux judiciaires.

Le Bureau antimonopole de la République slovaque est l'organe administratif d'Etat chargé de l'application de la loi antimonopole. Il est dirigé par un président désigné par le gouvernement. Le Président est habilité à agir au nom du Bureau en général. Le Bureau comprend quatre divisions spécialisées dirigées par des directeurs, qui gèrent l'activité du Bureau dans des branches particulières. Les attributions du Bureau antimonopole concernent le contrôle des accords restreignant la concurrence et les abus de position dominante sur le marché, ainsi que le contrôle des concentrations, la supervision des activités administratives des organismes administratifs d'Etat et locaux dont les actions peuvent restreindre la concurrence, l'identification et l'élimination des obstacles à l'entrée sur le marché, la promotion de la concurrence dans le cadre du processus de privatisation. Le Bureau antimonopole dispose de larges pouvoirs d'enquête. Il peut demander aux entrepreneurs de lui fournir tous les documents et renseignements nécessaires à ses activités, en particulier des fichiers commerciaux ou des documents juridiques, ou il peut solliciter des explications orales ou écrites sur place. Le Bureau peut également demander à d'autres organes administratifs d'Etat des documents et des renseignements sur un entrepreneur, qui sont protégés par des lois spéciales. Comme il a été noté plus haut, il n'existe pas de notification ou d'enregistrement obligatoire des accords restreignant la concurrence.

L'application de la loi antimonopole revêt la forme d'une procédure administrative conduite par le Bureau antimonopole. La procédure est régie par les dispositions de la loi relative aux procédures administratives, à moins que la loi antimonopole n'en dispose autrement. Le Bureau peut ouvrir une procédure à la demande d'un entrepreneur ou de sa propre initiative. Ainsi, les consommateurs (individus) ne sont pas habilités à demander l'ouverture d'une procédure; ils peuvent néanmoins porter toute question à l'attention du Bureau en suggérant à celui-ci d'ouvrir une procédure de sa propre initiative.

Le Bureau peut arrêter la procédure, si le demandeur laisse sa demande en suspens ou ne soumet pas divers documents et renseignements demandés ou s'il ne s'acquitte pas de la taxe administrative prescrite, ou si les raisons ayant motivé l'ouverture d'une procédure n'étaient pas suffisantes ou n'existent plus. Dans tous les autres cas, le Bureau est tenu de poursuivre la procédure si le demandeur maintient sa requête. La procédure est une procédure

inquisitoire, non publique, qui se fait essentiellement par écrit. Si la nature du dossier l'exige, le Bureau prend sa décision à la suite d'une audience au cours de laquelle tous les participants doivent être entendus. Dans tous les cas, cependant, avant que la décision ne soit prise, les participants ont le droit de présenter leurs points de vue sur l'objet de la procédure et sur le résultat de l'enquête réalisée par le Bureau. Au cours de la procédure, le Bureau peut prendre une décision préliminaire si cela est nécessaire à la sauvegarde d'intérêts légitimes ou pour empêcher que l'exécution de la décision finale ne soit entravée ou gravement compromise.

Suivant la procédure d'enquête, le Bureau antimonopole peut déclarer que l'accord restreignant la concurrence est interdit et frappé de nullité, ou qu'un comportement est interdit en raison d'un abus de position dominante. Il peut également rendre une ordonnance de ne pas faire concernant les pratiques anticoncurrentielles considérées, ou interdire la réalisation d'une concentration. Il a le droit d'imposer des amendes aux entrepreneurs; il fixe lui-même le montant de l'amende, jusqu'à concurrence de 10 % du chiffre d'affaires annuel de l'entrepreneur incriminé. Toutefois, s'il est prouvé que l'entrepreneur a, en violant la loi, obtenu un profit matériel, l'amende doit être au moins égale à ce profit. Il existe également des dispositions spéciales de la loi qui prévoient des amendes pour non-respect des règles de procédure et non-respect d'une décision du Bureau, ainsi que pour retard dans l'acquiescement d'une amende imposée. Le Bureau ne peut imposer de sanctions administratives (amendes) à des particuliers.

Si les parties à une procédure n'acceptent pas la décision du directeur de la division compétente du Bureau, elles peuvent faire appel au Président du Bureau dans un délai de 15 jours à partir de la date à laquelle la décision leur a été communiquée. Un appel soumis dans les formes a un effet suspensif. Il est analysé par un comité consultatif spécial qui propose une décision finale du Président. Le Président peut confirmer la première décision, la modifier, ou l'annuler et la renvoyer à la division organique du Bureau pour nouvelle enquête et procédure; dans ce cas, le directeur de la division considérée est tenu de suivre l'avis juridique du Président. La décision du Président est définitive. Toutefois si elles continuent de ne pas être d'accord avec la décision, les parties peuvent saisir la Cour suprême pour que la décision soit réexaminée du point de vue de sa légalité. La Cour suprême doit être saisie dans un délai de 30 jours à partir de la communication de la décision du Président. L'action n'a pas d'effet suspensif en ce qui concerne l'application d'une décision particulière du Bureau. La Cour suprême rejettera le recours si elle constate que la décision est conforme à la loi. Si elle juge que la décision n'est pas correcte d'un point de vue juridique, ou si la preuve de l'infraction lui apparaît insuffisante, elle annule la décision et renvoie l'affaire à l'organe de première instance du Bureau. L'avis juridique de la Cour suprême s'impose au Bureau.

Les tribunaux civils sont également chargés de l'application de la loi antimonopole. Seuls des consommateurs (personnes physiques) peuvent intenter une action au civil pour demander à un tribunal d'ordonner à la partie en infraction (entrepreneur) de renoncer à un comportement anticoncurrentiel ou de revenir aux conditions antérieures à l'infraction. Le Code civil permet également de réclamer des dommages-intérêts ou une compensation en cas de profit matériel injustifié. Toute personne lésée (entrepreneur ou consommateur) peut intenter une action devant un tribunal civil pour obtenir des dommages-intérêts.

La Cour suprême de la République slovaque juge les appels interjetés contre les décisions du Président du Bureau antimonopole, conformément aux dispositions du Code de procédure civile relatives au contrôle judiciaire des décisions administratives.

Les procureurs publics et les tribunaux correctionnels sont responsables de l'application des sanctions répressives prononcées contre les personnes physiques reconnues coupables de violation de la loi antimonopole et des lois sur la concurrence déloyale, conformément au Code pénal.

F. Description de toute législation parallèle ou supplémentaire, y compris les conventions ou accords conclus avec d'autres pays concernant la coopération ou les procédures relatives au règlement des différends dans le domaine des pratiques commerciales restrictives

Outre la loi antimonopole, la réglementation de la concurrence relève des lois ci-après :

- Le Code du commerce contient des dispositions générales relatives à la concurrence;
- Conformément à la loi sur les sociétés d'investissement et les fonds d'investissement, la création, la fusion ou la cession de sociétés d'investissement ou de fonds d'investissement (fonds mutuels), ou le rachat d'une société ou d'un fonds d'investissement par une autre société ou fonds d'investissement, doivent être approuvés par le Ministère des finances. Le Bureau antimonopole a parallèlement autorité en la matière;
- Conformément à la loi sur les banques, la fusion de banques ou l'acquisition de parts dans une banque existante par une autre personne doivent être préalablement approuvées par la Banque nationale de Slovaquie. La loi antimonopole s'applique parallèlement;
- Conformément à la loi sur les prix, il est interdit d'abuser d'une position économique pour obtenir des avantages économiques inappropriés d'une partie contractante (fixation de prix abusifs). Le Ministère des finances est chargé de l'application de cette loi.

La Slovaquie a conclu plusieurs accords internationaux en matière de concurrence, qui comprennent des procédures de coopération avec des organismes étrangers chargés des questions de concurrence :

- Accord européen (entré en vigueur le 1er février 1995) relatif à l'association de la Slovaquie à l'Union européenne. Cet accord régit le champ d'application, le principe et les règles d'une protection de la concurrence contre les restrictions au commerce entre l'Union européenne et la Slovaquie. Les parties à l'accord échangeront des renseignements, en tenant compte des limites imposées par les exigences du secret commercial. Les règles d'application régissent la mise en oeuvre des dispositions relatives à la concurrence de l'Accord européen, règles convenues entre les organismes en matière de concurrence de l'Union européenne et la Slovaquie;

- Accord commercial entre la Slovaquie et les pays de l'AELE;
- Accord de libre-échange de l'Europe centrale (sont parties à cet accord la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie);
- Accord d'union douanière entre la République tchèque et la Slovaquie. Les parties sont tenues de coordonner leurs lois et politiques en matière de concurrence.

Tous ces accords contiennent des dispositions calquées sur les articles 85, 86 et 92 du Traité instituant la Communauté économique européenne et prévoient des consultations et une coordination lorsqu'une enquête antimonopole dans un pays risque d'avoir des répercussions importantes dans un autre pays.

G. Principales décisions prises par des organismes administratifs ou judiciaires, et questions spécifiques visées

Aucune décision importante n'a encore été prise en application des dispositions de la nouvelle loi. Le Bureau antimonopole ou la Cour suprême ont toutefois pris d'importantes décisions qui expliquent la loi antimonopole de 1991 et qui pourraient aussi faciliter l'application de la nouvelle loi (par exemple, notion de pratiques concertées, définition du marché considéré, évaluation de coentreprises, etc.). Ces décisions sont les suivantes :

1. "Accord OMV/Administration routière" - des restrictions illégales à la concurrence ont été constatées dans un contrat de location passé entre une société exploitant des stations d'essence et l'organisme administrant une autoroute. Celui-ci avait promis de ne pas construire ou de ne pas autoriser la construction de stations d'essence par des tiers sur un territoire strictement défini où la société exploitait déjà des stations. Il a été estimé qu'une portion particulière de l'autoroute représentait un marché distinct. La société avait obtenu ainsi une position de monopole sur le territoire considéré et une concurrence potentielle avait été éliminée (décision du Bureau antimonopole de 1991, confirmée par la Cour suprême);
2. "Foire-exposition de produits chimiques Incheba" - le Bureau antimonopole a interdit l'abus de position dominante de la société qui avait organisé cette foire-exposition de produits chimiques à Bratislava et avait appliqué des conditions de vente différentes selon les exposants. La question fondamentale était celle de la définition du marché considéré (décision du Bureau antimonopole de 1992, confirmée par la Cour suprême);
3. "Entente sur l'essence" - interdiction d'une entente entre deux grandes entreprises du marché concernant la fixation des prix pour la distribution d'essence. L'échange de renseignements sur les prix futurs entre concurrents, même s'il n'y a pas encore eu accord, est interdit par la loi. La décision reposait sur le fait que les renseignements échangés étaient importants pour le comportement concurrentiel futur des entreprises, qui opéraient sur un marché très concentré (décision du Bureau antimonopole de 1993, confirmée par la Cour suprême);

4. "Coentreprise Eurotel - un accord sur la création d'une coentreprise comprenant l'obligation de ne pas concurrencer les sociétés mères (concurrents potentiels) est une fusion, et non pas une entente. Une clause de non-concurrence n'établit pas une entente distincte, mais c'est une restriction annexe à un accord de fusion (décision du Bureau antimonopole de 1994);

5. "Entente sur le ciment" - interdiction d'une répartition concertée du marché et d'une entente sur la fixation des prix entre l'ensemble des producteurs slovaques de ciment; le Bureau antimonopole a imposé des amendes records (décision du Bureau antimonopole de 1994).

H. Brève bibliographie des sources de la législation et des principales décisions, ainsi que des publications explicatives émanant du gouvernement, ou de la législation, ou de parties de celle-ci

Loi No 188/1994, Recueil de lois sur la protection de la concurrence économique - publiée dans le Recueil de lois de la République slovaque (Journal officiel), partie 53, du 29 juillet 1994;

Loi No 513/1991, Recueil de lois (Code du commerce) - traite également de la concurrence déloyale - publiée dans le Recueil de lois de la République slovaque, partie 98, de 1991;

Loi No 624/1992, Recueil de lois sur la protection des consommateurs - publiée dans le Recueil de lois de la République slovaque, partie 130, de 1992;

Rapports annuels du Bureau antimonopole de la République slovaque pour les années 1991 à 1994, publiés par le Bureau en slovaque et en anglais. Des exemplaires peuvent en être obtenus sur demande.

* * *

IV. Commentaire du Gouvernement de la République de Zambie relatif à la loi No 18 de 1994 sur la concurrence et le commerce équitable

A. La loi No 18 de 1994 sur la concurrence et le commerce équitable est la seule loi en Zambie donnant juridiction aux tribunaux pour examiner un contrat ou un comportement "anticoncurrentiel" ou "déloyal".

B. L'adoption de cette loi a été motivée par le fait que l'économie n'était pas efficace en termes de production de biens et de services en raison de l'existence de monopoles et autres concentrations de la puissance économique et par le sentiment que l'inégalité de pouvoir de négociation et la tromperie étaient devenues des caractéristiques trop courantes des transactions avec les consommateurs.

C. Pratiques commerciales anticoncurrentielles

Toutes catégories d'accords, de décisions et de pratiques qui ont pour objet d'empêcher, de restreindre ou de fausser dans une mesure appréciable la concurrence en Zambie.

a) Interdiction totale des pratiques suivantes :

- aa) Accords commerciaux fixant les prix entre des personnes ayant pour activité de vendre ou d'acheter des biens ou des services, ou accords commerciaux qui limitent ou restreignent les modalités et conditions de vente, de fourniture ou d'achat entre des personnes participant à la vente ou à l'achat de biens ou de services;
- ab) Soumissions collusoires;
- ac) Arrangements de répartition des marchés ou de la clientèle;
- ad) Répartition, au moyen de contingents, des ventes et de la production;
- ae) Action collective pour donner effet à un arrangement;
- af) Refus concerté d'approvisionner en biens ou en services des acheteurs potentiels;
- ag) Refus collectif d'admission à la qualité de partie à un arrangement, ou de membre d'une association, d'une importance décisive pour la concurrence.

b) Pratiques contrôlées au cas par cas :

- ba) Comportement abusif à l'égard des concurrents, comme pratiquer des prix inférieurs au prix coûtant pour éliminer des concurrents;
- bb) Fixation de prix ou de modalités ou conditions discriminatoires pour la fourniture de biens ou de services;

- bc) Subordonner la fourniture de biens ou de services à l'acceptation de restrictions concernant la distribution ou la fabrication de biens concurrents ou autres;
 - bd) Subordonner la fourniture de certains biens ou services à l'achat d'autres biens ou services auprès du fournisseur;
 - be) Imposer des restrictions à la revente ou à l'exportation des biens fournis ou d'autres biens quant au lieu ou à la personne destinataire ou quant à la forme ou au volume de ces biens;
 - bf) Fusions, prises de contrôle, coentreprises ou autres modes d'acquisition de contrôle, de caractère horizontal, vertical ou hétérogène;
 - bg) Ententes, dans le cas de monopoles intéressant deux ou plus de deux fabricants, grossistes, détaillants, contractants ou fournisseurs de services, pour la fixation d'un prix uniforme en vue d'éliminer la concurrence;
- c) Interdiction de principe :
- ca) Exclusion injustifiable d'une association commerciale de toute personne se livrant ou ayant l'intention de se livrer de bonne foi au commerce pour lequel l'association a été créée;
 - cb) Recommandations adressées par une association commerciale à ses membres concernant les prix devant être imposés ou les conditions de vente.

Commerce déloyal

La section 12 de la loi sur la concurrence et le commerce équitable interdit à toute personne de se livrer à des pratiques commerciales qualifiées dans cette section de pratiques commerciales déloyales. Par "personne" on entend un individu, une société, un groupement, une association ou tout groupe de personnes agissant de concert, constitué ou non en société. On entend par "pratique commerciale" toute pratique relative à la conduite d'un commerce, y compris une activité qu'une personne réalise ou se propose de réaliser qui influe ou risque d'influer sur les modalités de commerce de tout commerçant ou de toute catégorie de commerçants en ce qui concerne la production, la fourniture ou le prix de toute marchandise, réelle ou personnelle, ou de tout service :

- a) Interdiction totale de pratiques suivantes :
 - aa) Confiscation ou destruction de biens de production ou de consommation dans l'objectif d'une réduction du prix;
 - ab) Dénier de responsabilité en cas de marchandises défectueuses;
 - ac) Clauses d'exemption dans les garanties;

- ad) Description erronée;
- ae) Fourniture de biens défectueux.

D. Champ d'application de la loi

Les dispositions de la loi sur les pratiques commerciales anticoncurrentielles s'appliquent à toutes les pratiques et à tous les actes ou comportements, qu'ils fassent ou non l'objet d'un accord, dès lors que leur objet est de décourager la concurrence en Zambie.

Les dispositions relatives au commerce déloyal impliquent certaines conditions concernant la qualité, l'adéquation aux fins et la manifestation du soin et des compétences voulus dans toutes les transactions portant sur des biens et des services.

La seule exemption à ces dispositions concerne les activités spécifiées par le ministre compétent en vertu d'un instrument réglementaire.

E. Mécanisme d'application

En vertu de la deuxième partie de la loi, la Commission zambienne de la concurrence est chargée de surveiller, contrôler et interdire les actes ou comportements qui risquent d'être préjudiciables à la concurrence et au commerce équitable en Zambie.

La Commission est habilitée à réaliser, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne, des enquêtes sur les conduites interdites par la loi.

La Commission est dirigée par un Directeur exécutif. Le Directeur exécutif, ou tout autre fonctionnaire, est habilité, au titre de la quatrième partie de la loi, à solliciter d'un tribunal un mandat lui donnant :

- a) Pouvoir de pénétrer dans tous locaux;
- b) Accès aux livres, comptes ou autres documents se rapportant au commerce ou à l'activité de toute personne et l'autorisant à prendre copie de ces livres, comptes ou autres documents.

Les contrevenants sont passibles d'une amende de 10 millions de kwacha au plus ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas cinq ans, ou des deux.

F. Sans objet

G. La législation ayant été adoptée le 11 mai 1994, aucune affaire n'a encore été enregistrée.

H. Une étude générale de l'application de la politique a été entreprise.

(Unofficial translation)

Annex I

LITHUANIA

Decree No. 785 "The Law on Competition"

Regulations of State Price and
Competition Office

I. General provisions

1. The State Price and Competition office shall be the executive body of the Republic of Lithuania in the fields of competition promotion and price policy (with the exception of direct state pricing control).

The State Price and Competition office shall develop and pursue the competition policy, exercise control over unfair and competition restrictive activities within the territory of the Republic of Lithuania.

2. The activities of the State Price and Competition office shall be based on the Constitution of the Republic of Lithuania (The Provisional Basic Law), Law on Competition, Law on Prices and other laws, decrees and directives of the Government of Lithuania as well as these regulations.

The State Price and Competition office within its scope shall organize the enforcement of the Law on Competition, Law on Prices and other standard acts, generalize the ways of their application, provide proposals concerning the improvement of these laws and submit them to the Government of the Republic of Lithuania.

3. The State Price and Competition office shall be a legal person shall have the seal with the Lithuanian State Emblem and its name as well as accounts with the banks of Lithuania.

4. The representatives from separate districts of the Republic of Lithuania shall be included into the State Price and Competition office.

II. Objectives and functions of the State Price and Competition Office

5. The principal objectives of the State Price and Competition office shall be as follows:

5.1. formulation of the state policy which promotes competition and involves anti-monopolistic measures, participation in formulating the price policy which is directly regulated by state;

5.2. carrying out of supervising functions regarding the observance of the Law on Competition and Law on Prices, with the exception of direct price regulation implemented by the state;

5.3. coordination of the interests of both the Lithuanian economy and consumers by putting stop to:

5.3.1. abuses of dominant position;

5.3.2. anti-competitive agreements (coordinated activities) between economic entities;

5.3.3. restriction of competition by bodies of state authority and government;

5.3.4. activities of unfair competition;

5.3.5. unpermissible market concentrations;

5.4. provision of methodological and informational assistance regarding price and competition issues;

5.5. investigation of market structure, level of concentration and fluctuations of market prices;

5.6. interpretation of the Law on Competition.

6. The State Price and Competition office by realizing the commissioned objectives shall :

- 6.1. present proposals to the Government concerning formulation of the competition and price policy;
- 6.2. control application and execution of the Law on Competition and Law on Prices as well as other standard acts regarding the issues on competition and prices (with the exception of direct state pricing control);
- 6.3. prepare the draft laws and other standard acts on issues regarding competition and prices, within its scope make the examination of draft laws and other standard acts;
- 6.4. carry out investigations and prepare material concerning determination of dominant enterprises, abuse of dominant position, prohibited agreements, unfair Competition or mergers (amalgamations), provide proposals regarding charge of fines and application of sanctions upon violation of the Law on Competition as well as adoption of standard acts and submit them to the Competition Council for making decisions;
- 6.5. supervise and analyse the Lithuanian market structure, level of concentration, economic juncture, market price fluctuations and possibilities of meeting consumer needs, collect and analyse information about economic juncture of foreign markets, level of world prices and their dynamics, furnish information to state government institutions and interested economic entities;
- 6.6. supervise economic-financial activities of dominant enterprises;
- 6.7. present proposals to the Government regarding restructuring (splitting) of monopolic enterprises, which abuse dominant position;
- 6.8. within its scope provide methodological professional and informative assistance to legal and natural persons;
- 6.9. analyse written complaints of legal and natural persons on issues concerning competition and prices;
- 6.10. upon realization objectives and functions of the office organize and direct the work of its representatives in separate districts of the Republic of Lithuania;
- 6.11. upon investigation of problems related to competition and prices, maintain contacts with respective economic interstate organizations, foreign economic missions and international funds.

III. Rights and obligations of The State Price and Competition Office

7. The State Price and Competition office shall be entitled to:

7.1. from economic entities, government institutions and statistical organizations receive financial and other documents (or corresponding copies), information as well as oral or written explanations necessary for the realization of the objectives provided for in the regulations;

7.2. obligate dominant economic entities to notify in the established manner the State Price and Competition office about the prospective price change of goods and apply compulsory rules and order in establishing prices of goods;

7.3. within its scope issue standard acts;

7.4. publish information and carry on publishing-commercial activities regarding price and competition issues;

7.5. take part at the meetings of corresponding state government institutions, in which the issues in the field of competition and prices are discussed;

7.6. establish commissions and working groups comprising the representatives and specialists from ministries, other state institutions, local municipalities, scientific and training institutions as well as invite necessary experts and foreign specialists to analyse the issues regarding the work of the State Price and Competition office;

7.7. interpret the Law on Competition;

7.8. have the right to carry out market investigations and examinations according to the orders of economic entities and other natural and legal persons, establish tariffs for services;

7.9. organize the meetings of the Competition Council and inform about them the members of the Competition Council and other interested parties.

8. The State Price and Competition office shall be obliged to ensure security of economic entities and commercial secrets. Officials are responsible for that according to the order established by the laws of the Republic of Lithuania.

IV. Organization of work of the State Price and Competition Office

9. The State Price and Competition office shall be run by Director, which shall be appointed or relieved of his post by the Prime Minister of the Republic of Lithuania.

The Director of the State Price and Competition office shall have deputy directors, which are appointed or relieved of their posts upon the proposal of the Prime Minister of the Republic of Lithuania.

10. The Director of the State Price and Competition office shall:

10.1. be personally responsible for realizing the commissioned objectives;

10.2. confirm the structure and staff of the office, fix the salaries not exceeding the wage fund settled by the Government of the Republic of Lithuania;

10.3. approve the regulations (bylaws) of the subdivisions of the office;

10.4. accept for a job and dismiss heads of the subdivisions and employees of the office;

10.5. impose disciplinary punishments or inducements for the employees of the office;

10.6. exercise other powers provided for by the laws.

11. The functions of the Director shall be performed by one of the deputy directors in case the Director is absent.

12. The State Price and Competition office, taking into account the existing laws of the Republic of Lithuania, decrees and directives of the Government of the Republic of Lithuania and upon execution of them shall issue decrees, instructions and other acts as well as organize and control their enforcement. If necessary, the State Price and Competition office in cooperation with other ministries, departments and state institutions shall issue common standard acts. All the standard acts of the State Price and Competition office adopted by the Competition Council shall be compulsory to the ministries, departments, state institutions, government bodies of municipalities and economic entities.

- 3.3. improvement of the list of goods markets and dominant enterprises;
- 3.4. upon adoption of decisions the Competition Council shall observe the following principles:
- 3.4.1. defence of the interests of the consumers and economy of Lithuania;
- 3.4.2. prohibition from abusing a dominant position;
- 3.4.3. prohibition of agreements (coordinated activities) which restrict or impede competition;
- 3.4.4. prohibition of bodies of state authority and Government from restricting competition;
- 3.4.5. prohibition from unfair competition activities;
- 3.4.6. protection of competition upon concentration of market structures.

III. Rights of the Competition Council

4. The Competition Council after having analysed the material provided by the State Price and Competition office shall be entitled to:
- 4.1. adopt the decisions on the violations of the Law on Competition, which are as follows:
- 4.1.1. abuse of a dominant position;
- 4.1.2. agreements (coordinated activities) between economic entities which restrict or impede competition;
- 4.1.3. restriction of competition by bodies of state authority and government;
- 4.1.4. unfair competition;
- 4.1.5. concentration of market structures;
- 4.2. after having determined the violations of the Law on Competition, which have been committed by the officials of the state government institutions and economic entities, apply the following sanctions:
- 4.2.1. impose fines comprising up to 10 per cent of the total annual gross income on economic subjects for infringements provided for in paragraphs 7.1.1, 7.1.2, 7.1.4 and 7.1.5, non observance of the agreement concerning the termination of illegal activities, intentional failure or untimely compliance with obligations and instructions;

- 4.2.2. impose fines amounting up to 3 per cent of the annual gross income on economic entities for submission of misleading information;
- 4.2.3. impose fines equaling up to 3 months average earnings on officers of bodies of state government and economic entities for the intentional failure or untimely compliance with the directions issued by the State Price and Competition office pursuant to the Law on Competition, or for submission of misleading information;
- 4.2.4. obligate economic entities to terminate agreements and practices which violate the Law on Competition;
- 4.2.5. obligate to lower the prices if they have increased as a consequence of practices prohibited in this Law;
- 4.2.6. obligate to terminate the illegal use of a company name, trade mark, product marking or innacurate indication of a product's origin, or to detain goods are to those infringements;
- 4.2.7. apply to either the Government of Lithuania or the Court to terminate illegal practices of managing bodies or to repeal the adopted decisions.

5. The Competition Council shall hold conferences, symposiums and seminars on issues concerning the supervision of the Law on Competition and competition policy, in which representatives from government institutions shall participate.

6. Within its powers, the Competition Council shall grant the right to the State Price and Competition office to analyse some issues concerning competition and adopt decisions.

IV. Organization of work of the Competition Council

7. The Competition Council shall consist of 7 members, who shall be appointed by the Government for a term of 3 years. At least 4 of the members shall be appointed taking into account the recommendations of consumer, scientific, business and industrial organizations, one shall be assigned from the

Department of State Control, and the others, on the proposal of the office, from the State Price and Competition office.

8. The Competition Council shall be headed by the Chairman, if he is absent - by the deputy chairman. The deputy chairman shall be elected by the Competition Council by majority vote, if the meeting is attended by no less than 5 members.

9. The Chairman of the Competition Council shall be appointed by Prime Minister of the Republic of Lithuania.

10. The Competition Council shall adopt the decisions related to the application of the Law by a 2/3 majority vote of the members present at the meeting, if it is attended by no less than 5 members of the Council. The decisions shall be adopted by a nominal vote. Under equal number of votes, the decision shall be adopted by the chairman of the Competition Council.

11. Means for the remuneration of the work of the members of the Competition Council shall be included into the maintenance assignments of the State Price and Competition office.

12. The meetings of the State Price and Competition office shall be held, if necessary, on the initiative of the State Price and Competition office but not less than once a month.

13. All the interested parties shall have the right to attend the meetings of the Competition Council. In case of need the Competition Council may decide to hold a closed meeting.

14. The State Price and Competition office shall announce about the meeting the Competition Council and the issues to be discussed to the members of the Competition Council and interested parties not later than within 5 days.

15. The material of the Competition Council shall be drawn up by the protocol, which shall be signed by the Chairman of the Competition Council and the secretary of the meeting.

16. The Competition Council shall interpret the Law on Competition of the Republic of Lithuania and adopt decisions, which shall be presented as decrees. The interpretations and decrees of the Competition Council shall be obligatory to economic entities, governments institutions and officers.

17. Decisions of the State Price and Competition office and their motives shall be publicly announced.

18. Economic entities, managing bodies and officers may, within one month of the date the decision of the State Price and Competition office is received, apply to the court to revoke or alter the said decision and recover losses.

Appeals to the court shall not suspend compliance with directions and decisions of the State Price and Competition office, unless the court stipulates otherwise.

Supreme Council of the Republic of Lithuania

RESOLUTION

on the Entry into Force of
the Law on Competition

The Supreme Council of the Republic of Lithuania resolves:

1. To establish that the Law on Competition shall enter into force on November 1, 1992.
2. To commission the Government of the Republic of to prepare, prior to the enforcement of this Law, the executive acts required for its implementation and to approve the regulations of both the Competition Council and the Price and Competition Institution.
3. To commission the Ministry of Justice of the Republic of Lithuania to prepare a draft of amendments of the Code of Violations of Administrative Law which are connected with the enforcement of the Law on Competition.
4. To grant the Competition Council and the Price and Competition Institution the right to interpret the application of the Law on Competition.

Vytautas Landsbergis
President
Supreme Council
Republic of Lithuania
Vilnius,
15 September 1992
No. 1 - 2879

Law on Competition

Chapter 1

General provisions

Article 1. Objectives

1. This Law shall regulate the relations which arise from activities of economic entities, officials representing them, and bodies of State authority or government which restrict competition or compete unfairly in the commodity markets of the Republic of Lithuania, as shall also define the responsibility for these activities if they violate the interests of the consumers or the economy.

The Law shall apply to the regulation of the relations throughout the territory of the Republic of Lithuania which result from competition - restricting activities or unfair competition, with the exception of relations regulated by other laws.

Article 2. Basic Definitions

Definitions of concepts used in this Law:

'Economic entities' - legal and natural persons engaged in commercial-economic activity, regardless of its character, the form of property and the type of enterprise.

'Goods' - the result of activity, i. e. production and service meant for realization.

'Market' - the aggregate of certain goods involved in purchase-sales processes on the territory and parts of the Republic whose qualities, used and price are compared in such a way that producers and consumers can substitute one for the other in the process of manufacturing and consumption.

'Competition' - emulation during which economic entities, by acting independently in the market, restrict one another's abilities to attain a dominant position in the market, and promote the production and increase the effectiveness of goods necessary to consumers.

'Dominant position' - the position of an economic entity in the market which allows for the possibility to unilaterally and decisively influence that market. The economic entity cannot be considered to have a dominant position if its market share of certain goods is no more than 40 per cent.

"Market concentration" - the merger of two or more economic entities or the acquisition by one economic entity of the right to have either all or part of the total capital of another economic entity at its disposal, as well as the conclusion of contracts which have influence over the managing decisions made by one of the economic entities, due to which a dominant position in the market is attained and competition is restricted.

Chapter 2

Activities which Restrict Competition

Article 3. Prohibition of Abusing the Dominant Position

1. Activities of economic entities having a dominant position in the market which restrict or may restrict competition by infringing economic interests shall be prohibited.

2. Economic entities shall be prohibited from engaging in the following activities which restrict competition:

- 1) creating hindrances for competing economic entities to enter the market or to develop the activities of already existing ones;
- 2) abusing a dominant position by excluding the competing economic entities from the market;
- 3) restraining production, decreasing the amount volumes of sales and purchase of goods, or suspending trade with the intention to create a shortage in the market or to influence prices, and consequently harming the consumers;
- 4) anticipating discriminating economic conditions in contracts of an identical nature with different partners; and
- 5) establishing fixed selling prices to the third persons in contracts with suppliers or purchasers.

Article 4. Prohibition of Agreements (Coordinated Activities) between Economic Entities which Restrict or Impede Competition

Agreements or coordinated activities between the competing economic entities (or potential competitors) shall be prohibited if they restrict or impede competition. Considered as such shall be agreements and coordinated activities concerning:

- 1) prices (including those established by auctions or tenders), discounts, markups and other payments;
- 2) volume of production;
- 3) division of the market according to territorial principle, volume of sales and purchases, types of goods, groups of purchasers and sellers, or otherwise;

- 4) restriction of other economic entities from being ousted from or entering into the market (or part of it); and
- 5) refusal of conclude a contract with certain sellers or purchasers.

Article 5. Exceptions to Prohibited Activities

The activities enumerated in Articles 3 and 4 of this Law may be considered to be agreement with the Law if it is proved that they result in:

- 1) steady reduction of consumer prices; or
- 2) improvement of the quality of goods.

Article 6. Prohibition of Bodies of State Authority and Government from Restricting Competition

1. Bodies of state authority and government shall be prohibited from adopting standard acts or carrying out activities which restrict the independence of economic entities or the conclusion of economic contracts, which impede the foundation, reorganization or restructuring of existing economic entities, or which grant privileges to or discriminate separate economic entities, or which otherwise restrict competition.

2. Heads of bodies of state authority and government shall be prohibited from taking up commercial - economic activities, owning personal enterprises, or holding position in managing bodies of economic entities.

Chapter 3

Unfair Competition

Article 7. Prohibition of Activities of Unfair Competition

Economic entities shall be prohibited from carrying out the following activities of unfair competition:

- 1) the propagation of misleading, inaccurate and distorted information (including advertisement) which may cause another economic entity or its reputation to suffer;
- 2) the misleading of consumers through false information regarding the quality of goods, the characteristics of utilization, the place and manner of production, and the amount and price of sale;
- 3) the willful use of the name, product name, trade-mark, marking, or form of product packaging or appearance of another economic entity; and
- 4) the acquisition, use and publishing without consent of information concerning the industrial and commercial acti-

vities and scientific - technical investigations and results of an economic entity.

CHAPTER 4
Control of Activities which are Unfair
or which Restrict Competition

Article 8. The Institution of Price and Competition Control

The functions of supervision of observance of this Law as well as the Law on Prices within the Republic of Lithuania shall be executed by the Institution of Price and Competition, the director of which shall be appointed by the Government.

The Competition Council shall be formed to adopt decisions related to issues of prices and competition within the scope of this Law. The Competition Council shall consist of 7 members who shall be appointed by the Government for a term of 3 years. At least 4 of the members shall be appointed taking into account the recommendations of consumer, scientific, business and industrial organizations, and the others shall be assigned from the Institution of Price and Competition. The Competition Council shall adopt the decisions related to the application of the Law by a 2/3 majority vote. The regulations of both the Competition Council and the Institution of Price and Competition shall be approved by the Government.

With the aim of protecting the economy and consumer rights, the Institution of Price and Competition shall observe the situation in the market and fluctuations of market prices, shall accumulate information concerning possibilities for meeting consumer needs, shall periodically provide recommendations to the Government on the formation of price policies, and shall perform other functions established in its regulations.

The Institution of Price and Competition shall have the right to obtain information from both economic entities and managing bodies as well as explanations - oral or written - which are necessary to carry out the functions established in this Law and in the regulations of the Institution.

Article 9. Powers of the Institution of Price and Competition

The Institution of Price and Competition, upon establishing that economic entities or managing bodies have violated this Law, shall compile material concerning the issue and present it to the Competition Council for the adoption of a

decision. On the basis of the Competition Council's decision, the Institution of Price and Competition may seek the termination of illegal practices through negotiations with the economic entity, if they have resulted minor negative changes (decrease in efficiency of production and distribution of goods, restriction of free trade) and provided that circumstances do not object to negotiation. Upon reaching an agreement, its results and terms for the termination of illegal practices shall be concluded in writing.

In other cases or if an agreement is not reached through negotiation, the Institution of Price and Competition has the right to:

- 1) obligate economic entities to terminate agreements and practices which violate the Law;
- 2) adopt a decision to lower the prices if they have increased as a consequence of practices prohibited in this Law;
- 3) obligate that illegal use of a company name, trade mark, product marking or inaccurate indication of a product's origin be terminated, and may detain goods due to those infringements; and
- 4) apply to either the Government of Lithuania or the court to terminate illegal practices of managing bodies or to repeal the adopted decisions.

CHAPTER 5 Protection of Competition in the Process of Concentration of Market Structures

Article 10. Control of the Concentration of Market Structures

If by virtue of agreement or acquisition of a controlling interest the maximum concentration of market structures (concentration of capital), which is established by the Competition Council, is exceeded, the party or parties involved in the concentration must notify the Institution of Price and Competition before undertaking any steps which may alter permanent market structure and degree of its concentration.

The Institution of Price and Competition, upon receiving notification from the interested economic entities about a planned concentration of market structures, must adopt a decision concerning the granting of permission within one month.

Upon an agreement between the parties, the deadline for the adoption of the decision may be extended, but for no longer than 9 months.

If within the indicated periods of time the Institution of Price and Competition does not take a decision, the economic entities shall acquire the right to carry out the planned concentration of market structures.

Article 11. Permitted and Prohibited Concentrations of Market Structures

Upon the execution of a concentration of market structures which has not announced in advance and for which permission of the Institution of Price and Competition was not granted, economic sanctions prescribed by Article 12 of this Law shall be applied.

Permission to concentrate market structures which has not been approved by the Institution of Price and Competition may be granted by the written decision of the Government of the Republic of Lithuania. Such permission may be granted if the parties involved in the concentration provide substantiation proving that this action will result in the increase of economic efficiency of production or competitiveness of goods, which cannot be achieved in any ways other than by the suggested concentration of market structures.

CHAPTER 6

Responsibility for Violations of the Law

Article 12. Consequences of Violating the Law

Decisions of the bodies of State government regarding violation of the Law may be appealed to the court.

Economic entities, having violated this Law, must:

- 1) execute the institutions of the Institution of Price and Competition to discontinue the activities, restore the previous situation, terminate or alter the agreement, and fulfill other obligations;
- 2) recover the losses incurred by a partner; and
- 3) fulfill the sanctions imposed by the Competition Council as provided by this Law.

The Competition Council have the right to:

- 1) impose fines comprising up to 10 per cent of the total annual gross income on economic entities for infringement of Articles 3, 4, 7, 10 and 11 of this Law, nonobservance of the agreement concerning the termination of illegal practices, or intentional failure or untimely compliance with obligations and instructions;

- 2) impose fines amounting up to 3 per cent of the annual gross income on economic entities for submission of misleading information; and
- 3) impose fines equaling up to 3 months average earnings on officers of bodies of State government and economic entities for the intentional failure or untimely compliance with the directions issued by the Institution of Price and Competition as prescribed by this Law, or for submission of misleading information.

Article 13. Exaction of Fines

Fines shall be transferred to the State budget within one month of the date that the economic entity or officer receives the decision of the Institution of Price and Competition to impose a fine.

A fine shall be exacted from the income of an economic entity without suit.

Article 14. Appeal against Decisions of the Institution of Price and Competition

Economic entities, managing bodies and officers may, within one month of the date the decision of the Institution of Price and Competition is received, apply to the court to revoke or alter the said decision and recover losses.

Appeals to the court shall not suspend compliance with directions and decisions of the Institution of Price and Competition unless the court stipulates otherwise.

Decisions of the Institution of Price and Competition and their motives shall be publicly announced.

Article 15. Procedure of Recovering Losses

Losses incurred by economic entities or consumers due to violation of this Law must be compensated for in the procedure established by law.

Losses incurred by economic entities due to decisions made by bodies of State authority and government or the Institution of Price and Competition which violate the requirements of this Law shall be compensated with the funds of either the respective bodies of government or the State budget, and shall later be exacted from the violators.

Losses shall be exacted by suit.

Vytautas Landsbergis
President
Supreme Council
Republic of Lithuania
Vilnius
15 September 1992
No. 1-2878

Annex II

MEXICO

"Ley Federal de Competencia Económica". 24 December 1992

**CAPITULO I
DISPOSICIONES GENERALES**

ARTICULO 1o.- La presente ley es reglamentaria del artículo 28 constitucional en materia de competencia económica, monopolios y libre concurrencia, es de observancia general en toda la República y aplicable a todas las áreas de la actividad económica.

ARTICULO 2o.- Esta ley tiene por objeto proteger el proceso de competencia y libre concurrencia, mediante la prevención y eliminación de monopolios, prácticas monopólicas y demás restricciones al funcionamiento eficiente de los mercados de bienes y servicios.

Para efectos de esta ley, se entenderá por Secretaría, la Secretaría de Comercio y Fomento Industrial, y por Comisión, la Comisión Federal de Competencia.

ARTICULO 3o.- Están sujetos a lo dispuesto por esta ley todos los agentes económicos, sea que se trate de personas físicas o morales, dependencias o entidades de la administración pública federal, estatal o municipal, asociaciones, agrupaciones de profesionistas, fideicomisos o cualquier otra forma de participación en la actividad económica.

ARTICULO 4o.- Para los efectos de esta ley, no constituyen monopolios las funciones que el estado ejerza de manera exclusiva en las áreas estratégicas a que se refiere el párrafo cuarto del artículo 28 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

ARTICULO 7o.- Para la imposición de precios máximos a los productos y servicios que sean necesarios para la economía nacional o el consumo popular, se estará a lo siguiente:

I. Corresponde en exclusiva al Ejecutivo Federal determinar mediante decreto cuáles bienes y servicios podrán sujetarse a precios máximos; y

II. La Secretaría, sin perjuicio de las atribuciones que correspondan a otras dependencias, determinará, mediante acuerdo debidamente fundado y motivado los precios máximos que correspondan a los bienes y servicios determinados conforme a la fracción anterior, con base en criterios que eviten la insuficiencia en el abasto.

La Secretaría podrá concertar y coordinar con los productores o distribuidores las acciones que sean necesarias en esta materia, sin que ello se entienda violatorio de lo dispuesto por esta ley, procurando minimizar los efectos sobre la competencia y la libre concurrencia.

La Procuraduría Federal del Consumidor, bajo la coordinación de la Secretaría de Comercio y Fomento Industrial, será responsable de la inspección, vigilancia y sanción, respecto de los precios máximos que se determinen conforme a este artículo, de acuerdo con lo que dispone la Ley Federal de Protección al Consumidor.

Sin embargo, las dependencias y organismos que tengan a su cargo las funciones a que se refiere el párrafo anterior, estarán sujetas a lo dispuesto por esta ley respecto de actos que no estén expresamente comprendidos dentro de las áreas estratégicas.

ARTICULO 5o.- No constituyen monopolios las asociaciones de trabajadores constituidas conforme a la legislación de la materia para proteger sus propios intereses.

Tampoco constituyen monopolios los privilegios que por determinado tiempo se conceden a los autores y artistas para la producción de sus obras y los que para el uso exclusivo de sus inventos, se otorgan a los inventores y perfeccionadores de alguna mejora.

ARTICULO 6o.- Tampoco constituyen monopolios las asociaciones o sociedades cooperativas que vendan directamente sus productos en el extranjero, siempre que:

I. Dichos productos sean la principal fuente de riqueza de la región en que se produzcan o no sean artículos de primera necesidad;

II. Sus ventas o distribución no se realicen además dentro del territorio nacional;

III. Su membresía sea voluntaria y se permita la libre entrada y salida de sus miembros;

IV. No otorguen o distribuyan permisos o autorizaciones cuya expedición corresponda a dependencias o entidades de la administración pública federal; y

V. Estén autorizadas en cada caso para constituirse por la legislatura correspondiente a su domicilio social.

CAPITULO II DE LOS MONOPOLIOS Y LAS PRÁCTICAS MONOPOLICAS

ARTICULO 8o.- Quedan prohibidos los monopolios y estancos, así como las prácticas que, en los términos de esta ley, disminuyan, dañen o impidan la competencia y la libre concurrencia en la producción, procesamiento, distribución y comercialización de bienes o servicios.

ARTICULO 9o.- Son prácticas monopólicas absolutas los contratos, convenios, arreglos o combinaciones entre agentes económicos competidores entre sí, cuyo objeto o efecto sea cualquiera de los siguientes:

- I. Fijar, elevar, concertar o manipular el precio de venta o compra de bienes o servicios al que son ofrecidos o demandados en los mercados, o intercambiar información con el mismo objeto o efecto;
- II. Establecer la obligación de no producir, procesar, distribuir o comercializar sino solamente una cantidad restringida o limitada de bienes o la prestación de un número, volumen o frecuencia restringidos o limitados de servicios;
- III. Dividir, distribuir, asignar o imponer porciones o segmentos de un mercado actual o potencial de bienes y servicios, mediante clientela, proveedores, tiempos o espacios determinados o determinables; o
- IV. Establecer, concertar o coordinar posturas o la abstención en las licitaciones, concursos, subastas o almonedas públicas.

Los actos a que se refiere este artículo no producirán efectos jurídicos y los agentes económicos que incurran en ellos se harán acreedores a las sanciones establecidas en esta ley, sin perjuicio de la responsabilidad penal que pudiere resultar.

ARTICULO 10.- Sujeto a que se comprueben los supuestos a que se refieren los artículos 11, 12 y 13 de esta ley, se considerarán prácticas monopólicas relativas los actos, contratos, convenios o combinaciones cuyo objeto o efecto sea o pueda ser desplazar indebidamente a otros agentes del mercado, impedirles sustancialmente su acceso o establecer ventajas exclusivas en favor de una o varias personas, en los siguientes casos:

- I. Entre agentes económicos que no sean competidores entre sí, la fijación, imposición o establecimiento de la distribución exclusiva de bienes o servicios, por razón de sujeto, situación geográfica o por periodos de tiempo determinados, incluídas la división, distribución o asignación de clientes o proveedores; así como la imposición de la obligación de no fabricar o distribuir bienes o prestar servicios por un tiempo determinado o determinable;
- II. La imposición del precio o demás condiciones que un distribuidor o proveedor debe observar al expender o distribuir bienes o prestar servicios;
- III. La venta o transacción condicionada a comprar, adquirir, vender o proporcionar otro bien o servicio adicional, normalmente distinto o distinguible, o sobre bases de reciprocidad;
- IV. La venta o transacción sujeta a la condición de no usar o adquirir, vender o proporcionar los bienes o

que medida los consumidores cuentan con sustitutos y el tiempo requerido para tal sustitución;

II. Los costos de distribución del bien mismo, de sus insumos relevantes; de sus complementos y de sustitutos desde otras regiones y del extranjero, teniendo en cuenta fletes, seguros, aranceles y restricciones no arancelarias, las restricciones impuestas por los agentes económicos o por sus asociaciones y el tiempo requerido para abastecer el mercado desde esas regiones;

III. Los costos y las probabilidades que tienen los usuarios o consumidores para acudir a otros mercados; y

IV. Las restricciones normativas de carácter federal, local o internacional que limiten el acceso de usuarios o consumidores a fuentes de abasto alternativas, o el acceso de los proveedores a clientes alternativos.

ARTICULO 13.- Para determinar si un agente económico tiene poder sustancial en el mercado relevante, deberá considerarse:

I. Su participación en dicho mercado y si puede fijar precios unilateralmente o restringir el abasto en el mercado relevante sin que los agentes competidores puedan, actual o potencialmente, contrarrestar dicho poder;

II. La existencia de barreras a la entrada y los elementos que previsiblemente puedan alterar tanto dichas barreras como la oferta de otros competidores;

III. La existencia y poder de sus competidores;

IV. Las posibilidades de acceso del agente económico y sus competidores a fuentes de insumos;

servicios producidos, procesados, distribuidos o comercializados por un tercero;

V. La acción unilateral consistente en refusarse a vender o proporcionar a personas determinadas bienes o servicios disponibles y normalmente ofrecidos a terceros;

VI. La concertación entre varios agentes económicos o la invitación a éstos, para ejercer presión contra algún cliente o proveedor, con el propósito de disuadirlo de una determinada conducta, aplicar represalias u obligarlo a actuar en un sentido determinado; o

VII. En general, todo acto que indebidamente dañe o impida el proceso de competencia y libre concurrencia en la producción, procesamiento, distribución y comercialización de bienes o servicios.

ARTICULO 11.- Para que las prácticas a que se refiere el artículo anterior se consideren violatorias de esta ley, deberá comprobarse:

I. Que el presunto responsable tiene poder sustancial sobre el mercado relevante; y

II. Que se realicen respecto de bienes o servicios que correspondan al mercado relevante de que se trate.

ARTICULO 12.- Para la determinación del mercado relevante, deberán considerarse los siguientes criterios:

I. Las posibilidades de sustituir el bien o servicio de que se trate por otros, tanto de origen nacional como extranjero, considerando las posibilidades tecnológicas, en

ARTICULO 17.- En la investigación de concentraciones, la Comisión habrá de considerar como indicios de los supuestos a que se refiere el artículo anterior, que el acto o tentativa:

- I. Confiera o pueda conferir al fusionante, al adquirente o agente económico resultante de la concentración, el poder de fijar precios unilateralmente o restringir sustancialmente el abasto o suministro en el mercado relevante, sin que los agentes competidores puedan, actual o potencialmente, contrarrestar dicho poder;
- II. Tenga o pueda tener por objeto indebidamente desplazar a otros agentes económicos, o impedirles el acceso al mercado relevante; y
- III. Tenga por objeto o efecto facilitar sustancialmente a los participantes en dicho acto o tentativa el ejercicio de las prácticas monopólicas a que se refiere el capítulo segundo de esta ley.

ARTICULO 18.- Para determinar si la concentración debe ser impugnada o sancionada en los términos de esta ley, la Comisión deberá considerar los siguientes elementos:

- I. El mercado relevante, en los términos prescritos en el artículo 12 de esta ley;
- II. La identificación de los agentes económicos que abastecen el mercado de que se trate, el análisis de su poder en el mercado relevante, de acuerdo con el artículo 13 de esta ley, y el grado de concentración en dicho mercado; y
- III. Los demás criterios e instrumentos analíticos que prescriba el reglamento de esta ley.

V. Su comportamiento reciente; y

VI. Los demás criterios que se establezcan en el reglamento de esta ley.

ARTICULO 14.- En los términos de la fracción V del artículo 117 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, no producirán efectos jurídicos los actos de autoridades estatales cuyo objeto directo o indirecto sea prohibir la entrada a su territorio o la salida de mercancías o servicios de origen nacional o extranjero.

ARTICULO 15.- La Comisión podrá investigar de oficio o a petición de parte si se está en presencia de los actos a que se refiere el artículo anterior y, en su caso, declarar su existencia. La declaratoria será publicada en el Diario Oficial de la Federación y podrá ser impugnada por la autoridad estatal ante la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

CAPITULO III DE LAS CONCENTRACIONES

ARTICULO 16.- Para los efectos de esta ley, se entiende por concentración la fusión, adquisición del control o cualquier acto por virtud del cual se concentren sociedades, asociaciones, acciones, partes sociales, fideicomisos o activos en general que se realice entre competidores, proveedores, clientes o cualesquiera otros agentes económicos. La Comisión impugnará y sancionará aquellas concentraciones cuyo objeto o efecto sea disminuir, dañar o impedir la competencia y la libre concurrencia respecto de bienes o servicios iguales, similares o sustancialmente relacionados.

al equivalente a cuatro millones ochocientos mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal.

Para la inscripción de los actos que conforme a su naturaleza deban ser inscritos en el Registro Público de Comercio, los agentes económicos que estén en los supuestos I a III deberán acreditar haber obtenido resolución favorable de la Comisión o haber realizado la notificación a que se refiere este artículo sin que dicha Comisión hubiere emitido resolución en el plazo a que se refiere el siguiente artículo.

ARTICULO 21.- Para los efectos del artículo anterior, se estará a lo siguiente:

I. La notificación se hará por escrito, acompañada del proyecto del acto jurídico de que se trate, que incluya los nombres o denominaciones sociales de los agentes económicos involucrados, sus estados financieros del último ejercicio, su participación en el mercado y los demás datos que permitan conocer la transacción pretendida;

II. La Comisión podrá solicitar datos o documentos adicionales dentro de los veinte días naturales contados a partir de la recepción de la notificación, mismos que los interesados deberán proporcionar dentro de un plazo de quince días naturales, el que podrá ser ampliado en casos debidamente justificados;

III. Para emitir su resolución, la Comisión tendrá un plazo de cuarenta y cinco días naturales contado a partir de la recepción de la notificación o, en su caso, de la documentación adicional solicitada. Concluido el plazo sin emitir resolución, se entenderá que la Comisión no tiene objeción alguna;

ARTICULO 19.- Si de la investigación y desahogo del procedimiento establecido por esta ley resultara que la concentración configura un acto de los previstos por este capítulo, la Comisión, además de aplicar las medidas de apremio o sanciones que correspondan podrá:

I. Sujetar la realización de dicho acto al cumplimiento de las condiciones que fije la Comisión; o

II. Ordenar la desconcentración parcial o total de lo que se hubiera concentrado indebidamente, la terminación del control o la supresión de los actos, según corresponda.

ARTICULO 20.- Las siguientes concentraciones, antes de realizarse, deberán ser notificadas a la Comisión:

I. Si la transacción importa, en un acto o sucesión de actos, un monto superior al equivalente a 12 millones de veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal;

II. Si la transacción implica, en un acto o sucesión de actos, la acumulación del 35 por ciento o más de los activos o acciones de un agente económico cuyos activos o ventas importen más del equivalente a 12 millones de veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal; o

III. Si en la transacción participan, dos o más agentes económicos cuyos activos o volumen anual de ventas, conjunta o separadamente, sumen más de 48 millones de veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, y dicha transacción implique una acumulación adicional de activos o capital social superior

CAPITULO IV DE LA COMISION FEDERAL DE COMPETENCIA

ARTICULO 23.- La Comisión Federal de Competencia es un órgano administrativo desconcentrado de la Secretaría de Comercio y Fomento Industrial, contará con autonomía técnica y operativa y tendrá a su cargo prevenir, investigar y combatir los monopolios, las prácticas monopólicas y las concentraciones, en los términos de esta ley, y gozará de autonomía para dictar sus resoluciones.

ARTICULO 24.- La Comisión tendrá las siguientes atribuciones:

- I. Investigar la existencia de monopolios, estancos, prácticas o concentraciones prohibidas por esta ley, para lo cual podrá requerir de los particulares y demás agentes económicos la información o documentos relevantes;
- II. Establecer los mecanismos de coordinación para el combate y prevención de monopolios, estancos, concentraciones y prácticas ilícitas;
- III. Resolver los casos de su competencia y sancionar administrativamente la violación de esta ley y denunciar ante el Ministerio Público las conductas delictivas en materia de competencia y libre concurrencia;
- IV. Opinar sobre los ajustes a los programas y políticas de la administración pública federal, cuando de éstos resulten efectos que puedan ser contrarios a la competencia y la libre concurrencia;

V. Opinar, cuando se lo solicite el Ejecutivo Federal, sobre las adecuaciones a los proyectos de leyes y regla-

IV. En casos excepcionalmente complejos, el Presidente de la Comisión, bajo su responsabilidad, podrá ampliar el plazo a que se refieren las fracciones II y III hasta por sesenta días naturales adicionales;

V. La resolución de la Comisión deberá estar debidamente fundada y motivada; y

VI. La resolución favorable no prejuzgará sobre la realización de otras prácticas monopólicas prohibidas por esta ley, por lo que no releva de otras responsabilidades a los agentes económicos involucrados.

ARTICULO 22.- No podrán ser impugnadas con base en esta ley:

- I. Las concentraciones que hayan obtenido resolución favorable, excepto cuando dicha resolución se haya obtenido con base en información falsa; y
- II. En tratándose de concentraciones que no requieran ser previamente notificadas, después de un año de haberse realizado.

I. Ser ciudadanos mexicanos, profesionales en materias afines al objeto de esta ley, mayores de treinta y cinco años de edad y menores de setenta y cinco;

II. Haber desempeñado en forma destacada en cuestiones profesionales, de servicio público o académicas sustancialmente relacionadas con el objeto de esta ley.

Los comisionados deberán abstenerse de desempeñar cualquier otro empleo, trabajo o comisión pública o privada, con excepción de los cargos docentes. Asimismo, estarán impedidos para conocer de asuntos en que tengan interés directo o indirecto, en los términos del reglamento.

ARTICULO 27.- Los comisionados serán designados para desempeñar sus puestos por periodos de diez años, renovables, y solo podrán ser removidos de sus cargos por causa grave, debidamente justificada.

ARTICULO 28.- El Presidente de la Comisión será designado por el Titular del Ejecutivo Federal y tendrá las siguientes facultades:

I. Coordinar los trabajos de la Comisión;

II. Instrumentar, ejecutar y vigilar la aplicación de las políticas internas que se establezcan en la materia;

III. Expedir y publicar un informe anual sobre el desempeño de las funciones de la Comisión, que incluya los resultados de sus acciones en materia de competencia y libre concurrencia;

mentos, por lo que concierne a los aspectos de competencia y libre concurrencia;

VI. Cuando lo considere pertinente, emitir opinión en materia de competencia y libre concurrencia, respecto de leyes, reglamentos, acuerdos, circulares y actos administrativos, sin que tales opiniones tengan efectos jurídicos ni la Comisión pueda ser obligada a emitir opinión;

VII. Elaborar y hacer que se cumplan, hacia el interior de la Comisión, los manuales de organización y de procedimientos;

VIII. Participar con las dependencias competentes en la celebración de tratados, acuerdos o convenios internacionales en materia de regulación o políticas de competencia y libre concurrencia, de los que México sea o pretenda ser parte; y

IX. Las demás que le confieran ésta y otras leyes y reglamentos.

ARTICULO 25.- La Comisión estará integrada por cinco comisionados, incluyendo al Presidente de la misma. Deliberará en forma colegiada y decidirá los casos por mayoría de votos, teniendo su Presidente voto de calidad.

La Comisión tendrá el personal necesario para el despacho eficaz de sus asuntos, de acuerdo con su presupuesto autorizado.

ARTICULO 26.- Los comisionados serán designados por el titular del Ejecutivo Federal y deberán cumplir los siguientes requisitos:

ARTICULO 32.- Cualquier persona en el caso de las prácticas monopólicas absolutas, o el afectado en el caso de las demás prácticas o concentraciones prohibidas por esta ley, podrá denunciar por escrito ante la Comisión al presunto responsable, indicando en qué consiste dicha práctica o concentración.

En el caso de prácticas monopólicas relativas o concentraciones, el denunciante deberá incluir los elementos que configuran las prácticas o concentraciones y, en su caso, los conceptos que demuestren que el denunciante ha sufrido o puede sufrir un daño o perjuicio sustancial.

La Comisión podrá desechar las denuncias que sean notoriamente improcedentes.

ARTICULO 33.- El procedimiento ante la Comisión se tramitará conforme a las siguientes bases:

I. Se emplazará al presunto responsable, informándole en qué consiste la investigación, acompañando, en su caso, copia de la denuncia;

II. El emplazado contará con un plazo de treinta días naturales para manifestar lo que a su derecho convenga y adjuntar las pruebas documentales que obren en su poder y ofrecer las pruebas que ameriten desahogo;

III. Una vez desahogadas las pruebas, la Comisión fijará un plazo no mayor a treinta días naturales para que se formulen los alegatos verbalmente o por escrito; y

IV. Una vez integrado el expediente, la Comisión deberá dictar resolución en un plazo que no excederá de 60 días naturales.

IV. Solicitar a cualquier autoridad del país o del extranjero la información que requiera para indagar sobre posibles violaciones a esta ley;

V. Actuar como representante de la Comisión; nombrar y remover al personal; crear las unidades técnicas necesarias de conformidad con su presupuesto, así como delegar facultades; y

VI. Las demás que le confieran las leyes y reglamentos.

ARTICULO 29.- La Comisión contará con un Secretario Ejecutivo designado por el Presidente de la propia Comisión, quien tendrá a su cargo la coordinación operativa y administrativa. El Secretario Ejecutivo dará fe de los actos en que intervenga.

CAPITULO V DEL PROCEDIMIENTO

ARTICULO 30.- El procedimiento ante la Comisión se inicia de oficio o a petición de parte.

ARTICULO 31.- La Comisión, en ejercicio de sus atribuciones, podrá requerir los informes o documentos relevantes para realizar sus investigaciones, así como citar a declarar a quienes tengan relación con los casos de que se trate.

La información y documentos que haya obtenido directamente la Comisión en la realización de sus investigaciones, así como los que se le proporcionen, son estrictamente confidenciales. Los servidores públicos estarán sujetos a responsabilidad en los casos de divulgación de dicha información, excepto cuando medie orden de autoridad competente.

En lo no previsto, se estará a lo dispuesto en el reglamento de esta ley.

ARTICULO 34.- Para el eficaz desempeño de sus atribuciones, la comisión podrá emplear los siguientes medios de apremio:

I. Apercibimiento; o

II. Multa hasta por el importe del equivalente a 1,500 veces el salario mínimo vigente para el Distrito Federal, en el caso de lo dispuesto por la fracción VII del artículo 10 de esta ley;

CAPITULO VI DE LAS SANCIONES

ARTICULO 35.- La Comisión pondrá aplicar las siguientes sanciones:

I. Ordenar la suspensión, corrección o supresión de la práctica o concentración de que se trate;

II. Ordenar la desconcentración parcial o total de lo que se haya concentrado indebidamente, sin perjuicio de la multa que en su caso proceda;

III. Multa hasta por el equivalente a siete mil quinientas veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal por haber declarado falsamente o entregar información falsa a la Comisión, con independencia de la responsabilidad penal en que se incurra;

IV. Multa hasta por el equivalente a 375 mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, por haber incurrido en alguna práctica monopólica absoluta;

V. Multa hasta por el equivalente a 225 mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, por haber incurrido en alguna práctica monopólica relativa y hasta por el equivalente a 100 mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, en el caso de lo dispuesto por la fracción VII del artículo 10 de esta ley;

VI. Multa hasta por el equivalente a 225 mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, por haber incurrido en alguna concentración de las prohibidas por esta ley; y hasta por el equivalente a 100 mil veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal por no haber notificado la concentración cuando legalmente deba hacerse; y

VII. Multa hasta por el equivalente a siete mil quinientas veces el salario mínimo general vigente para el Distrito Federal, a los individuos que participen directamente en prácticas monopólicas o concentraciones prohibidas, en representación o por cuenta y orden de personas morales.

En caso de reincidencia, se podrá imponer una multa adicional hasta por el doble de la que corresponda.

ARTICULO 36.- La Comisión, en la imposición de multas, deberá considerar la gravedad de la infracción, el daño causado, los indicios de intencionalidad, la participación del infractor en los mercados; el tamaño del mercado afectado; la dura-

ción de la práctica o concentración y la reincidencia o antecedentes del infractor, así como su capacidad económica.

ARTICULO 37.- En el caso de las infracciones a que se refieren las fracciones IV a VII del artículo 35 que, a juicio de la Comisión, revistan particular gravedad, ésta podrá imponer, en lugar de las multas previstas en las mismas, una multa hasta por el diez por ciento de las ventas anuales obtenidas por el infractor durante el ejercicio fiscal anterior o hasta el diez por ciento del valor de los activos del infractor, cualquiera que resulte más alta.

ARTICULO 38.- Los agentes económicos que hayan demostrado durante el procedimiento haber sufrido daños y perjuicios a causa de la práctica monopolística o concentración ilícita, podrán deducir su acción por la vía judicial, para obtener una indemnización hasta por daños y perjuicios. Al efecto, la autoridad judicial podrá considerar la estimación de los daños y perjuicios que haya realizado la propia Comisión.

No procederá acción judicial o administrativa alguna con base en esta ley, fuera de las que la misma establece.

CAPITULO VII DEL RECURSO DE RECONSIDERACIÓN

ARTICULO 39.- Contra las resoluciones dictadas por la Comisión con fundamento en esta ley, se podrá interponer, ante la propia Comisión, recurso de reconsideración, dentro del plazo de 30 días hábiles siguientes a la fecha de la notificación de tales resoluciones.

El recurso tiene por objeto revocar, modificar o confirmar la resolución reclamada y los fallos que se dicten contendrán la

fundamentación del acto impugnado, los fundamentos legales en que se apoye y los puntos de resolución. El reglamento de la presente ley establecerá los términos y demás requisitos para la tramitación y sustanciación del recurso.

La interposición del recurso se hará mediante escrito dirigido al Presidente de la Comisión, en el que se deberá expresar el nombre y domicilio del recurrente y los agravios, acompañándose los elementos de prueba que se consideren necesarios, así como las constancias que acrediten la personalidad del promovente.

La interposición del recurso suspenderá la ejecución de la resolución impugnada. Cuando se trate de la suspensión de las sanciones a que se refieren las fracciones I y II del artículo 35 y se pueda ocasionar daño o perjuicio a terceros, el recurso se concederá si el promovente otorga garantía bastante para reparar el daño e indemnizar los perjuicios si no obtiene resolución favorable.

La Comisión dictará resolución y la notificará en un término que no excederá de 60 días contados a partir de la fecha en que se haya interpuesto el recurso. El silencio de la Comisión significará que se ha confirmado el acto impugnado.

TRANSITORIOS

PRIMERO.- La presente ley entrará en vigor a los 180 días de su publicación en el Diario Oficial de la Federación.

SEGUNDO.- La primera designación de los cinco comisionados a que se refiere esta ley, por única vez, se hará mediante nombramientos por plazos de dos, cuatro, seis, ocho y diez

años, respectivamente. Los subsecuentes se harán en los términos de esta ley.

TERCERO.- Se abrogan:

- I. La Ley Orgánica del artículo 28 Constitucional en materia de Monopolios publicada en el Diario Oficial de la Federación el 31 de agosto de 1934 y sus reformas;
- II. La Ley sobre Atribuciones del Ejecutivo Federal en Materia Económica, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 30 de diciembre de 1950 y sus reformas;
- III. La Ley de Industrias de Transformación, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 13 de mayo de 1941; y
- IV. La Ley de Asociaciones de Productores para la Distribución y Venta de sus Productos, publicada en el Diario Oficial de la Federación el 25 de junio de 1937.

En lo que no se opongan a la presente ley, continuarán en vigor las disposiciones expedidas con base en los ordenamientos que se abrogan, hasta en tanto no se deroguen expresamente.

Publicado en el Diario Oficial de la Federación el 24 de diciembre de 1993.

REGLAMENTO INTERIOR DE LA COMISIÓN FEDERAL DE COMPETENCIA

TITULO PRIMERO DISPOSICIONES GENERALES

ARTICULO 1o.- El presente reglamento tiene por objeto establecer la estructura orgánica y las bases de operación de la Comisión Federal de Competencia.

ARTICULO 2o.- Para efectos del presente reglamento se entenderá por:

- I. Secretaría, la Secretaría de Comercio y Fomento Industrial;
- II. Ley, la Ley Federal de Competencia Económica; y
- III. Comisión, la Comisión Federal de Competencia.

ARTICULO 3o.- La Comisión es un órgano administrativo desconcentrado de la Secretaría, dotado de autonomía técnica y operativa para dictar sus resoluciones, en los términos de la Ley, este reglamento y las demás disposiciones que resulten aplicables.

ARTICULO 4o.- El presupuesto de la Comisión y los lineamientos para su ejercicio se sujetarán a la normatividad que la Secretaría de Hacienda y Crédito Público establece para las unidades de gasto autónomo. El presupuesto que se autorice para la Comisión no podrá ser objeto de transferencia a otras unidades de la Secretaría.

ARTICULO 5o.- La Comisión podrá establecer mecanismos de coordinación con dependencias y entidades de la administración pública federal, de los estados, de los municipios u otros organismos, públicos o privados, para la prevención e investigación de los monopolios, estancos, concentraciones y prácticas monopólicas, y para el cumplimiento de las demás disposiciones de la Ley, este reglamento u otras disposiciones aplicables.

ARTICULO 6o.- Los servidores públicos que laboren en la Comisión estarán obligados a guardar confidencialidad respecto de la información y documentación que por razones de su trabajo manejen y que estén relacionadas con la tramitación de los procedimientos radicados ante la misma, observando estrictamente las disposiciones internas que en esta materia expida la Comisión.

ARTICULO 7o.- Los días y horas laborables de la Comisión se sujetarán al calendario anual que al efecto apruebe el Pleno de la misma, a propuesta del Presidente.

Los días en que la Comisión suspenda sus labores, o cuando sus oficinas permanezcan cerradas, serán considerados como inhábiles para todos los efectos legales, salvo en los casos de habilitación expresa para la realización o práctica de diligencias.

TITULO SEGUNDO DE LA ORGANIZACION Y FACULTADES DE LA COMISION

CAPITULO I

De la organización de la Comisión

ARTICULO 8o.- Para el ejercicio de sus funciones y el despacho de los asuntos que le competen, la Comisión contará con los siguientes órganos:

I. El Pleno;

II. La Presidencia;

III. La Secretaría Ejecutiva;

IV. Las Direcciones Generales:

a) De Asuntos Jurídicos y Contenciosos;

b) De Estudios Económicos;

c) De Concentraciones;

d) De Investigaciones;

e) De Administración; y

V. Las demás unidades y personal técnico y administrativo que autorice el Presidente de la Comisión, de acuerdo con el presupuesto autorizado y de conformidad con lo establecido por el artículo 28, fracción V de la Ley, y

sujeto a las normas y lineamientos que la Secretaría de Hacienda y Crédito Público emita en la materia.

ARTICULO 9o.- El Presidente de la Comisión será sustituido en sus ausencias temporales por el comisionado que designe, mediante acuerdo, el propio Presidente.

ARTICULO 10.- El Secretario Ejecutivo será suplido en sus ausencias temporales por el Director General que designe mediante acuerdo el Presidente.

ARTICULO 11.- Los Directores Generales serán suplidos por el Director de Área que designe mediante acuerdo el Secretario Ejecutivo.

ARTICULO 12.- Sin perjuicio de lo previsto por otras normas aplicables, en casos de ausencia temporal, accidental, excusa o impedimento, los servidores públicos de la Comisión serán suplidos conforme al acuerdo correspondiente.

ARTICULO 13.- La Comisión contará con las unidades técnicas y administrativas, así como con las delegaciones u oficinas regionales, que sean necesarias para la debida aplicación y vigilancia de las funciones y atribuciones que le corresponden, de conformidad con lo establecido en la Ley, este reglamento y las demás disposiciones aplicables.

CAPITULO II Del Pleno de la Comisión

ARTICULO 14.- El Pleno es el órgano supremo de decisión de la Comisión y se integra por cinco comisionados incluyendo al Presidente. Bastará la presencia de tres para que pueda sesionar válidamente, pero nunca podrá sesionar sin la presencia del Presidente o del comisionado que lo supla legalmente.

Las resoluciones del Pleno se tomarán por unanimidad o mayoría de votos de los comisionados presentes, quienes no podrán abstenerse de votar, excepto cuando tengan impedimento legal. El Presidente de la Comisión presidirá las sesiones del Pleno y en caso de empate tendrá voto de calidad.

ARTICULO 15.- Las resoluciones del Pleno o los extractos de las mismas podrán ser publicados en el informe de la Comisión y en periódicos o publicaciones especializadas.

ARTICULO 16.- Las sesiones del Pleno podrán ser ordinarias o extraordinarias. Las sesiones ordinarias se celebrarán cuando menos bimestralmente. Las sesiones extraordinarias serán convocadas por el Presidente de la Comisión o por tres comisionados, cuando menos, a través del Secretario Ejecutivo. En el último caso, se deberán expresar en la convocatoria las razones para sesionar.

De las sesiones del Pleno se levantará acta, en la que se asentará una síntesis, y se transcribirán los acuerdos o resoluciones que hayan sido aprobados por el Pleno en el libro o sistema de registro que al efecto determine el Secretario Ejecutivo. El acta respectiva será sometida a la aprobación del Pleno en la sesión inmediata posterior.

II. Interpretar para efectos administrativos en caso de duda, confusión o desacuerdo, cualquier disposición de este reglamento, así como resolver aquellas situaciones no previstas por el mismo;

III. Resolver aquellos asuntos que al efecto le presente el Presidente de la Comisión;

IV. Aprobar los mecanismos de coordinación con las dependencias y entidades de la administración pública federal, de los estados, los municipios u otros organismos, públicos o privados, para la prevención e investigación de los monopolios, estancos, concentraciones, prácticas monopolísticas y, en general, para la debida aplicación de la Ley y sus reglamentos;

V. Opinar sobre los proyectos de leyes y reglamentos en lo relativo a competencia y libre concurrencia, cuando se lo solicite el Ejecutivo Federal;

VI. Aprobar los manuales de organización y de procedimientos, así como la normatividad interna de la Comisión;

VII. Conocer el informe previo sobre posibles desechamientos de denuncias notoriamente improcedentes, y aprobar o impugnar total o parcialmente dicho informe;

VIII. Resolver los recursos de reconsideración que se interpongan contra los actos de la propia Comisión;

IX. A propuesta del Presidente, aprobar el establecimiento y las sedes de las delegaciones regionales y las funciones conferidas a dichas delegaciones;

ARTICULO 17.- Para la realización de las sesiones del Pleno, el Secretario Ejecutivo deberá notificar por lo menos con 36 horas de anticipación, el lugar, fecha, hora y orden del día de la misma, salvo en el caso de sesiones extraordinarias, las cuales se podrán convocar con 24 horas de anticipación. Asimismo, las sesiones serán válidas, sin necesidad de formalidades ulteriores, en el caso de que todos los comisionados estén presentes.

ARTICULO 18.- Una vez integrados los expedientes por la Secretaría Ejecutiva, se turnarán por acuerdo del Presidente al Comisionado Ponente, quien presentará su proyecto de resolución al Pleno para aprobación o modificación.

ARTICULO 19.- Los comisionados, una vez terminada la etapa de instrucción de cada caso, contarán con el apoyo técnico y de investigación a través de la Secretaría Ejecutiva para la ampliación o aclaración de los expedientes correspondientes en que proceda, sin perjuicio de que se les asigne personal técnico y administrativo, de acuerdo con el presupuesto autorizado y sujeto a las normas y lineamientos que la Secretaría de Hacienda y Crédito Público emita en la materia.

Los comisionados podrán participar en eventos de difusión, convenciones y congresos relacionados con las tareas de la Comisión.

ARTICULO 20.- Corresponde al Pleno de la Comisión:

I. Resolver los casos de su competencia, sancionar administrativamente la violación de la Ley y sus reglamentos, y acordar la presentación de denuncias o querrelas ante el Ministerio Público, en su caso;

X. En su caso, designar de entre sus miembros al comisionado o comisionados visitadores de las delegaciones regionales, los cuales darán cuenta del funcionamiento de éstas a la Comisión;

XI. Conceder licencias a los comisionados cuando exista causa justificada para ello, hasta por un mes cada año, con goce de sueldo, y siempre que no se perjudique el buen funcionamiento de la Comisión; y

XII. Las demás que le señalen la Ley, este reglamento u otros ordenamientos.

CAPITULO III **Del Presidente de la Comisión**

ARTICULO 21.- El Presidente representa legalmente a la Comisión en el ámbito de sus facultades, y será designado en los términos del artículo 28 de la Ley.

ARTICULO 22.- El Presidente podrá delegar, mediante acuerdo, sus facultades en los servidores públicos de la Comisión de conformidad con el acuerdo de delegación respectivo.

Se considerarán facultades indelegables del Presidente, las señaladas en la fracción III del artículo 28 de la Ley y las señaladas en las fracciones I, II, V y XI a XIII del artículo 24 de este reglamento, así como la facultad para crear las unidades técnicas necesarias de conformidad con el presupuesto de la Comisión, y de acuerdo con la normatividad o lineamientos establecidos por la Secretaría de Hacienda y Crédito Público.

ARTICULO 23.- Corresponde al Presidente de la Comisión, salvo las excepciones establecidas en la Ley, este reglamento u otras disposiciones aplicables, nombrar y remover discrecionalmente a los servidores públicos de confianza de la misma.

ARTICULO 24.- Corresponde al Presidente de la Comisión:

I. Proponer al Pleno las políticas de la Comisión y, cuando sean aprobadas, cuidar que se apliquen o ejecuten;

II. Someter a consideración del Pleno la interpretación para efectos administrativos de cualquier disposición de este reglamento, cuando exista duda, confusión o desacuerdo respecto de su alcance o sentido;

- III. Admitir a trámite los casos y recursos interpuestos ante la Comisión y acordar con el Secretario Ejecutivo, en su caso, el desechamiento de los notoriamente improcedentes sin necesidad de prevención en caso alguno;
- IV. Formular las bases, revisar los requisitos y suscribir los convenios y contratos que celebre la Comisión;
- V. Enviar a la Secretaría, una vez autorizado por la Secretaría de Hacienda y Crédito Público, el proyecto de presupuesto de la Comisión, para que se integre al presupuesto global de esa dependencia;
- VI. Emitir opinión sobre los ajustes a los programas y políticas de la administración pública federal, cuando éstos resulten efectos que puedan ser contrarios a la competencia y libre concurrencia;
- VII. Expedir órdenes de presentación de documentación o información conforme a lo dispuesto por los artículos 21 ó 31 de la Ley, así como citar a declarar a quienes tengan relación con los casos de que se trate, utilizando en su caso las medidas de apremio señaladas por la Ley;
- VIII. Emitir opinión en materia de competencia y libre concurrencia, cuando lo considere pertinente, respecto de leyes, reglamentos, acuerdos, circulares, o proyectos de todos éstos, así como respecto de actos administrativos, sin que dicha opinión tenga efectos jurídicos, ni pueda ser obligado a emitirla;
- IX. Ordenar la publicación de las resoluciones completas que emita el Pleno, o bien extractos de aquellos, así como de artículos o de materiales de difusión relacionados con la legislación y las políticas de competencia, en el informe que publique la Comisión. Dicho informe deberá ser anual, por lo menos, y será el órgano oficial de difusión de la Comisión;
- X. Participar con las dependencias competentes en la negociación y discusión de tratados o convenios internacionales en materia de competencia económica;
- XI. Asignar los asuntos a los comisionados;
- XII. Emitir los lineamientos en materia de difusión, y autorizar que los comisionados, el Secretario Ejecutivo y los servidores de la Comisión participen en eventos o ponencias, cuidando la uniformidad de criterios y políticas de la Comisión, salvo en lo relativo a votos particulares;
- XIII. Emitir los acuerdos de suplencia y delegación de facultades;
- XIV. Proponer a la aprobación del Pleno los manuales de organización y de procedimientos de la Comisión, así como la normatividad en materia de confidencialidad y los demás ordenamientos internos que juzgue convenientes para el buen desempeño de sus funciones; y
- XV. Las demás que señalen la Ley, este reglamento u otros ordenamientos.

CAPITULO IV **Del Secretario Ejecutivo**

ARTICULO 25.- Corresponde al Secretario Ejecutivo:

- I.** Auxiliar al Presidente en la asignación y tramitación de los casos, recursos y demás asuntos interpuestos ante la Comisión;
- II.** Coordinar a las Direcciones Generales de la Comisión para la integración de los expedientes y su posterior envío al Presidente;
- III.** Representar a la Comisión en toda clase de procedimientos administrativos, contenciosos administrativos, laborales y judiciales, y suplir al Presidente de la Comisión en los juicios de amparo;
- IV.** Dar cuenta y levantar actas de las sesiones del Pleno y de las votaciones de los comisionados y notificar las resoluciones, así como tramitar la ejecución de éstas y de las sanciones impuestas por la Comisión;
- V.** Coordinar y supervisar el debido seguimiento de los procedimientos que se sigan ante la Comisión, cuidando la uniformidad de criterios y evitando duplicidad en los procedimientos que se tramiten ante la Comisión;
- VI.** Coordinar y supervisar la administración de la Comisión;
- VII.** Acordar con el Presidente de la Comisión lo relativo a las sesiones del Pleno;

VIII. Expedir órdenes de presentación de documentación o información conforme a lo dispuesto por los artículos 21 ó 31 de la Ley, así como citar a declarar a quienes tengan relación con los casos de que se trate, aplicando en su caso las medidas de apremio señaladas por la Ley;

IX. Resolver, previo acuerdo del Presidente de la Comisión, las consultas que presenten los interesados, sin que éstas tengan ningún efecto jurídico ni vinculativo;

X. Promover y coordinar las relaciones de la Comisión con las distintas dependencias y entidades de la administración pública federal, de los estados, los municipios, u otros organismos públicos o privados, nacionales o internacionales, en materia de competencia económica y libre concurrencia;

XI. Admitir a trámite los casos y recursos interpuestos ante la Comisión y acordar con el Presidente de la misma, en su caso, el desechamiento de los notoriamente improcedentes sin necesidad de prevención en caso alguno;

XII. Presentar a la aprobación del Presidente el proyecto de presupuesto de la Comisión;

XIII. Expedir copias certificadas de las constancias que obren en el archivo de la Comisión, cuando deban ser exhibidas en algún procedimiento, proceso o averiguación, o cuando se considere procedente por existir causas análogas. Asimismo, se deberán expedir copias certificadas cuando medie mandamiento escrito de autoridad competente, que funde y motive la causa legal del procedimiento;

CAPITULO V
De las Direcciones Generales

XIV. Recibir, tramitar y tumar las denuncias o quejas que por violaciones a la Ley o al reglamento se presenten o inicien ante la Comisión;

ARTICULO 26.- Para el desempeño de sus funciones, las Direcciones Generales tendrán un Director General, Directores de Area, Subdirectores, Jefes de Departamento, Analistas y demás personal técnico y administrativo que autorice el Presidente de la Comisión, de acuerdo con el presupuesto asignado y conforme a lo establecido en el artículo 28, fracción V, de la Ley.

XV. Encargarse del establecimiento, operación y control de la Oficialía de Partes de la Comisión;

XVI. Colaborar con el Presidente en la elaboración del informe anual de la Comisión, así como en los informes especiales que se requieran;

XVII. Coordinar la participación de los servidores públicos de la Comisión en reuniones, convenciones, congresos, simposios y cualquier otra reunión a nivel nacional o internacional, en materia de competencia y libre concurrencia, bajo los lineamientos e instrucciones que señale el Presidente;

Las Direcciones Generales responderán directamente del desempeño de sus funciones y del ejercicio de sus atribuciones ante el Secretario Ejecutivo. Las demás unidades o áreas administrativas lo harán ante su superior inmediato.

ARTICULO 27.- Corresponde a las Direcciones Generales:

XVIII. Compilar las resoluciones de la Comisión y publicarlas cuando el Presidente así se lo señale;

I. Planear, programar, organizar, dirigir, controlar y evaluar el desempeño de las labores encomendadas a los órganos a su cargo;

XIX. Formar, mantener, custodiar y acrecentar el acervo biblió-hemerográfico de la Comisión; y

II. Acordar con el Secretario Ejecutivo la resolución de los asuntos que sean de su competencia;

XX. Las demás que señalen la Ley, este reglamento y otros ordenamientos, o que mediante acuerdo de delegación le otorgue el Presidente de la Comisión.

III. Formular los dictámenes, opiniones e informes que les sean solicitados por el Presidente o el Secretario Ejecutivo;

IV. Proponer a la Secretaría Ejecutiva el ingreso, promociones y licencias del personal a su cargo;

V. Elaborar proyectos sobre la organización de la Dirección General a su cargo y proponerlas al Secretario Ejecutivo;

XIV. Los demás que les señalen los reglamentos de la Ley u otros ordenamientos o que, mediante acuerdo de delegación, se les otorguen.

ARTICULO 28.- Corresponde a la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos:

I. Apoyar, conforme a los lineamientos que señale el Secretario Ejecutivo y en coordinación con la Dirección General de Estudios Económicos, en el análisis de los proyectos de iniciativas de leyes, reglamentos, acuerdos, decretos, normas oficiales mexicanas y demás disposiciones de observancia general en materia de competencia económica y libre concurrencia, incluyendo actos de autoridad;

II. Asesorar a los distintos órganos de la Comisión cuando éstos así se lo soliciten, y vigilar la legalidad de la actuación de los servidores públicos de la Comisión en el ejercicio de sus atribuciones;

III. Proponer a la Secretaría Ejecutiva la interpretación y los criterios generales de aplicación de las disposiciones normativas;

IV. Opinar respecto de los dictámenes que le turnen otras Direcciones Generales, y supervisar o tramitar el desahogo de los procedimientos jurídicos que realice la Comisión, incluyendo el conocimiento, trámite o desahogo de las pruebas en los mismos y del incidente de suspensión de la ejecución de resoluciones;

V. Representar a la Comisión en toda clase de procedimientos judiciales, administrativos, contenciosos administrativos y laborales, y coadyuvar en la elaboración de

VI. Formular los proyectos de programación y presupuestación de la Dirección General a su cargo;

VII. Asesorar y apoyar a los comisionados en los asuntos que sean de su especialidad, a través del Secretario Ejecutivo y de acuerdo con los lineamientos que autorice el Presidente;

VIII. Coordinar sus actividades con otras Direcciones Generales o unidades de la Comisión cuando así lo requiera el buen funcionamiento de la misma;

IX. Firmar los acuerdos o resoluciones de trámite que sean de su competencia;

X. Inspeccionar, supervisar y aplicar la normatividad interna de la Comisión;

XI. Aplicar los mecanismos de cooperación e intercambio de información con las distintas dependencias y entidades de la Administración Pública Federal, de los estados, los municipios u otros organismos públicos o privados, siempre que no se trate de información confidencial y de acuerdo con los lineamientos que hayan sido aprobados;

XII. Dar el debido cumplimiento a los sistemas de documentación, transmisión e intercambio de información;

XIII. Proponer al Presidente o al Secretario Ejecutivo la celebración de bases de concertación y colaboración con otras dependencias, entidades, instituciones u organismos públicos o privados, con el objeto de facilitar el despacho de los asuntos que les correspondan; y

los informes justificados en los juicios de amparo, así como presentar denuncias o querrelas ante el Ministerio Público en los casos en que procedan;

VI. Asesorar a los órganos de la Comisión en los asuntos laborales relativos al personal, incluyendo las prácticas y levantamiento de constancias y actas administrativas, y dictaminar sobre las bajas y demás sanciones que procedan respecto del personal;

VII. Expedir, por acuerdo del Secretario Ejecutivo, órdenes de presentación de documentación o información conforme a lo dispuesto por los artículos 21 ó 31 de la Ley, así como citar a declarar a quienes tengan relación con los casos de que se trate, aplicando en su caso las medidas de apremio señaladas por la Ley;

VIII. Supervisar la debida cumplimiento de las resoluciones de la Comisión, notificando al Secretario Ejecutivo el incumplimiento o insuficiencia en su ejecución;

IX. Señalar las bases y requisitos legales a que deban sujetarse los convenios y contratos que suscriba la Comisión, dictaminarlos y llevar registro de los mismos;

X. Recibir, tramitar y proponer los dictámenes sobre los recursos de reconsideración que se interpongan ante la Comisión, de conformidad con el artículo 39 de la Ley; y

XI. Vigilar la aplicación de las medidas de apremio previstas en el artículo 34 de la Ley y proponer al Secretario Ejecutivo, en coordinación con las Direcciones Generales competentes, el monto de la multa que corresponda.

ARTICULO 29.- Corresponde a la Dirección General de Estudios Económicos:

I. Realizar el análisis técnico-económico de los diversos mercados de bienes y servicios, de acuerdo con las políticas aprobadas por el Pleno;

II. Realizar los estudios técnicos para la resolución de los casos que se presenten ante la Comisión;

III. Estudiar leyes, reglamentos y normatividad vigente o en proyecto, así como los actos de autoridad, para determinar su impacto en la competencia económica y libre concurrencia, en coordinación con las Direcciones Generales correspondientes;

IV. Analizar el comportamiento de los distintos agentes económicos en los sectores regulados, por lo que respecta a competencia económica;

V. Estudiar las políticas, legislación y análisis de mercado en otros países, en materia de competencia económica y libre concurrencia para los efectos que el Presidente, según comisionando, la Secretaría Ejecutiva o la misma Dirección General determine; y

VI. Formular estudios y elaborar propuestas para establecer las políticas de competencia de la Comisión.

ARTICULO 30.- Corresponde a la Dirección General de Concentraciones:

I. Estudiar y dictaminar los casos que en materia de concentraciones se presenten a la Comisión, así como

como colaborar con las demás áreas en los asuntos en que se lo soliciten;

II. Expedir, por acuerdo del Secretario Ejecutivo, órdenes de presentación de documentación o información conforme a lo dispuesto por el artículo 31 de la Ley, así como citar a declarar a quienes tengan relación con los casos de que se trate, utilizando en su caso las medidas de apremio señaladas por la Ley;

III. Dictaminar los casos en que haya intervenido;

IV. Coordinar acciones conjuntas con otras instituciones o dependencias públicas o privadas, nacionales o extranjeras, así como solicitar información, cuando lo requiera la naturaleza de la investigación;

V. Supervisar, en coordinación con la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos, el desarrollo de las diligencias, evaluar los resultados de las mismas, y formular los informes correspondientes, así como las observaciones que considere pertinentes; y

VI. Recabar pruebas y cualquier otro elemento de convicción en los casos e investigaciones a su cargo, de acuerdo con las políticas de la Comisión, y en coordinación con la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos.

ARTICULO 32.- Corresponde a la Dirección General de Administración:

I. Proponer al Secretario Ejecutivo las medidas técnicas y administrativas que estime convenientes para la mejor organización y funcionamiento de la Comisión;

colaborar con las demás áreas en los asuntos en que se lo soliciten;

II. Estudiar los sectores económicos regulados y dictaminar, en lo conducente, los casos que en esta materia se presenten a la Comisión;

III. Proponer las condiciones conforme a las cuales deban ser aprobadas las concentraciones y supervisar su cumplimiento;

IV. Expedir por acuerdo del Secretario Ejecutivo, requerimientos de datos o documentos adicionales conforme a lo dispuesto por el artículo 21 de la Ley;

V. Estudiar los mercados, de acuerdo a los niveles de concentración o participación de los agentes económicos, así como las experiencias, normatividad y casos de concentraciones internacionales;

VI. Llevar el registro de las autorizaciones u observaciones que formule la Comisión, conforme a las normas aplicables; y

VII. Estudiar y hacer propuestas en materia de leyes, reglamentos y normatividad vigente o en proyecto, así como en materia de actos de autoridad relacionados con concentraciones, en coordinación con las Direcciones Generales correspondientes.

ARTICULO 31.- Corresponde a la Dirección General de Investigaciones:

I. Iniciar y coordinar las investigaciones que se lleven a cabo de oficio o a instancia de parte por la Comisión, así

Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos, su cumplimiento y difusión;

VIII. Ejecutar, en coordinación con la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos, las sanciones administrativas a que se haga acreedor el personal de la Comisión, de conformidad con los lineamientos establecidos por el Presidente o por el Secretario Ejecutivo;

IX. Autorizar, en coordinación con la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos, los contratos de arrendamiento, adquisiciones, prestación de servicios o cualquier otro que implique actos de administración, que celebre la Comisión, conforme a los lineamientos que señale el Secretario Ejecutivo;

X. Proponer a la Secretaría Ejecutiva los programas administrativos de operación, equipamiento, normatividad, vigilancia y seguridad, así como de racionalización del presupuesto, conforme a los lineamientos que señale la misma; y

XI. Determinar y difundir los lineamientos y normas para el diseño y desarrollo de los sistemas informáticos y electrónicos que la Comisión requiera.

II. Atender las necesidades administrativas de información interna, de acuerdo con los lineamientos señalados por la Secretaría Ejecutiva;

III. Proponer al Secretario Ejecutivo el proyecto de programa y presupuesto anual de la Comisión, así como vigilar su cumplimiento y realizar su evaluación, proponiendo las modificaciones pertinentes;

IV. Autorizar, conforme a los lineamientos que señale el Secretario Ejecutivo, la documentación necesaria para las erogaciones con cargo al presupuesto, así como presentar las que deban ser autorizadas conforme a la normatividad aplicable;

V. Atender, conforme a los lineamientos que señale el Secretario Ejecutivo, los asuntos del personal, su capacitación y el mejoramiento de sus condiciones económicas, sociales, culturales y de trabajo;

VI. Tramitar los nombramientos de los servidores públicos, y los movimientos del personal y resolver, en coordinación con la Dirección General de Asuntos Jurídicos y Contenciosos, los casos de terminación de los efectos del nombramiento de conformidad con las disposiciones jurídicas aplicables; así como emitir y, en su caso, certificar las constancias relativas al puesto o cargo que ocupen o hayan ocupado, sueldos y demás actividades inherentes de conformidad con los lineamientos que señalen el Presidente y el Secretario Ejecutivo;

VII. Participar en la elaboración de las condiciones generales de trabajo, coordinar los estímulos y recompensas establecidos, y vigilar, en coordinación con la

TITULO TERCERO DE LOS IMPEDIMENTOS Y EXCUSAS

ARTICULO 33.- Cada comisionado estará impedido de conocer cualquier asunto o caso en el que tenga interés directo o indirecto en los términos del artículo 26, último párrafo, de la Ley. Se considera que existe un interés directo o indirecto, cuando:

I. Tenga parentesco en línea recta, sin limitación de grado, en la colateral por consanguinidad, hasta el cuarto grado, y en la colateral por afinidad, hasta el segundo, con alguno de los interesados, sus representantes;

II. Tenga amistad íntima con alguna de las personas a que se refiere la fracción anterior;

III. Tenga interés personal en el asunto, o lo tenga su cónyuge;

IV. Sea heredero, legatario, donatario o fiador de alguno de los interesados, si el comisionado ha aceptado la herencia, el legado o la donación;

V. Haya sido perito, testigo, apoderado, patrono o defensor en el asunto de que se trata, o haya gestionado o recomendado anteriormente el asunto, en favor o en contra de alguno de los interesados;

VI. Esté en una situación que pueda afectar su imparcialidad en forma análoga a las anteriores.

Los comisionados tienen la obligación de excusarse del conocimiento de los negocios en que se presente alguno de los impedimentos señalados en este artículo, expresando concre-

tamente la causa del impedimento, en cuyo caso el Pleno fallará la excusa.

TITULO CUARTO DE LA RESPONSABILIDAD DE LOS SERVIDORES PUBLICOS DE LA COMISION

ARTICULO 34.- Los funcionarios y demás empleados de la Comisión estarán sujetos a responsabilidad administrativa en los casos de divulgación indebida de la información que obtengan en el ejercicio de sus funciones, sin perjuicio de la responsabilidad civil o penal que pudiera resultar.

TITULO QUINTO DE LAS MEDIDAS DE APREMIO

ARTICULO 35.- De conformidad con lo dispuesto por el artículo 34 de la Ley, la Comisión, a través de los servidores públicos competentes, podrá hacer uso de las medidas de apremio señaladas, en forma indistinta.

TRANSITORIO

UNICO.- El presente reglamento entrará en vigor al día siguiente de su publicación en el Diario Oficial de la Federación.

Publicado en el Diario Oficial de la Federación el 12 de octubre de 1993.

DIRECTORIO

COMISION FEDERAL DE COMPETENCIA

Presidente

Dr. Santiago Levy Algazi

Comisionados

Lic. Javier Aguilar Alvarez

Lic. Pedro Bosch Garcia

Dr. Pascual Garcia Alba Iduñate

Dr. Santiago Levy Algazi

Dr. Leonel Pereznielo Castro

Secretario Ejecutivo

Lic. Gabriel Castañeda Gallardo

Director General de Concentraciones,

Dr. Aslan Cohen

Director General de Administración,

Lic. Armando González González

Director General de Estudios Económicos,

Dr. Rafael del Villar Alrich

Dirección General de Investigaciones,

Lic. José Guillermo Zozaya

Director General Jurídico,

Lic. Miguel Rosillo Sánchez

Consultas:

Para mayor información y formatos para denuncias y notificaciones de concentraciones, favor de recurrir a la Oficina de Partes de la Comisión, Tamaulipas No. 150, Col. Hipódromo Condesa, México, D.F. 06140, México, o llamar al teléfono 286-23-92.

Diseño Editorial:

Harte Reinking y Asociados, S.A. de C.V.

Esta 2a. edición se terminó de imprimir en febrero de 1994, en los talleres de Diseño y Color S.A. de C.V.

La impresión se hizo en papel cultural de 90 grs.

Edición de 3,000 ejemplares, más sobrantes para reposición.

Anexo

GUIA PARA LA INICIACION DE PROCEDIMIENTOS

Esta guía señala los elementos básicos para iniciar los procedimientos. Su propósito es, por un lado, asegurar que las acciones de la Comisión se sujeten a lo dispuesto por la Ley federal de competencia económica; y por el otro, facilitar la iniciación de procedimientos por parte de los particulares y evitar que los mencionados elementos sean un obstáculo para que se acojan a la protección de la ley quienes a ella tienen derecho.

Iniciación de procedimientos

Antes de iniciar una gestión ante la Comisión, el interesado debe tener claro si se trata de una denuncia o notificación para el inicio de un procedimiento formal, sobre el cual deberá recaer una resolución con efectos jurídicos, o bien si se trata de una consulta o información que se pone a disposición de la Comisión. En el primer caso, la parte interesada deberá asegurarse de que la notificación o denuncia se refiera a los casos contemplados en la ley para la iniciación de procedimientos, identificando el tipo de conducta o acción que se solicita sea sancionada y que como tal deberá referirse a:

- denuncia de una práctica monopólica absoluta;
- denuncia de una práctica monopólica relativa;
- notificación previa para efectuar una concentración, en los casos que se requiera;
- denuncia de concentraciones monopólicas.

Para evitar que, tratándose de procedimientos formales, la solicitud o denuncia sea desechada por notoriamente improcedente, el interesado debe cerciorarse de que su planteamiento se refiera a situaciones consideradas en la ley como materia de la competencia de la Comisión. Lo anterior sin perjuicio de que se le informe a ésta de posibles hechos que pudieran desencadenar una investigación de oficio, respecto de las prácticas sancionadas por dicha ley; o se le consulte respecto de los procedimientos de la Comisión y de la interpretación de la ley.

La Comisión recibirá este tipo de comunicaciones en su domicilio. Las respuestas a las consultas hechas a la Comisión nunca serán vinculativas ni surtirán efectos jurídicos. Su propósito será, en su caso, orientar a los interesados respecto de futuras solicitudes formales de inicio de procedimientos con efectos jurídicos.

Notificaciones o denuncias

Todas las gestiones ante la Comisión para el inicio de procedimientos con efectos jurídicos, deberán:

- i) ser presentadas en castellano, en la Oficialía de Partes de la Comisión, por escrito (por cuadruplicado), por correo certificado con acuse de recibo o directamente al domicilio de la misma;
- ii) indicar el nombre, domicilio, número telefónico y demás datos que identifiquen al denunciante y, en su caso, al denunciado. Acompañar, en su caso, los poderes o certificaciones notariales correspondientes;
- iii) indicar el nombre, domicilio y número telefónico de las personas autorizadas para oír y recibir notificaciones y documentos;
- iv) mencionar el fundamento legal de la gestión o denuncia, refiriéndose a los artículos o fracciones aplicables de la Ley federal de competencia económica que le dan sustento;
- v) indicar la fecha y el lugar, y contener la firma del promovente.

Prácticas monopólicas absolutas

La ley señala condiciones específicas para el inicio de un procedimiento contra prácticas absolutas. Se requiere, además de las condiciones generales de procedimiento ya mencionadas, que se establezca el tipo de práctica absoluta al que se refiere la denuncia. Sin embargo, para evitar el desechamiento de la denuncia por notoriamente improcedente, es conveniente que en ésta se incluya lo siguiente:

- relación sucinta, clara y precisa de los hechos presuntamente violatorios de la Ley federal de competencia económica;
- pruebas documentales, estadísticas, contables o estudios que sustenten la denuncia.

Prácticas monopólicas relativas

En este caso la ley requiere que el denunciante señale los elementos que definen las prácticas denunciadas, y que demuestre que ha sufrido o puede sufrir un daño o perjuicio sustancial. Así, además de los requisitos generales de procedimiento señalados arriba, incisos i) a v), es necesario que la denuncia incluya:

- los elementos que configuran la práctica o las prácticas denunciadas;
- los conceptos que demuestren los daños o perjuicios sufridos por el denunciante.

Para que la Comisión no deseche las denuncias por notoriamente improcedentes, es conveniente incluir en ellas todos aquellos datos y pruebas que puedan sustanciar la denuncia. Para ello se deben considerar el tipo de conducta y las condiciones que la hacen violatoria de la ley.

Para que la Comisión dé entrada a las denuncias por prácticas monopólicas relativas, se evaluará su procedencia sobre la base de los elementos aportados

por el denunciante. Por ello es conveniente que éste consigne en su denuncia el mayor número de elementos que sirvan a la Comisión para concluir que existen bases suficientes para iniciar el procedimiento. Estos elementos podrán variar en su naturaleza y en el valor que se les dé de acuerdo con el caso concreto de que se trate. Entre los elementos que pueden servir para la mejor sustanciación de la demanda, se recomiendan:

- Identificación de las características del mercado en el que se realizan las presuntas prácticas monopólicas, como su tamaño, dimensión geográfica y la posibilidad que tienen los consumidores de sustituir por los bienes o servicios de otro mercado; así como los demás elementos que se considere pueden servir a la Comisión para determinar el mercado relevante, teniendo en consideración lo que se expone al respecto en la sección III de este folleto.
- La capacidad del denunciado para afectar la demanda, los precios y las demás condiciones del mercado (participación porcentual en las transacciones, competidores actuales y dificultades para la entrada de nuevos competidores). En este aspecto es conveniente tener en consideración lo expuesto en la sección III de este folleto en lo relativo al poder sustancial en el mercado relevante.
- Determinación del daño sufrido por el demandante, con referencia a costos incurridos, la posibilidad de reducir el daño causado mediante usos alternativos de los gastos efectuados por el demandante y, de ser posible, la cuantificación del monto probable del daño irreparable. Alternativamente, los elementos que prueben que la práctica le puede causar daños sustanciales en el futuro.

En el apéndice I se lista una relación de las condiciones que debe cumplir toda denuncia contra prácticas monopólicas relativas, así como de los elementos específicos que se consideran recomendables para sustanciarla, en lo referente a la configuración de los hechos o situaciones objeto de la misma y a los daños o perjuicios sufridos. Al considerar la aceptación de la denuncia, la Comisión aquilatará la relevancia de cada argumento sobre la base del caso de que se trate. En ocasiones algún dato o datos, por su significado, son suficientes para dar entrada a la demanda, sin necesidad de sustanciar otros aspectos de la misma, los cuales podrán ser objeto de consideración y análisis una vez iniciado el procedimiento.

Notificación previa de concentraciones

Puesto que las concentraciones no constituyen una práctica ilegal en sí misma, sólo se prohíben aquéllas que por su naturaleza resultan nocivas a la competencia y la libre concurrencia. Por ello, la ley determina que al igual que en los casos de las prácticas monopólicas relativas, la Comisión considere las condiciones del mercado relativas a las actividades de las empresas que participen en la concentración y el probable surgimiento de

condiciones perjudiciales al proceso de competencia por acumulación indeseable de poder sustancial para afectar el mercado mediante prácticas anticompetitivas.

La notificación se hará por escrito y se acompañará del proyecto jurídico de la concentración, los nombres o denominaciones sociales de los involucrados, sus estados financieros, su participación en el mercado y los demás elementos que permitan conocer la transacción pretendida. En el apéndice 2 se incluye una relación de los elementos que debe contener la notificación, así como de otros que se recomienda incorporar para que la Comisión pueda emitir una resolución sin contratiempos, en el entendido de que los datos y pruebas que la Comisión solicite posteriormente deberán ser proporcionados en virtud de la obligación que se tiene de hacerlo. Se hace notar que la Comisión ha elaborado un formato para estos efectos.

Denuncias de concentraciones monopólicas

Estas podrán ser interpuestas por los afectados y, con base en lo dispuesto por el artículo 32 de la Ley federal de competencia económica, estarán sujetas a requisitos similares a las correspondientes a las prácticas monopólicas relativas. En efecto, la ley no prohíbe en sí mismas las concentraciones, sino, en su caso, sobre la base de sus implicaciones monopólicas. El denunciante deberá aportar elementos que configuren la presunta ilegalidad de la concentración impugnada, y determinar el daño recibido o que pueda recibir.

Desechamiento de denuncias notoriamente improcedentes

La Comisión busca facilitar los trámites que ante ella se realicen, pero garantizando el cumplimiento de las disposiciones legales. Por ello, cuando se desechen denuncias por notoriamente improcedentes, se notificarán los motivos por los cuales se procedió de esa manera, para que el denunciante disponga de mayores elementos para, en su caso, presentar una nueva denuncia sobre los mismos hechos que cumpla con los requisitos para el inicio del procedimiento correspondiente.

El desechamiento por improcedencia notoria, cuando se refiere a cuestiones de forma, no implica ninguna opinión de la Comisión sobre la legalidad o ilegalidad de los hechos objeto de la denuncia, por lo que se podrá presentar nuevamente la denuncia correspondiente, ya corregida. El propósito del procedimiento, lejos de obstaculizar, es el de ayudar a cumplir con los trámites requeridos.

Apéndice 1

GUIA INDICATIVA PARA LA PRESENTACION DE DENUNCIAS
DE PRACTICAS MONOPOLICAS RELATIVAS

1. Presentar escrito (por cuadruplicado) redactado en castellano, por correo certificado con acuse de recibo, o directamente en el domicilio de la Comisión Federal de Competencia:

Tamaulipas N° 150
Col. Hipódromo Condesa
C.P. 06140, México, D.F.
2. Indicar el nombre, domicilio, número de teléfono y demás datos que identifiquen al denunciante y al denunciado. Acompañar, en su caso, los poderes o certificaciones notariales correspondientes.
3. Indicar el nombre, domicilio y número telefónico de las personas autorizadas para oír y recibir notificaciones y documentos, en su caso.
4. Relación sucinta, clara y precisa de los hechos presuntamente violatorios de la Ley federal de competencia económica.
5. Acompañar las pruebas documentales, estadísticas, contables o estudios que sustenten la denuncia, relacionándolas de preferencia con cada uno de los hechos o puntos narrados.
6. Los documentos en idioma extranjero deberán acompañarse con sus correspondientes traducciones al castellano realizadas por perito autorizado. Si se trata de documentos públicos extranjeros, éstos deberán presentarse debidamente legalizados por las autoridades consulares correspondientes.
7. La mención del fundamento legal de la denuncia. Dicha mención debe encuadrar en las hipótesis establecidas por la Ley federal de competencia económica que describe la conducta denunciada.
8. Descripción y, en lo posible, comprobación de los elementos que configuran la práctica relativa como violatoria de la ley. Para ello se podrán incluir datos y documentos referentes a:
 - 8.1. Descripción del mercado afectado por la práctica impugnada, tales como su tamaño, su dimensión geográfica, etc. (Véase lo referente a la definición del mercado relevante en la sección III.)
 - 8.2. Elementos por los que se presume que el denunciado tiene poder para interferir sustancialmente en el funcionamiento del mercado correspondiente, tales como su participación en el mismo (v. gr.: porcentaje en las ventas o en las compras); las dificultades para sustituir los bienes o servicios del denunciado por los de otros mercados; la existencia de competidores del denunciado; la facilidad para la entrada de nuevos competidores (inversiones necesarias, reglamentaciones, etc.). Se recomienda

tener en cuenta lo relativo al poder sustancial en el mercado que fue discutido en la sección III.

- 8.3. Estadísticas y documentos contables o cualesquier otro dato o indicio que sustenten lo referido en los dos subincisos anteriores.
9. Descripción y, en lo posible, cuantificación y comprobación del daño sufrido o que pueda sufrir el denunciante, tales como los gastos incurridos y no recuperables y los demás elementos que se consideren pertinentes.

Apéndice 2

GUIA INDICATIVA PARA LA NOTIFICACION PREVIA DE CONCENTRACIONES

1. Presentar escrito (por cuadruplicado) redactado en castellano, por correo certificado con acuse de recibo, o directamente en el domicilio de la Comisión Federal de Competencia:

Tamaulipas N° 150
Col. Hipódromo Condesa
C.P. 06140, México, D.F.
2. Indicar nombre, domicilio, número telefónico y demás datos que identifiquen a los interesados en notificar a la Comisión la concentración de que se trate. Acompañar los poderes o certificaciones notariales correspondientes.
3. Indicar nombre, domicilio y número telefónico de las personas autorizadas para oír y recibir notificaciones y documentos, en su caso.
4. De acuerdo con los artículos 16 y 20 de la Ley federal de competencia económica, el interesado debe hacer una relación clara, precisa y detallada del acto de concentración que se pretende llevar a cabo, acompañando copia del proyecto jurídico del acto de que se trate.
5. Acompañar todas las pruebas documentales, estadísticas contables, estudios económicos que sustenten la notificación, como sus estados financieros del último ejercicio, su participación en el mercado y los demás datos que permitan conocer la transacción pretendida.
6. Los documentos en idioma extranjero deberán acompañarse con sus correspondientes traducciones al castellano realizadas por perito autorizado. Si se trata de documentos públicos extranjeros, éstos deberán presentarse debidamente legalizados por las autoridades consulares correspondientes.
7. Elementos por los que se presume que la concentración no implica un riesgo significativo de que conduzca a prácticas monopólicas, tales como las participaciones en los mercados afectados, tanto previas como las que resultarían de la concentración; la declaración de motivos para la concentración; la existencia de competidores actuales o potenciales; las

condiciones que en su caso facilitan la entrada de nuevos competidores (normas legales y reglamentarias, inversión mínima, etc.); la posibilidad de la sustitución de los bienes y servicios ofrecidos por los de otros mercados (tanto por la cercanía de otras fuentes como por la existencia de sustitutos en la localidad de los mercados afectados); la posibilidad de importación de los bienes producidos; así como cualquier otro elemento que se considere relevante.

Cabe señalar que la simple presentación de la notificación da inicio automáticamente al procedimiento, pero que el vencimiento de los plazos para que la Comisión resuelva depende, en su caso, de la presentación a satisfacción de dicha Comisión, de la información y documentación adicional que ésta solicite, en los plazos y condiciones señalados por la ley. Por ello es conveniente que la notificación esté desde su inicio suficientemente sustentada.

Es necesario hacer notar que la Comisión ha elaborado un formato para la notificación de concentraciones, el mismo que se proporciona por la propia Comisión.

Annex III
SLOVAK REPUBLIC

Act No. 188 "Protection of Economic Competition"

THE ACT No. 188

**of the NATIONAL COUNCIL of the SLOVAK REPUBLIC
of July 8, 1994**

ON PROTECTION OF THE ECONOMIC COMPETITION

The National Council of the Slovak Republic has adopted this Act:

Part I
INTRODUCTORY PROVISIONS

Article 1
Purpose of the Act

The purpose of this Act is to protect economic competition in the markets for products and services (hereinafter only "goods") against prevention, restriction or distortion (hereinafter only "restriction on competition") as well as to create conditions for its further development, in order to promote economic progress for the benefit of consumers.

Article 2
Scope of the Act

(1) This Act shall apply to:

- (a) entrepreneurs¹⁾, other natural persons and legal persons who undertake economic activities and their associations (hereinafter only "entrepreneurs");
- (b) state administrative authorities and municipalities in their administrative activities which are linked to economic competition.

(2) This Act shall apply to all activities and negotiations, with the exception of restrictions on competition to the extent ensuing from special laws.²⁾

(3) This Act shall also apply to activities and negotiations taking place abroad, if they lead or may lead to a restriction on competition in the domestic market.

(4) This Act shall not apply to a restriction on competition with exclusive effects in a foreign market, unless international agreements binding for the Slovak Republic state otherwise.

1) Article 2, Paragraph (2) of the Commercial Code.

2) E. g. Article 2 of the Act No. 222/1946 Coll. of Laws on Postal Services;
Articles 5 and 7 of the Act No. 2/1991 Coll. of Laws on Collective Bargaining;
Article 18 of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 566/1992 Coll. of Laws on the National Bank of Slovakia;
Article 1 of the Act of the National Council of the Slovak Republic No. 7/1993 Coll. of Laws on Establishing of the National Insurance and on Financing of Health Insurance, Sickness Insurance and Retirement Insurance.

Part II
TYPES OF THE UNLAWFUL RESTRICTIONS ON
COMPETITION AND CONCENTRATION

Agreements Restricting Competition
Article 3

(1) Agreements and concerted practices between entrepreneurs as well as decisions of their associations whose object or effect is or may be the restriction on competition (hereinafter only "agreements restricting competition") are prohibited, if this Act does not state otherwise.

(2) There are prohibited agreements restricting competition that involve in particular:

- (a) direct or indirect fixing of prices;
- (b) commitment to limit or control production, sales, technical development, or investment;
- (c) division of the market or of sources of supply;
- (d) commitment by the parties to the agreement that different conditions of trade, relating to the same subject matter of the contract will be applied to individual entrepreneurs that will disadvantage some of them in competition;
- (e) conditions that conclusion of contracts will require the acceptance of supplementary obligations which are not related to the subject of these contracts either by their nature or according to commercial usage.

(3) The agreements restricting competition prohibited in accordance with Paragraph (1) shall be void. If the reason for nullity is related only to a part of the agreement, then only that particular part is void. If the portion of the agreement restricting competition cannot be separated from the remainder of the agreement, then the entire agreement is void.

Article 4

(1) Agreements for the transfer of rights or the grant of licences over inventions, industrial designs, trade marks, names of entrepreneurs, protected varieties of plants or breeds of animals, utility models and protected topographies of semiconductor products³⁾ or part of these agreements are prohibited and void in accordance with Article 3, if restrictions on competition imposed to an acquirer of these rights are not necessary for the safeguarding of existence of these rights. The same shall apply to agreements granting rights to works and performances protected under the Authorship Act.⁴⁾

(2) The provision of Paragraph (1) shall apply similarly to transfer of rights or the granting of licences over objects of industrial ownership and to manufacturing and commercial knowledge and experience (know-how) that are not protected by special laws.

3) Act No. 527/1990 Coll. of Laws on Inventions, Industrial Designs and Rationalization Proposals;
Act No. 174/1988 Coll. of Laws on Trade Marks;

Article 18 of the Commercial Code (protection of names of entrepreneurs);
Act No. 132/1989 Coll. of Laws on Protection of Rights to New Varieties of Plants and Breeds of Animals;
Act No. 478/1992 Coll. of Laws on Utility Models;

4) Act No. 35/1965 Coll. of Laws on Literal, Scientific and Artistic Works (The Authorship Act) as amended.

Article 5

(1) The ban in accordance with Articles 3 and 4 shall not apply to agreements restricting competition that at the same time:

- (a) contribute to improving the production or distribution of goods or to promoting technical or economic progress;
- (b) allow users a fair share of the resulting benefit;
- (c) do not impose on the parties to the agreement restricting competition such restrictions which are not indispensable to the attainment of these objectives; and
- (d) do not afford the parties to the agreement restricting competition the possibility of eliminating competition in respect of a substantial part of the goods in question.

(2) Antimonopoly Office of the Slovak Republic⁵⁾ (hereinafter only the "Authority") may require entrepreneurs to prove that their agreements restricting competition fulfil the conditions set out in Paragraph (1).

(3) Entrepreneurs can apply to the Authority for a decision, whether the agreements restricting competition within the meaning of Articles 3 and 4 fulfil the conditions described in Paragraph (1), (negative clearance).

(4) The Authority shall issue a decree with detailed provisions of the conditions described in Paragraph (1).

Article 6

The Authority shall modify or withdraw the decision in accordance with Article 5, Paragraph (3), if:

- (a) circumstances decisive for its issuing have changed substantially;
- (b) the decision was based on untrue or incomplete data, or was induced by a deceit.

Article 7

Abuse of a Dominant Position in the Market

(1) A dominant position in the market is held by one entrepreneur or by several entrepreneurs, who are not subjected to substantial competition, or as a result of their economic strength they can behave independently from other entrepreneurs and consumers and can restrict competition.

(2) If it is not proved otherwise, it shall be presumed that an entrepreneur is not subjected to substantial competition within the meaning of Paragraph (2), if his share of supply or purchase of identical or inter-changeable goods in the relevant market is at least 40 per cent.

(3) Relevant market is a geographical and temporal equilibrium of supply and demand of such group of goods, which are for the satisfaction of certain needs of users identical or mutually interchangeable. Relevant market is defined in product, geographical and time dimensions.

5) Articles 20 and 23 of the Act No. 347/1990 Coll. of Laws on Organization of Ministries and Other Central State Administrative Bodies of the Slovak Republic as amended.

(4) Abuse of a dominant position in the market is prohibited.

(5) The abuse of a dominant position in the market is in particular:

- (a) direct or indirect enforcement of disproportionate conditions in contracts;
- (b) restricting the production, sale or technological development of goods to the detriment of consumers;
- (c) applying different conditions for equal or comparable transactions to individual entrepreneurs in the market, which constituting a competitive disadvantage;
- (d) making the conclusion of the contract conditional upon another party accepting additional conditions, unrelated to the object of the contract both in substance and in customary commercial practice.

Concentration Article 8

(1) A concentration shall be a process of an economic combining through:

- (a) merger or amalgamation of two or more previously independent entrepreneurs or transfer of an enterprise, or a part of an enterprise to another entrepreneur; or
- (b) acquisition of control by one or more entrepreneurs over an enterprise of another entrepreneur or over a part of it.

(2) Acquisition of control within the meaning of Paragraph (1), part (b) is the possibility to exercise decisive influence on an enterprise's activities, especially by means of:

- (a) ownership or the right to use the whole enterprise or a part thereof;
- (b) rights, contracts or other means which permit the exercise of decisive influence on composition, voting or decisions of the organs of the enterprise.

(3) A creation of an enterprise jointly controlled by several entrepreneurs (joint venture) shall be deemed to be an acquisition of control within the meaning of Paragraph 1, part (b).

(4) A concentration shall not be deemed where:

- (a) credit and other financial institutions or insurance companies temporarily acquire securities providing control over an enterprise of another entrepreneur or over a part thereof with the view to reselling it, provided they do not exercise voting or other rights with a view to determining the competitive behaviour of that enterprise;
- (b) temporary acquiring of control over an enterprise of another entrepreneur or over a part thereof is ensuing from special laws.⁶⁾

Article 9

(1) Concentration is subject to control by the Authority, if:

- (a) the combined turnover of the participants of the concentration is at least 300 million Slovak crowns and at least two of the participants of the concentration achieved turnover, each one at least 100 million Slovak crowns for the previous accounting time period⁷⁾; or

⁶⁾ Article 11 of the Act No. 92/1991 Coll. of Laws on Conditions of Transfer of the State Property to Other Persons as amended;

Articles 4a and 8 of the Act No. 328/1991 Coll. of Laws on Bankruptcy as amended;
Article 68 of the Commercial Code (on liquidation of an undertaking).

⁷⁾ Article 3 of the Act No. 563/1991 Coll. of Laws on Book-keeping.

- (b) the joint share of the participants of concentration exceeds 20 per cent of the total turnover in identical or interchangeable goods in the market of the Slovak Republic.

(2) The combined turnover or joint share within the meaning of Paragraph (1) shall be the sum of turnovers of:

- (a) participants of concentration;
- (b) entrepreneurs, in which the participant of concentration owns more than half of the capital, or has the power to exercise more than half of the voting rights, or the power to appoint more than half of the members of organs of the enterprise, or the right to manage the enterprise;
- (c) entrepreneur who owns or has the rights described in part (b) in an enterprise of the participant of concentration;
- (d) all other entrepreneurs in which the entrepreneur mentioned in part (c) owns or has the rights described in part (b).

(3) If a mutual fund or investment company acquires control over an enterprise of another entrepreneur, the combined turnover or joint share within the meaning of Paragraph (1) shall be the sum of turnovers of entrepreneurs in which the mutual fund or investment company - including all mutual funds administered by the investment company - owns more than 10 per cent of the capital, or has the right to exercise more than 10 per cent voting rights, or has the right to manage the enterprise.

(4) The concentration which is subject to control within the meaning of Paragraph (1) must be notified to the Authority within 15 days after the submission of the bid in a public tender, or the conclusion of the agreement, or the acquisition of control over an enterprise of another entrepreneur or over a part thereof by other means.

(5) The notification of concentration in accordance with Article 8, Paragraph 1 part (a) and Paragraph (3) shall be submitted by the participants jointly, and in other cases shall be submitted by the entrepreneur who acquired control over an enterprise of another entrepreneur or over a part thereof. The notification must contain:

- (a) a written agreement or description of the means, by which concentration will occur;
- (b) identification data on participants of concentration to the extent in which they are registered in the Commercial Register;
- (c) data on property and personnel linkage of each of the participants involved in concentration;
- (d) calculations of shares in the relevant markets, balance sheets and financial statements of the participants of concentration for the previous accounting time period including entrepreneurs by property or personnel linked to them;
- (e) reasons and effects of concentration and its impact on competition;
- (f) the list of main suppliers, buyers and competitors of the participants of concentration in the relevant markets.

(6) It is prohibited for the participants of the concentration which is subject to control within the meaning of Paragraph (1), to realize any such measures connected with concentration that could lead to irreversible changes, and this in time period before the notification to one month after the notification. The Authority may at the request of the participants of concentration grant an exemption from the ban, if there is a danger of damage to the participants of concentration or other legal persons or natural persons. The decision may be made subject to conditions in order to preserve market structure before concentration.

Article 10

(1) On the basis of the notification of concentration, the Authority shall issue within one month from its submission a decision on concentration, and in case the Authority shall not issue a decision, it shall issue a preliminary ruling that will prolong suspension of concentration in accordance with Article 9, Paragraph (6). If the Authority has issued a preliminary ruling, the decision on concentration will be issued within three months after the issuing of the preliminary ruling. If the Authority shall not decide within stipulated time period, then it means that it shall acquiesce to the concentration. The stipulated time period does not begin if the notification is incomplete and the Authority shall call participant's attention on insufficiency of the notification in written form.

(2) The Authority shall prohibit the concentration if it creates or strengthens a dominant position in the market unless the participants prove that the harm which results from the restriction on competition will be outweighed by overall economic advantages of the concentration.

(3) If the concentration is not contrary to this Act, the Authority shall issue a decision that it agrees with concentration. The Authority can impose conditions for completion of concentration connected to competition.

(4) The Authority shall change or withdraw a decision in accordance with Paragraphs (1) to (3), if:

- (a) the concentration was completed other than as notified, or the participants of concentration have acted in contravention of the conditions established in decision;
- (b) the decision was based on untrue or incomplete data submitted by the participants of concentration or was induced by deceit.

(5) If the concentration which is subject to control within the meaning of Article 9, Paragraph (1) was consummated without notification, the Authority may impose measures for remedy, including division of an enterprise of the participants on concentration. The Authority shall act in this way only if the conditions for prohibition of concentration according to the Paragraph (2) are met.

Part III THE AUTHORITY

Article 11

(1) The Authority is entitled:

- (a) to investigate and to determine the position of entrepreneurs in the relevant market;
- (b) to issue the decision whether the agreement restricting competition is prohibited and void in accordance with Articles 3 and 4;
- (c) to issue the decision on obligation to refrain from fulfilment of agreement restricting competition and to remedy a breach;
- (d) to decide whether the agreement restricting competition fulfils conditions described in Article 5;
- (e) to issue the decision, whether certain behaviour is by its nature an abuse of dominant position in the market in accordance with Article 7;
- (f) to issue the decision on obligation to refrain from the abuse of a dominant position in the market and to remedy a breach, if it is in contrary with Article 7;
- (g) to issue the decision whether a concentration is under control of the Authority in accordance

- with Articles 8 and 9 and to issue the decision granting an exemption from the ban to realize measures within the meaning of Article 9, Paragraph (6);
- (h) to issue decisions on concentration in accordance with Article 10;
 - (i) to issue preliminary rulings in accordance with Articles 10 and 12, Paragraph (6);
 - (j) to impose fines on entrepreneurs in accordance with Article 14;
 - (k) to publicize notifications of the concentrations, decisions of the Authority, which have come into force and additional corrective measures;
 - (l) to control implementation of decisions issued in proceedings by the Authority;
 - (m) to require state administrative and local bodies to remedy the state of affairs in accordance with Article 18;
 - (n) to conduct general inquiry into particular economic sectors, if restriction on competition has occurred in them;
 - (o) to propose other measures for protection and support of competition.

(2) In the execution of this Act the employees of the Authority have the right to request from entrepreneurs all materials and information which are necessary for activities of the Authority, in particular:

- (a) business records or legal documents and to take copies or extracts from them;
- (b) to ask for oral or written explanation on the spot;

(3) When fulfilling the goals of this Act the employees of the Authority have the right to enter any premises, land and means of transportation of entrepreneurs.

(4) The Authority may request from other state administrative bodies materials and information about the entrepreneur, which are protected by special laws.⁸⁾

(5) The Authority shall represent the Slovak Republic in international negotiations about agreements in the area of the economic competition.

P a r t I V P R O C E E D I N G S B E F O R E T H E A U T H O R I T Y

A r t i c l e 1 2

(1) Proceedings before the Authority shall begin on its own initiative or if petitioned by an entrepreneur.

(2) The participants in the proceedings shall be the petitioner and the entrepreneurs about whose rights, interests protected by the law or duties stipulated by this Act shall be decided.

(3) In cases in which a special law stipulates an obligation to pay an administrative fee, the petitioner must submit a receipt indicating payment of the administrative fee.

- (4) The Authority may stop the proceedings, if
- (a) the petitioner does not eliminate insufficiency of the petition or does not submit requested materials and information within the time period stated by the Authority;
 - (b) the petitioner has withdrawn its petition;
 - (c) reason for proceedings did not exist or ceased to exist.

8) E. g. Article 36 of the Act No. 322/1992 Coll. of Laws on State Statistics;
Article 28 of the Act No. 248/1992 Coll. of Laws on Investment Companies and Mutual Funds.

(5) If the nature of the case requires, the Authority shall make its decision following a hearing, to which the participants shall be invited. The Authority is obliged to ask participants in the proceedings to make submissions on the subject matter of the proceedings and on the outcome of the investigations carried out by the Authority.

(6) In proceedings begun in accordance with the preceding Paragraphs, the Authority is entitled to issue a preliminary ruling temporarily governing legal relations until the final decision is reached, if this is necessary to safeguard legitimate interests or if execution of the final decision would otherwise be thwarted or seriously hampered.

(7) Unless stated otherwise in this Act, proceedings before the Authority are governed by the provisions of the Administrative Procedure Act.⁹⁾

Article 13

(1) If a party to the proceedings disagrees with the final decision of the Authority, it may bring an action before the Supreme Court requesting a review of the decision.¹⁰⁾

(2) The deadline for bringing an action in accordance with Paragraph (1) is 30 days from the date on which the decision was delivered to the party to the proceedings.

Article 14

Fines

(1) The Authority is entitled to fine entrepreneurs for breaching duties stipulated by this Act according to its importance up to 10 per cent of their turnover for the previous accounting time period and if it is not possible to calculate the turnover, up to 10 million Slovak crowns. If it is proved that the entrepreneur obtained material profit from breaching a duty, the fine shall be at least equal to this profit. The Authority cannot impose a fine to entrepreneurs that applied for the decision within the meaning of Article 5, Paragraph (3).

(2) The Authority may impose a fine up to 1 million Slovak crowns to an entrepreneur who does not submit in the determined time period the requested material or true information or who do not allow their inspection or entry in accordance with Article 11, Paragraphs (2) and (3).

(3) The Authority may impose a fine up to 100 000 Slovak crowns to entrepreneur who does not participate in hearings without having any serious reason for not doing so, or who by their action make the process of the proceedings more difficult.

(4) The Authority may impose a fine up to the amount described in Paragraph (1) to entrepreneur who does not keep with the decision of the Authority which came into force.

(5) The fines, described in the previous paragraphs, may be imposed even repeatedly.

9) Act No. 71/1967 Coll. of Laws on Administrative Proceedings (The Administrative Procedure Act).

10) Article 244 of the Civil Procedure Code.

(6) The fines in accordance with Paragraphs (1), (2) and (4) may be imposed by the Authority within one year of discovery of the breach, however, at least within three years following the day in which the breach of duty occurred.

(7) If an entrepreneur fails to pay the imposed fine before the set deadline, he shall be obliged to pay a penalty 0,5 per cent of the amount of the imposed fine per day of delay.

P a r t V
**OBLIGATIONS OF THE ENTREPRE-
NEURS AND CONFIDENTIALITY**

Article 15

Entrepreneurs are obliged to deliver to the Authority requested materials and information and to submit its investigations in accordance with Article 11, Paragraph (2), to cooperate with the Authority in its examination and to allow employees of the Authority to enter any premises, land and means of transportation of entrepreneurs.

Article 16

(1) Materials and information acquired by the Authority from entrepreneurs may be used only for the purpose for which they were requested.

(2) All employees of the Authority as well as those entrusted with occurred tasks that fall within the competence of the Authority, are required to keep as confidential all facts relating to the commercial secrets¹¹⁾ which they have learned in connection with the implementation of their professional duties.

P a r t VI
**CIVIL LAW LITIGATIONS ARISING
FROM UNLAWFUL
RESTRICTION ON COMPETITION**

Article 17

(1) Consumers whose rights have been violated by unlawful restriction on competition may require the violating party to refrain from behaviour or to remedy the breach. This right may also be claimed by a legal person authorized to protect the interests of consumers.

(2) After the commencement or the final conclusion of litigation to halt such unlawful conduct or rectify such a detrimental situation, lawsuits brought by other entitled persons involved in the same matter shall not be admissible; these other entitled persons may, however, join the proceedings as subsidiary participants according to special provisions.¹²⁾ A legitimate ruling on such claims - providing it is made to only one claimant - shall similarly be applied to the other entitled persons.

11) Article 17 of the Commercial Code.

12) Article 93 of the Civil Procedure Code.

(3) The procedure for raising claims in accordance with Paragraph (1) is governed by civil law regulations, if not stated otherwise by this Act. The court may permit the party who won the case the right to have the judgement publicized at the expense of the losing party and if necessary, may determine the scope, manner and form of the publication. The cost of the proceedings shall be governed by the respective provisions of the Civil Procedure Code.¹³⁾

Part VII
**INTERVENTIONS BY THE STATE
ADMINISTRATIVE AUTHORITIES
AND MUNICIPALITIES**

Article 18

(1) State administrative authorities and municipalities may not, by their own actions, by support or in any other way, restrict competition.

(2) The Authority shall supervise the observance of Paragraph (1). Based on evidence and an assessment of the effect, the Authority may require state administrative authorities or municipalities to remedy the state of affairs.

Part VIII
**SUPPORT OF ECONOMIC COMPETITION DURING
THE PRIVATIZATION PROCESS**

Article 19

(1) State organizations and state administrative bodies are required, when transferring state property to other persons within the meaning of the special law¹⁴⁾ to proceed in the way that secures appropriate de-concentration of privatized enterprises. Where the state organization's market share has exceeded the threshold stipulated in Article 7 Paragraph (2), the state administrative body which is the establisher or creator of the state organization (hereinafter only "establisher") shall ensure the carrying out of an assessment, containing in particular:

- (a) determining of market share of the state organization and expected market share of a new enterprise in the relevant market;
- (b) an assessment of the competitiveness of the new enterprise taking into account its existing involvement in the world market and foreseeable foreign competition in the domestic market, particularly taking into account the technological level, the size of the competing enterprises and other considerations characteristic of competitiveness in a certain field of industry;
- (c) turnover of the state organization for the previous accounting time period.

13) Article 137 of the Civil Procedure Code.

14) Act No. 92/1991 Coll. of Laws on Conditions of Transfer of State Property to Other Persons as amended.

(2) The Authority shall be required to advance its view to the draft of privatization project submitted by the establisher in accordance with the special law¹⁵⁾ from the viewpoint appropriate de-concentration described in Paragraph (1) within 8 working days. If the establisher disagrees with the ruling of the Authority, then the case will be decided by the government of the Slovak Republic, following an appeal of the establisher.

(3) If the Ministry for Administration and Privatization of National Property of the Slovak Republic (hereinafter only "Ministry") when approving draft of the privatization project shall proceed in the way that it changes conditions for appropriate de-concentration contained in the draft of the privatization project, the Ministry shall be required to submit a draft of the privatization project to the Authority for review. The Authority shall be required to advance its view to it from the viewpoint of the appropriate de-concentration described in Paragraph (1) within 8 working days. If the Ministry disagrees with the ruling of the Authority, the case will be decided by the Government of the Slovak Republic, following an appeal of the Ministry.

(4) If direct sale of property of the state organization or a part thereof shall be proposed and the combined turnover of the state organization, or as the case may be its privatized part and the entrepreneur who would acquire this property in accordance with draft of the privatization project will reach threshold settled in Article 9, the entrepreneur shall proceed in accordance with suitable provisions of Articles 8 and 9. When determining turnover the Article 9 shall be applied analogous. Notification of intention to acquire the property shall be submitted by entrepreneur at whatever time, at least when submitting draft of the privatization project to the establisher. The Authority shall proceed in accordance with suitable provisions of Articles 8 to 10 analogous.

Article 20
Actions by Municipalities to Prevent the
Creation of Dominant Position of Entrepreneurs
During the Transfer of Municipal Property

Municipalities during the transfer of municipal property are required to care of the creation of a competitive environment in respective regional or local markets.

Article 21

(1) Decisions of the associations of entrepreneurs accordance with Articles 3 which were adopted before this Act came into force and their effects continue for the next time, shall be harmonized to this Act by entrepreneurs within three months time period after this Act shall come into force, otherwise they shall be void.

(2) Proceedings before the Authority which had begun before the day in which this Act came into force, will be resolved according to the recent provisions of the Act.

15) Article 8 Paragraph (1) of the Act No. 92/1991 Coll. of Laws as amended.

Part IX
FINAL PROVISIONS

Article 22

The Government of the Slovak Republic by its order may set the limits described in Article 9 Paragraph (1) for some industries or may modify these limits according to a development of the economic conditions.

Article 23

Provision of the Article 7 on dominant position in the market and relevant market shall apply analogous to other provisions of the Act, in which these terms are applied.

Article 24

The Act No. 63/1991 Coll. of Laws on Protection of Economic Competition as amended by the Act No. 495/1992 Coll. of Laws shall be hereby repealed.

Article 25

This Act shall come into force on August 1, 1994.

Annex IV

REPUBLIC OF ZAMBIA

"The Competition and Fair Trading Act" No. 18, 1994

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 59

THE COMPETITION AND FAIR TRADING ACT, 1994

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART I
PRELIMINARY

Section

1. Short title and commencement
2. Interpretation
3. Non-application

PART II
ZAMBIA COMPETITION COMMISSION

4. Establishment of Commission
5. Seal of Commission
6. Functions of Commission

PART III
ANTI-COMPETITIVE TRADE PRACTICES, ETC.

7. Enumeration of anti-competitive trade practices
8. Control of mergers and takeovers
9. Trade agreements
10. Anti-competitive trade practices by associations
11. Criteria for controlling monopolies and concentrations of economic power
12. Unfair trading
13. Authorisation of allowable acts
14. Powers of Executive Director

PART IV
GENERAL

15. Appeals
16. Offences and penalties
17. Regulations

SCHEDULE—Zambia Competition Commission

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 61

GOVERNMENT OF ZAMBIA

ACT

No. 18 of 1994

Date of Assent: 11th May, 1994

An Act to encourage competition in the economy by prohibiting anti-competitive trade practices; to regulate monopolies and concentrations of economic power; to protect consumer welfare; to strengthen the efficiency of production and distribution of goods and services; to secure the best possible conditions for the freedom of trade; to expand the base of entrepreneurship; and to provide for matters connected with or incidental to the foregoing.

[3rd June, 1994

ENACTED by the Parliament of Zambia.

Enactment

PART I

PRELIMINARY

1. This Act may be cited as the Competition and Fair Trading Act, 1994, and shall come into operation on such date as the Minister may, by statutory instrument, appoint.

2. In this Act, unless the context otherwise requires—

- " affiliated " means associated with each other, formally or informally, by shareholding or otherwise;
- " anti-competitive trade practices " means the trade practices enumerated in sections *seven, eight, nine and ten*;
- " Chairman " means the Chairman of the Commission, elected under paragraph 1 of the Schedule;
- " Committee " means a committee of the Commission, established under paragraph 5 of the Schedule;
- " consumer " includes any person—

(a) who purchases or offers to purchase goods otherwise than for the purpose of resale but does not include a person who purchases any goods for the purpose of using them in the production and manufacture of any other goods or articles for sale;

(b) to whom a service is rendered;

Short title
and
commence-
ment
Interpreta-
tion

62 No. 18 of 1994] *Competition and
Fair Trading*

- "customer" means a person who purchases goods or services;
- "distribution" includes any act by which goods are sold or services supplied for consideration;
- "distributor" means a person who engages in distribution;
- "Executive Director" means the Executive Director appointed under paragraph 7 of the Schedule;
- "manufacturing" means transforming, on a commercial scale, raw materials into finished or semi-finished products, and includes the assembling of inputs into finished or semi-finished products but does not include mining;
- "member" means a member of the Commission;
- "monopoly undertaking" means a dominant undertaking or an undertaking which together with not more than two independent undertakings—
 - (a) produces, supplies, distributes or otherwise controls not less than one-half of the total goods of any description that are produced, supplied or distributed throughout Zambia or any substantial part of Zambia; or
 - (b) provides or otherwise controls not less than one-half of the services that are rendered in Zambia or any substantial part thereof;
- "person" includes an individual, a company, a partnership, an association and any group of persons acting in concert, whether or not incorporated;
- "sale" includes an agreement to sell or offer for sale and includes the exposing of goods for sale, the furnishing of a quotation, whether verbally or in writing, and any other act or notification by which willingness to enter into any transaction for sale is expressed;
- "Secretary" means the person appointed as such under paragraph 8 of the Schedule;
- "service" includes the sale of goods where the goods are sold in conjunction with the rendering of a service;
- "supply", in relation to goods, includes supply or resupply by way of sale, exchange, lease, hire or hire purchase;
- "trade association" means a body of persons which is formed for the purpose of furthering the trade interests of its members or of persons represented by its members; and

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 63

"trade practice" means any practice related to the carrying on of any trade and includes anything done or proposed to be done by any person which affects or is likely to affect the method of trading of any trader or class of traders or the production, supply or price in the course of trade of any goods, whether real or personal, or of any service.

3. Nothing in this Act shall apply to—

Non-applicator

- (a) activities of employees for their own reasonable protection as employees;
- (b) arrangements for collective bargaining on behalf of employers and employees for the purpose of fixing terms and conditions of employment;
- (c) activities of trade unions and other associations directed at advancing the terms and conditions of employment of their members;
- (d) the entering into an agreement in so far as it contains a provision relating to the use, licence or assignment of rights under, or existing by virtue of, any copyright, patent or trade mark;
- (e) any act done to give effect to a provision of an agreement referred to in paragraph (d);
- (f) activities expressly approved or required under a treaty or agreement to which the Republic of Zambia is a party;
- (g) activities of professional associations designed to develop or enforce professional standards reasonably necessary for the protection of the public; and
- (h) such business or activity as the Minister may, by statutory instrument, specify.

PART II

ZAMBIA COMPETITION COMMISSION

4. (1) There is hereby established the Zambia Competition Commission which shall be a body corporate with perpetual succession and a common seal, capable of suing and being sued in its corporate name and with power, subject to the provisions of this Act, to do all such acts and things as a body corporate may by law do or perform.

Establishment
of Commission

Seal of Commission

(2) The provisions of the Schedule shall apply as at to the constitution of the Commission and otherwise in relation thereto.

5. (1) The seal of the Commission shall be such device as may be determined by the Commission and shall be kept by the Secretary.

(2) The affixing of the seal shall be authenticated by the Chairman or the Vice-Chairman and the Secretary or any other person authorised in that behalf by a resolution of the Commission.

(3) Any contract or instrument which if entered into or executed by a person not being a body corporate would not be required to be under seal may be entered into or executed without seal on behalf of the Commission by the Secretary or any other person generally or specifically authorised by the Commission in that behalf.

Functions of Council

6. (1) It shall be the function of the Council to monitor, control and prohibit acts or behaviour which are likely to adversely affect competition and fair trading in Zambia.

(2) Without limiting the generality of subsection (1), the functions of the Council shall be—

- (a) to carry out, on its own initiative or at the request of any person, investigations in relation to the conduct of business, including the abuse of a dominant position, so as to determine whether any enterprise is carrying on anti-competitive trade practices and the extent of such practices, if any;
- (b) carry out investigations on its own initiative or at the request of any person who may be adversely affected by a proposed merger;
- (c) to take such action as it considers necessary or expedient to prevent or redress the creation of a merger or the abuse of a dominant position by any enterprise;
- (d) to provide persons engaged in business with information regarding their rights and duties under this Act;
- (e) to provide information for the guidance of consumers regarding their rights under this Act;
- (f) to undertake studies and make available to the public reports regarding the operation of this Act;

- (g) to co-operate with and assist any association or body of persons to develop and promote the observance of standards of conduct for the purpose of ensuring compliance with the provisions of this Act; and
- (h) to do all such acts and things as are necessary, incidental or conducive to the better carrying out of its functions under this Act.

PART III

ANTI-COMPETITIVE TRADE PRACTICES, ETC.

7. (1) Any category of agreements, decisions and concerted practices which have as their object the prevention, restriction or distortion of competition to an appreciable extent in Zambia or in any substantial part of it are declared anti-competitive trade practices and are hereby prohibited.

Enumeration of
anti-competitive
trade practices

(2) Subject to the provisions of subsection (1), enterprises shall refrain from the following acts or behaviour if, through abuse or acquisition of a dominant position of market power, they limit access to markets or otherwise unduly restrain competition, or have or are likely to have adverse effect on trade or the economy in general:

- (a) predatory behaviour towards competition including the use of cost pricing to eliminate competitors;
- (b) discriminatory pricing and discrimination, in terms and conditions, in the supply or purchase of goods or services, including by means of pricing policies in transactions between affiliated enterprises which overcharge or undercharge for goods or services purchased or supplied as compared with prices for similar or comparable transactions outside the affiliated enterprises;
- (c) making the supply of goods or services dependant upon the acceptance of restrictions on the distribution or manufacture of competing or other goods;
- (d) making the supply of particular goods or services dependant upon the purchase of other goods or services from the supplier to the consignee;
- (e) imposing restrictions where or to whom or in what form or quantities goods supplied or other goods may be sold or exported;

**Control of
mergers and
takeovers**

- (f) mergers, takeovers, joint ventures or other acquisitions of control whether of horizontal, vertical or conglomerate nature; or
- (g) colluding, in the case of monopolies of two or more manufacturers, wholesalers, retailers, contractors or suppliers of services, in setting a uniform price in order to eliminate competition.

8. (1) Any persons who, in the absence of authority from the Commission, whether as a principal or agent and whether by himself or his agent, participates in effecting—

- (a) a merger between two or more independent enterprises engaged in manufacturing or distributing substantially similar goods or providing substantially similar services;
- (b) a takeover of one or more such enterprises by another enterprise, or by a person who controls another such enterprise;

shall be guilty of an offence and shall be liable, upon conviction, to a fine not exceeding ten million kwacha or imprisonment not exceeding five years or to both.

(2) No merger or takeover made in contravention of subsection (1) shall have any legal effect and no rights or obligations imposed on the participating parties by any agreement in respect of the merger or takeover shall be legally enforceable.

**Trade agree-
ments**

9. (1) It shall be an offence for enterprises engaged on the market in rival or potentially rival activities to engage in the practices appearing in subsection (2) where such practices limit access to markets or otherwise unduly restrain competition:

Provided that this subsection shall not apply where enterprises are dealing with each other in the context of a common entity wherein they are under common control or where they are otherwise not able to act independently of each other.

(2) This section applies to formal, informal, written and unwritten agreements and arrangements.

(3) For the purposes of subsection (1), the following are prohibited:

- (a) trade agreements fixing prices between persons engaged in the business of selling goods or services.

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 67

or purchase of goods or services between persons, or limit or restrict the terms and conditions of sale or supply or purchase between persons engaged in the sale of purchased goods or services;

(b) collusive tendering;

(c) market or customer allocation agreements;

(d) subject to the Coffee Act, 1989, allocation by quota as to sales and production;

Act No. 24 of
1989

(e) collective action to enforce arrangements;

(f) concerted refusals to supply goods and services to potential purchasers; or

(g) collective denials of access to an arrangement or association which is crucial to competition.

10. The following practices conducted by or on behalf of a trade association are declared to be anti-competitive trade practices:

Anti-competi-
tive trade
practices by
associations

(a) unjustifiable exclusion from a trade association of any person carrying on or intending to carry on in good faith the trade in relation to which the association is formed; or

(b) making of recommendations, directly or indirectly, by a trade association, to its members or to any class of its members which relate to—

(i) the prices charged or to be charged by such members or any such class of members or to the margins included or to be included in the prices or to the pricing formula used or to be used in the calculation of those prices; or

(ii) the terms of sale (including discount, credit, delivery, and product and service guarantee terms) of such member or any class of members and which directly affects prices or profit margins included in the pricing formula.

11. (1) The Commission shall keep the structure of production of goods and services in Zambia under review to determine where concentration of economic power exist whose detrimental impact on the economy outweigh the efficiency advantages, if any.

Criteria for
controlling
monopolies and
concentrations
of economic
power

(2) For the purposes of subsection (1) but without limiting the generality thereof, the Commission shall consider whether—

68 No. 18 of 1994] *Competition and
Fair Trading*

- (a) a person controls a chain of distributing units the value of whose sales accounts for a significant portion of the relevant market;
- (b) a person, by virtue of controlling two or more physically distinct enterprises which manufacture substantially similar goods, supplies a significant portion of the domestic market at unreasonably low prices; or
- (c) a person has substantial shares in a manufacturing enterprise and whether he simultaneously has a beneficial interest, however small, of outstanding shares in one or two wholesale or retail enterprises which distribute products of the manufacturing enterprise.

Unfair trading

12. A person shall not—

- (a) withhold or destroy producer or consumer goods, or render unserviceable or destroy the means of production and distribution of such goods, whether directly or indirectly, with the aim of bringing about a price increase;
- (b) exclude liability for defective goods;
- (c) in connection with the supply of goods or services, make any warranty—
 - (i) limited to a particular geographic area or sales point;
 - (ii) falsely represent that products are of a particular style, model or origin;
 - (iii) falsely represent that the goods are new or of specified age; or
 - (iv) represent that products or services have any sponsorship, approval, performance and quality characteristics, components, materials, accessories, uses or benefits which they do not have;
- (d) engage in conduct that is likely to mislead the public as to the nature, price, availability, characteristics, suitability for a given purpose, quantity or quality of any products or services; or
- (e) supply any product which is likely to cause injury to health or physical harm to consumers, when properly used, or which does not comply with a consumer safety standard which has been prescribed under any law.

Competition and [No. 18 of 1994 69
Fair Trading

13. (1) The Commission may authorise any act which is not prohibited outright by this Act, that is, an act which is not necessarily illegal unless abused if that act is considered by the Commission as being consistent with the objectives of this Act.

Authorisation of allowable acts

(2) The Minister may, on the recommendation of the Commission, by statutory instrument, make regulations prescribing the particulars to be furnished to the Commission for the purposes of subsection (1).

PART IV
GENERAL

14. (1) Where the Executive Director or any officer has reasonable cause to believe that an offence under this Act or any regulations made hereunder has been or is being committed, he may seek from a court a warrant granting—

Powers of Executive Director

(a) authority to enter any premises;

(b) access to, or production of, any books, accounts or other documents relating to the trade or business of any person and the taking of copies of any such books, accounts or other documents;

Provided that any books, accounts or other documents produced shall be returned forthwith if they are found to be irrelevant.

(2) In the exercise of the powers contained in subsection (1), the Executive Director or other officer of the Council may be accompanied or assisted by any such police officers as he thinks necessary to assist him to enter into or upon any premises.

15. Any person aggrieved by a decision of the Commission made under this Act or under any regulations made hereunder may, within thirty days after the date on which a notice of that decision is served on him, appeal to the High Court subject to a further appeal to the Supreme Court.

Appeals

16. (1) Any person who—

Offences and penalties

(a) contravenes or fails to comply with any provision of this Act or any regulations made hereunder, or any directive or order lawfully given, or any requirement lawfully imposed under this Act or any regulations made hereunder, for which no penalty is provided;

(b) omits or refuses—

70 No. 18 of 1994] *Competition and
Fair Trading*

- (i) to furnish any information when required by the Commission to do so; or
- (ii) to produce any document when required to do so by a notice sent by the Commission; or
- (c) knowingly furnishes any false information to the Commission;

shall be guilty of an offence and shall be liable upon conviction to a fine not exceeding ten million kwacha or imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

(2) If the offence is committed by a body corporate, every director and officer of such body corporate, or if the body of persons is a firm, every partner of that firm, shall be guilty of that offence provided that no such director, officer or partner shall be guilty of the offence if he proves on a balance of probability that such offence was committed without his knowledge or consent, or that he exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

Regulations

17. The Commission may, with the approval of the Minister, by statutory instrument, make regulations governing—

- (a) anything which under this Act is required or permitted to be prescribed;
- (b) any forms necessary or expedient for purposes of this Act;
- (c) any fees payable in respect of any service provided by the Commission; or
- (d) such other matters as are necessary or expedient for the better carrying out of the purposes of this Act.

SCHEDULE

(Section 4)

ZAMBIA COMPETITION COMMISSION

**Composition of
Commission**

1. (1) The Commission shall consist of—
 - (a) a representative from each of the Ministries responsible for finance, and commerce and industry;
 - (b) a representative of the Zambia Bureau of Standards;
 - (c) two representatives from the Zambia Council of Commerce and Industry, each representing different sections of that body;

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 71

-
- (d) a representative of the Law Association of Zambia;
 - (e) a representative of the Zambia Federation of Employers;
 - (f) a representative of the Zambian Congress of Trade Unions;
 - (g) two persons representing consumer interests and appointed by the Minister;
 - (h) a representative of the Engineering Institution of Zambia;
 - (i) a representative of the accounting profession; and
 - (j) the Economics Association of Zambia.

(2) All members shall be nominated by their respective institutions and shall be appointed by the Minister.

(3) The Chairman and the Vice-Chairman shall be elected by the Commission from amongst its members:

Provided that the members appointed under items (a) and (b) of sub-paragraph (1) shall not be elected as Chairman or Vice-Chairman.

2. (1) The members shall hold office for a period of three years from the date of appointment and may, upon the expiration of that term, be re-appointed for a like term and, for this purpose, paragraph 1 (2) of this Schedule shall apply.

Tenure of office
and vacancy

(2) A member referred to in items (b), (c), (d), (e), (f), (g) and (h) of paragraph 1 (1) of this Schedule may resign upon giving one month's notice in writing to the organisation which nominated him and to the Minister and shall be removed by the Minister at any time if the body which nominated him withdraws its recognition and so informs the Minister in writing.

(3) The office of a member shall become vacant—

(a) upon his death;

(b) if he is absent without reasonable excuse from three consecutive meetings of the Commission of which he has had notice; or

72 No. 18 of 1994] *Competition and
Fair Trading*

- (c) if he is lawfully detained or his freedom of movement is restricted for a period exceeding six months;
- (d) if he becomes an undischarged bankrupt;
- (e) if he becomes of unsound mind; or
- (f) by operation sub-paragraph (2).

**Remuneration
and allowances**

3. A member shall be paid such remuneration or allowances as the Council may, subject to the approval of the Minister, determine.

**Proceedings of
Commission**

4. (1) Subject to the other provisions of this Act, the Commission may regulate its procedure.

(2) The Commission shall meet as often as necessary or expedient for the discharge of its business and such meetings shall be held at such places, times and days as the Commission may determine.

(3) The Chairman may at any time call a meeting of the Commission and shall call a special meeting to be held within ten days of receipt of a written request for that purpose addressed to him by at least one-third of the members of the Commission.

(4) Seven members shall form a quorum at any meeting of the Commission.

(5) There shall preside at any meeting of the Commission—

- (a) the Chairman;
- (b) in the absence of the Chairman, the Vice-Chairman; or
- (c) in the absence of both the Chairman and Vice-Chairman, such member as the members present may elect for the purpose of the meeting.

(6) The decision of the Commission shall be by a majority of members present and voting at the meeting and, in the event of an equality of votes, the Chairman or other person presiding at the meeting shall have a casting vote in addition to his deliberative vote.

(7) The Commission may invite any person, whose presence is in its opinion desirable, to attend and to participate in the deliberation of a meeting of the Commission but such person shall have no vote.

(8) The validity of any proceedings, act or decision of the Commission shall not be affected by any vacancy in the member-

*Competition and
Fair Trading*

[No. 18 of 1994 73

ship of the Commission or by any defect in the appointment of any member or by reason that any person not entitled to do so took part in the proceedings.

(9) The Commission shall cause minutes to be kept of every meeting of the Commission and of every meeting of any committee established by the Commission.

5. (1) The Commission may for the purpose of performing its functions under this Act establish committees and delegate to any such committee such of its functions as it considers necessary.

**Committees of
Commission**

(2) The Commission may appoint as members of a committee established under sub-paragraph (1) persons who are or are not members of the Commission and such persons shall hold office for such period as the Commission may determine.

(3) Subject to any specific or general direction of the Commission, a committee established under sub-paragraph (1) may regulate its own procedure.

6. (1) If any person is present at a meeting the Commission or committee of the Commission at which any matter is the subject of consideration and in which matter that person is directly or indirectly interested, he shall as soon as is practicable after the commencement of the meeting disclose such interest and shall not, unless the Commission or the committee otherwise directs, take part in any consideration or discussion of, or vote on, any question touching such matter.

**Disclosure of
interest**

(2) A disclosure of interest made under this paragraph shall be recorded in the minutes of the meeting at which it is made.

7. (1) The Commission shall appoint, on such terms and conditions as it may determine, an Executive Director who shall be the chief executive officer of the Commission.

**Executive
Director of
Commission**

(2) The Executive Director shall be responsible for the day-to-day administration of the Commission.

8. (1) There shall be a Secretary to the Commission who shall be appointed by the Commission on such terms and conditions as the Commission may determine.

**Secretary and
other staff**

(2) The Secretary shall, under the general supervision of the Executive Director, carry out corporate secretarial duties.

74 No. 18 of 1994] *Competition and
Fair Trading*

(3) The Commission may appoint, on such terms and conditions as it may determine, such other staff as it considers necessary for the performance of its functions under this Act.

**Prohibition of
publication or
disclosure of
information to
unauthorised
persons**

9. (1) No person shall, without the consent in writing given by or on behalf of the Commission publish or disclose to any person, otherwise than in the course of his duties, the contents of any document, communication or information which relates to and which has come to his knowledge in the course of his duties under this Act.

(2) Any person who knowingly contravenes the provisions of sub-paragraph (1) shall be guilty of an offence and shall be liable upon conviction to a fine not exceeding six hundred thousand kwacha or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

(3) If any person having information which to his knowledge has been published or disclosed in contravention of sub-paragraph (1) unlawfully publishes or communicates any such information to any other person he shall be guilty of an offence and shall be liable upon conviction to a fine not exceeding six hundred thousand kwacha or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

Immunity

10. No action or other proceeding shall lie against any member, member of staff, servant, agent or representative of the Commission for or in respect of any act done or omitted to be done in good faith in the exercise or purported exercise of his functions under this Act.

**Funds of
Commission**

11. (1) The funds of the Commission shall consist of such moneys as may—

- (a) be appropriated by Parliament for the purposes of the Commission;
- (b) be paid to the Commission by way of grants or donations; and
- (c) vest in or accrue to the Commission.

(2) The Commission may—

- (a) accept money by way of grants or donations;
- (b) raise by way of loans or otherwise from any source in Zambia and, subject to the approval of the Minister, from any source outside Zambia, such money as it may require for the discharge of its functions; and

- (c) charge and collect fees in respect of programmes, publications, seminars, consultancy and other services provided by the Commission.
- (3) There shall be paid from the funds of the Commission—
- (a) the salaries, allowances, loans, gratuities and pensions of the staff of the Commission and other payments for the recruitment and retention of staff;
 - (b) such reasonable travelling and subsistence allowances for members or members of any committee of the Commission when engaged on the business of the Commission and at such rates as the Commission may determine; and
 - (c) any other expenses incurred by the Commission in the performance of its functions.
- (4) The Commission may after the approval of the Minister, invest in such manner as it thinks fit such of its funds as it does not immediately require for the discharge of its functions.
12. The financial year of the Commission shall be the period of twelve months ending on 31st December in each year. Financial year
13. (1) The Commission shall cause to be kept proper books of account and other records relating to its accounts. Accounts
- (2) The accounts of the Commission shall be audited annually by independent auditors appointed by the Minister.
 - (3) The auditors' fees shall be paid by the Commission.
14. (1) As soon as practicable but not later than six months after the expiry of the financial year, the Commission shall submit to the Minister a report concerning its activities during the financial year. Annual reports
- (2) The report referred to in subsection (1) shall include information on the financial affairs of the Commission and there shall be appended to the report—
 - (a) an audited balance sheet;
 - (b) an audited statement of income and expenditure; and
 - (c) such other information as the Minister may require.
 - (3) The Minister shall, not later than seven days after the first sitting of the National Assembly next after receipt of the report referred to in subsection (1), lay it before the National Assembly.
